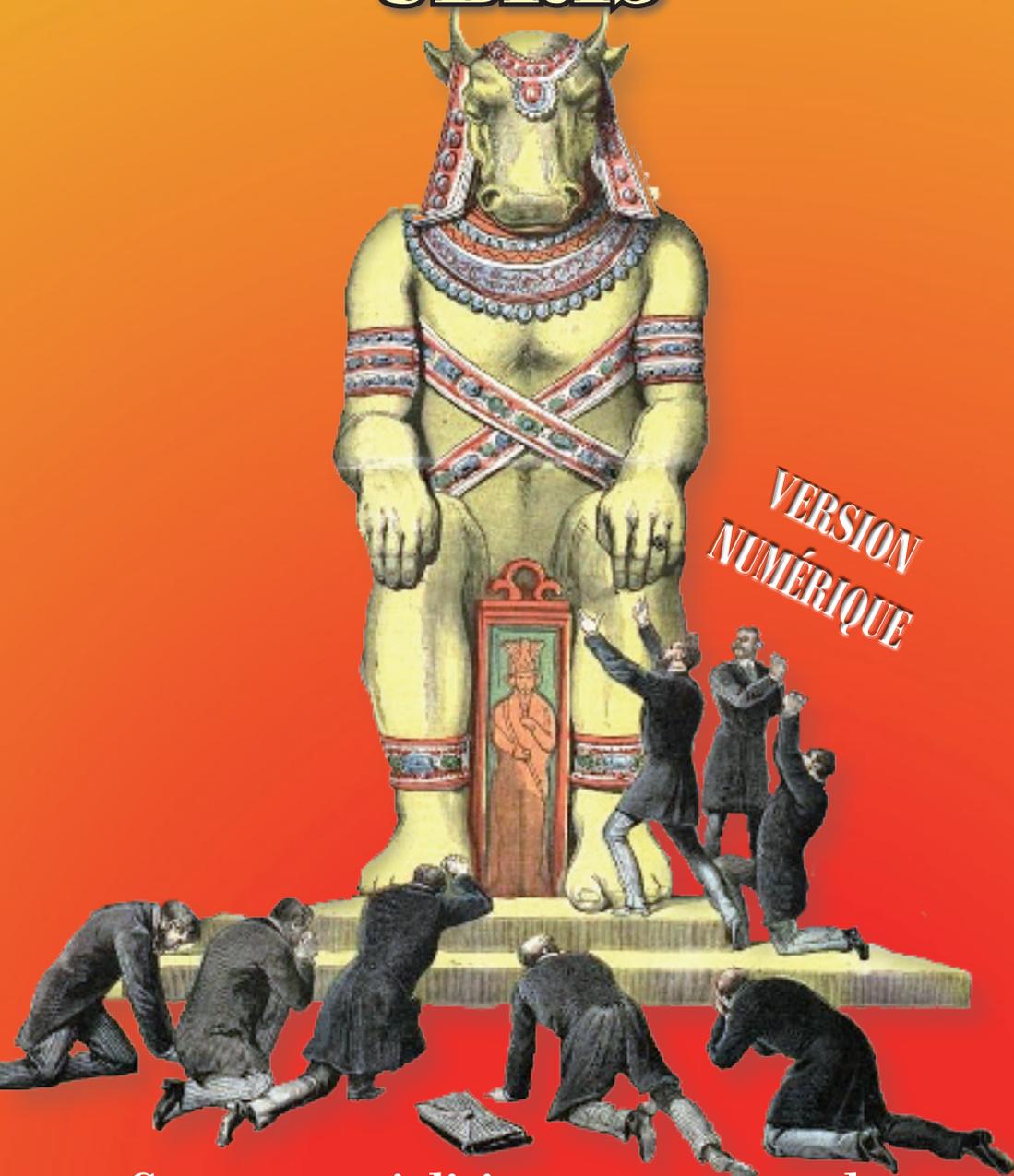


ANDRÉ GRANCE
CHRISTIAN COURTOIS

UBRIS



*VERSION
NUMÉRIQUE*

Ces mots qui dirigent notre monde

Édition traditionnelle. Conception graphique.

© Les éditions d'Ainay
40 rue des remparts d'Ainay
69002 Lyon France
RCS 324 234 426 Lyon

Édition numérique. Diffusion Internet

© Les Passerelles du Temps
Même adresse

Web site: www.exvibris.com

Messagerie: contact@exvibris.com

Aider les auteurs

Ces mots qui dirigent notre monde

UBRIS

ANDRÉ GRANGE
CHRISTIAN COURTOIS

Notes de l'éditeur. L'ubris (ὕβρις = la violence, l'excès en grec ancien) également écrit hybris et hubris désignait l'excès, la démesure.

Elle était combattue et châtiée par Némésis, souvent représentée dans ses versions modernes avec les attributs de la vengeance comme l'épée, et du temps, le sablier. Némésis venge les dieux des présomptions, des excès, des envies excessives des hommes.

Dans cet essai les auteurs nous démontre, par l'entremise de l'étymologie, l'absurdité de ce monde où la concurrence a pris le pas sur l'entraide, un monde où l'argent est le seul "indice de référence", un monde où la terre est violée par les plus cupides, volée par les plus forts, tous au détriment de notre avenir commun.

Les hommes, parricides de leur propre monde, matricides de leur terre, leur mère universelle, comprendront-ils un jour l'urgence de devenir raisonnable et utopiste et de faire enfin, leur "rêve-évolution".



*NB. Les illustrations sont extraites des archives personnelles de l'éditeur et particulièrement de **l'almanach de la question sociale** dans ce cas elles sont signalées par un cartouche en grisé. Cette rare publication parut de 1891 à 1903 sous l'impulsion de P. Argyriadès. De nombreux et célèbres chroniqueurs, polémistes, écrivains, dessinateurs et peintres y ont collaboré¹. Une édition numérique couvrant l'intégralité des parutions est disponible en contactant l'éditeur depuis son site : www.exvibris.com.*

¹ Baudelaire, Blanqui, Charles Fourier, Jules Guesde, Jean Jaurès, Pierre Kropotkine, Octave Mirbeau, Louise Michel, Élisée Reclus, Émile Zola, Jean Richepin, Steinjen, Maximilien Luce, etc.

AVANT-PROPOS

Toutes les sociétés ont une culture qu'elles ont reçue en grande partie de la **tradition** et qu'elles utilisent pour leurs communications et leurs propres réflexions. C'est cette culture qui assure leur cohésion sociale parce que c'est elle qui leur donne des images du monde (la "*réalité*") et des jugements de valeur (le Bien, le Beau). C'est le langage qui assume le plus complètement cette double fonction, les habitudes quotidiennes jouant un rôle plus sur les comportements que sur les réflexions. Car le langage constitue un ensemble de symboles, religieux ou scientifiques, qui servent à **donner un sens** à ce qui nous entoure et **une justification à nos actes**.

Avec la **crise** notre société est entrée en ébullition et de nombreux éléments, habituellement cachés ou même ignorés, remontent à la surface. Les communicants de tous ordres (experts, journalistes, intellectuels) continuent d'utiliser les mêmes mots mais, ceux-ci ne désignent plus les mêmes réalités. Soit parce que, la société évoluant, les mêmes causes ne produisent plus les mêmes effets, soit parce que la valeur méliorative ou péjorative de ces mots a changé et que celui qui les utilise préfère cacher ce changement ou même ne le voit pas. Par exemple, la **croissance** et la **concurrence**, qu'on prétend mesurer par des indices complexes, n'ont pas les mêmes conséquences aujourd'hui qu'hier, ni pour le salarié, ni pour le patron... Quant au **progrès**, tel un dieu caché, il est partout et dispense bienfaits et méfaits selon les choix opérés par ceux qui ont un pouvoir de décision, et qui s'en servent pour atteindre leurs propres objectifs, fut-ce au détriment de l'intérêt général. C'est une nouvelle religion qui, comme les précédentes, sert d'alibi aux pouvoirs temporels !

Avec ce **chaos**, on est amené à se souvenir de l'avertissement de Valéry : "*les civilisations sont mortelles*". Les communicants continuent de nous promettre des lendemains qui chantent, mais l'écart se creuse entre leurs promesses et la réalité : avant 1789 il y avait 1% de la population qui vivait dans l'opulence et 99% qui vivaient dans la précarité. Et voilà que les mêmes chiffres réapparaissent de nos jours. À des niveaux de vie différents certes, mais avec l'impression que le progrès est utilisé pour accroître les inégalités.

La formule "*Le changement apporte une amélioration*" est remplacée par "*Il faut changer pour que cela reste pareil*". Il est toujours difficile de déterminer quels changements sont **possibles et souhaitables**. Les *populistes* font semblant de croire que tous les changements souhaitables sont possibles, et ceux qui profitent de la situation actuelle traitent vite de *populistes* ceux qui demandent le moindre changement.

Alors, pour analyser (*déconstruire*, comme on dit plus savamment !) le fonctionnement de ce langage que gouvernants et communicants utilisent pour séduire les '*électeurs-consommateurs*' (le mot *citoyens* ne veut plus dire grand-chose quand la majorité d'entre eux rejettent un bulletin de vote qui représentait le petit pouvoir qui leur était accordé), il n'est pas inutile de retenir quelques mots abstraits dont l'histoire, qui commence au XVII^e siècle, a permis la mise en place du "**modernisme**". Cela nous permettra de voir comment les **valeurs actuelles** se sont mises en place et comment notre **civilisation**, qui se voudrait universelle, est devenue **mortelle**, en raison même de sa propre puissance.

Comment, en particulier, ceux qui ont en charge l'alimentation humaine, pris dans un système mortifère, travaillent à l'empoisonnement général en polluant la terre et même l'eau (certains agriculteurs) ou à faire disparaître certaines ressources comme les poissons (certains pêcheurs) ou les terres nourricières transformées en fabriques de *carburant biologique* (comme ces industriels qui au nom de l'écologie, remplacent les cultures vivrières par la production d'agrocarburants). Quand les valeurs vitales sont ainsi attaquées et quand les mots ne servent plus qu'à maquiller la réalité, il est sans doute temps de retrouver des bases plus solides, celles qui ne détruisent pas l'humanité !

C'est tout cela qui nous amène à reprendre un mot très fort, celui qui, dans la Grèce ancienne, désignait justement cet état dans lequel l'homme ne sait plus ce qu'il fait et se met lui-même en danger : **UBRIS**.

Le **modernisme**, né du **progrès** et père de la **croissance**, en arrive à détruire les **équilibres** les plus indispensables parce qu'il refuse de limiter sa volonté de puissance, au point de détruire lui-même l'idéologie qui lui a donné naissance : cet équilibre difficile que recherchait la trilogie fondatrice : **Liberté - Égalité - Fraternité**.

CHAPITRE I

MOTS POUR MOTS

Dans quel monde vivons-nous ? devrions-nous nous demander sans cesse, mais nous ne le faisons pas, parce que nous croyons avoir affaire à ce que nous appelons la **réalité**. Pourtant, depuis que l'homme est sur la terre il n'a cessé de s'éloigner de cette réalité. Jusqu'à la remplacer, grâce à l'informatique, par des mondes virtuels, alimentés par l'imagination prodigieuse des physiciens, des astronomes, des astrologues, des biologistes ou simplement des créateurs de jeux. Ces multiples sources ont remplacé les religions au nom du rationalisme pour finalement réhabiliter l'imagination, qui pour Pascal était la "*maîtresse d'erreurs*".

Mais voilà que dans ces quelques lignes il y a déjà deux mots qui méritent correction ou précision ! Commençons par le plus facile, le deuxième: **virtuel**. Il renvoie, à l'origine, à ce qui détermine la **vertu** cachée des choses, leur qualité essentielle. Rapidement, en s'appliquant aux qualités humaines, la vertu, variant en fonction des choix sociaux successifs, a connu les pires vicissitudes, celles qui s'attachent aux préjugés. **Qualité masculine**, elle a d'abord désigné des **capacités guerrières**, l'audace, le courage. Puis la qualité plus riche et équilibrée du citoyen romain, qui est très impliqué dans la vie de la cité. **Prêtée aux femmes**, destinées à la soumission, elle a pris le sens opposé: chasteté, passivité.

Peut-on accorder confiance à un mot qui peut désigner deux attitudes contraires? Eh bien il en est de même pour **virtualité**: d'abord qualité cachée, mais fondamentale, elle exprime l'être même de ce qu'on désigne: les **vertus des plantes** sont bien réelles, même sous le regard de la science. Et pourtant les dictionnaires vous le diront: ce qui est virtuel n'est pas réel, c'est même le contraire.

Il y aurait décidément de quoi se vouer au diable, n'ayant pu trouver refuge dans les mots!

Avant d'en arriver à cette extrémité, occupons-nous un peu du premier mot qui pose problème: est-ce que l'**homme** s'est éloigné de la réalité? Cela paraît évident si on pense à notre ancêtre vivant de cueillette, de pêche et de chasse, et si on compare ces habitudes à notre alimentation actuelle, à base de produits cultivés, industrialisés, transformés, transportés, édulcorés, colorés, "*sapidifiés*", bref méconnaissables. En y regardant d'un peu plus près on s'aperçoit même que les transformations de la réalité ont commencé beaucoup plus tôt: dès que nos ancêtres ont utilisé le langage pour se communiquer à la fois entre eux et en eux-mêmes des images de la réalité.

Car ce que nous prenons pour la réalité c'est un tout petit peu, très peu, le résultat de nos propres expériences personnelles, mais surtout et presque complètement ce que les mots nous ont permis d'en saisir. L'humanisation, c'est d'abord cela: acquérir une langue, et plus particulièrement un vocabulaire qui remplace la présence des objets par des mondes culturels enrichis des expériences, réflexions, jugements, préjugés des autres usagers de la langue. Cela ne va pas sans complexités, sans contradictions même, et pourtant c'est tout ce que nous avons pour essayer de donner une cohérence au monde qui nous entoure!

Car les mondes virtuels que les mots nous proposent constituent pour chacun des éléments d'interprétation qui ont eux-mêmes besoin d'être interprétés. Ce sont des points de vue sur le monde et à première vue, à une époque donnée, ils offrent quelques points de convergence, bien que les guerres de toutes sortes montrent que pour les contemporains les divergences ont paru assez importantes pour qu'on meure pour elles.

Avec le recul du temps, on peut constater une vision du monde partiellement cohérente sur laquelle se basent les jugements de valeur et la conception même de ce qu'est la réalité. Et lorsque cette vision est en train de changer, tous les mots qui prenaient appui sur elle changent aussi. Par exemple, dans la deuxième moitié du XVII^e siècle, lorsque s'affaiblit la confiance qu'on faisait à la tradition, grâce, en particulier, aux progrès de l'optique et de l'astronomie, tout un ensemble de mots montre l'apparition de cette confiance que l'on accorde dorénavant plutôt à la nouveauté: **originalité** ne signifie plus la conformité à l'origine, mais au contraire valorise la différence; **progrès** ne renvoie plus au simple changement, bon ou mauvais, apporté par le temps; **imitation** perd peu à peu sa valeur positive.

Chacun de ces changements de sens, pris isolément, peut paraître anecdotique. À y regarder de plus près on peut trouver des causes multiples, nouveautés techniques, nouvelles conceptions philosophiques, avancées scientifiques. Mais la convergence de ces modifications révèle peu à peu une nouvelle conception de la réalité elle-même. Ceci est plus particulièrement repérable dans les mots qui comportent un jugement, c'est-à-dire qui ont une valeur soit péjorative soit méliorative.

Nous en rencontrerons un exemple particulièrement éloquent avec le mot **ubris** qui, tout en gardant sa valeur de condamnation absolue, la fera porter non plus sur l'excès, la **démésure**, mais sur le **mélange**. Les conséquences à long terme, nous les voyons maintenant avec une **glorification de l'excès**, incarné dans la recherche du "*toujours plus*", et une **condamnation du mélange** avec la recherche d'une race **pure** en dépit de toutes les découvertes de la biologie qui soulignent l'avantage adaptatif des mélanges. Il y a là un changement **fondamental** dont le monde moderne a hérité et sur lequel il s'est construit. L'**excès**, réhabilité, est devenu la règle générale, la **valeur sociale** qui s'impose de manière incontournable dans tous les domaines. Chaque activité a nécessairement ses propres **champions**, et ses **records**, qu'un Livre des Records se charge de recenser jusque dans les domaines les plus inattendus, du *baiser "le plus long"* au *"boudin le plus long avalé dans le temps le plus court"*. "*Toujours plus*" (en **quantité**) est devenu la mesure du **progrès** lui-même. Être "*le meilleur*", porter jusqu'à l'absurde les limites du danger, ou de l'innovation, sont devenus les justifications de n'importe quoi.



La recherche de l'**équilibre** et du **compromis**, indispensables dans le fonctionnement des rapports sociaux, passent pour des marques de faiblesse, la modération une preuve de lâcheté. Parallèlement, l'**hybridation humaine**, autrement dit le **métissage**, est condamnée au nom de la **pureté**. Aux origines de la chimie, c'est l'**alchimie**, une conception mystico-technique de la connaissance, qui a introduit ce schéma, l'alchimiste recherchant le métal **pur** (l'or) comme symbole et s'approchant lui-même de la

pureté dans cette quête. De tris en analyses, distillations (justement destinées à recueillir la **vertu essentielle** d'une matière complexe), la science est ainsi parvenue au stade actuel, où la recherche médicale se concentre sur la **molécule active**. Mais la vie étant née de réseaux nombreux et complexes, la difficulté est de passer de particules élémentaires à des mélanges dont les propriétés ne se résument pas à la simple juxtapositions d'éléments différents. Un arôme naturel, vanille ou violette, comporte des centaines ou des milliers de molécules différentes, et le parfum industriel ne conserve de cet ensemble qu'une seule molécule, la vanilline. Le passage d'un modèle à l'autre implique en particulier de prendre en compte simultanément un nombre considérable d'éléments et leurs interactions alors que la science a toujours cherché, pour obtenir des résultats irréfutables, à éliminer tout contexte pouvant modifier le fait précis que le chercheur observe.

Les mots auxquels nous nous attachons ici font partie de cette catégorie: leurs changements de sens *ou leur apparition* s'éclairent lorsqu'on considère les changements dans d'autres mots voisins, et surtout lorsqu'on rapporte tous ces changements linguistiques à ceux qui se produisent dans les visions du monde auxquelles ils se rapportent.

Steinlen. Le dernier guet-apens! 1897
La voici. Allons, frappe au coeur...

Il faut toujours garder présent à l'esprit le fait que le sens des mots dépend en partie du contexte et plus particulièrement du point de vue (opinions, intérêts, préjugés ou connaissances) de celui qui les emploie. Ce qui implique une certaine souplesse et parfois même certaines ambiguïtés. Un mot très valorisé, comme **scientifique**, se trouve exposé à de multiples emplois abusifs pour servir de **preuve de vérité**. Cela fait partie de l'instrumentalisation des idéaux par tous les pouvoirs politiques, économiques ou autres.

Cette souplesse des mots nous oblige donc à la prudence dans l'interprétation, mais elle n'a pas que des inconvénients, car c'est elle qui permet le dialogue, chaque interlocuteur les adaptant à sa situation. Mais c'est justement en les interprétant avec prudence qu'on peut déceler non-dits, sous-entendus ou contradictions.

C'est pour cela que, pendant plusieurs siècles, la **philologie** a été considérée comme la connaissance souveraine, chargée d'éclairer et d'enrichir les idées. Elle était d'autant plus importante que, respectueuse de la tradition, l'époque cherchait la connaissance dans les textes anciens et leurs commentaires. La science, elle, a voulu être plus rigoureuse et elle a fait abstraction de toutes les opinions émises antérieurement, refusant le principe d'autorité, et se tournant vers l'observation du réel lui-même. Devant les succès incontestables qu'elle a obtenus, les **humanités** se sont rebaptisées **sciences humaines**, et la linguistique, en particulier, a cherché plus de rigueur en étudiant les mots dans des contextes étroits, en étudiant leur fréquence, mais en se refusant à toute approche extra-linguistique. Dans un premier temps les contextes sociolinguistiques ont été écartés. C'est maintenant leur réintroduction qui permet de mettre à jour, dans le vocabulaire, les options idéologiques.

Par exemple, il n'est pas indifférent que le mot **concurrence**, qui signifiait "**rencontre**", avec possibilité soit de **conflit**, soit de **collaboration**, ait restreint son sens pour ne plus renvoyer qu'à la rivalité conflictuelle. En même temps, devenue un concept "**scientifique**" (du moins pour les économistes), elle s'affiche comme idéal social et justifie l'évolution vers une société de rapports égoïstes, violents, tout en faisant croire que c'est une **loi naturelle**, donc inéluctable, alors même que la société n'applique pas les règles qui assureraient son bon fonctionnement (transparence, garantie de qualité des produits, etc.).

La multiplication de la parole publique (télé, radio, journaux, Internet,..) tend à donner aux mots un sens simplifié, parce qu'ils sont utilisés d'abord pour produire un effet rapide donc pour leur force de **conviction** ou surtout de **séduction**, ce qui élimine le doute, donc la **réflexion**. D'où l'expression de "*pensée unique*". Cela peut ne reposer que sur des apparences plus ou moins trompeuses, car plus les messages sont nombreux et rapides plus se multiplient les clichés qui permettent à l'auditeur, et, dans une mesure un peu plus faible, au lecteur, d'avoir l'impression de comprendre d'autant mieux que ces clichés viennent renforcer ses propres partis-pris. De là se trouve renforcée aussi cette espèce de schizophrénie qui fait que l'on peut se réclamer de certains principes moraux tout en agissant en contradiction avec eux. Mauvaise foi fréquente même si elle n'est pas toujours consciente si on parvient à la justifier par des mots, même à ses propres yeux !

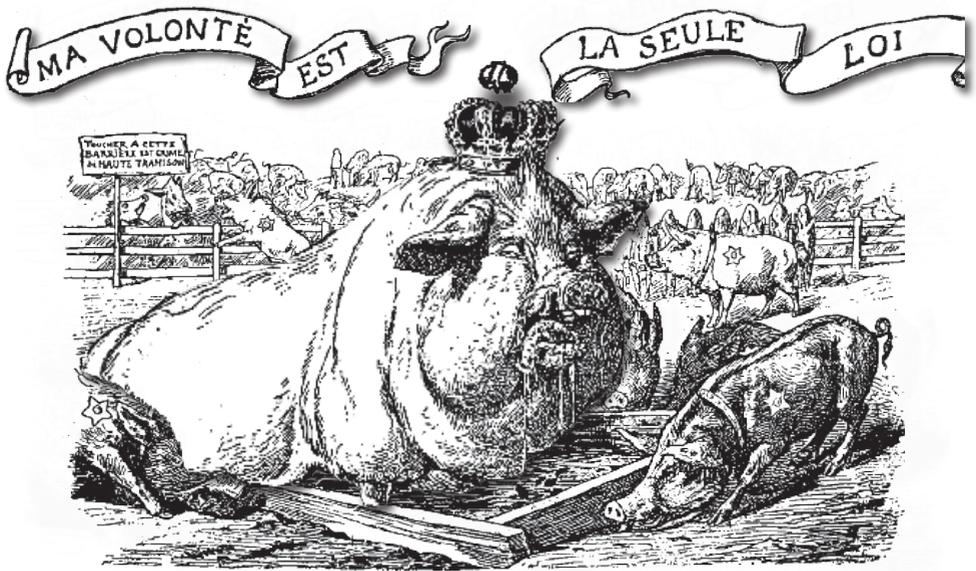
Alors faut-il toujours se méfier des mots ? Une simple prudence : ne jamais les prendre au pied de la lettre, surtout quand ils se présentent comme des évidences indiscutables ! La bonne question à se poser : faire appel à leur sens le plus précis possible en délimitant toutes les implications qu'ils comportent. Par exemple "*scientifique*" renvoie à des procédures rigoureuses et non pas à telle personnalité ou telle institution ; "*concurrence*" implique des règles strictes dont tout le monde sait qu'elles sont loin d'être appliquées dans la société réelle ; un sondage ou un indice n'a de sens que si l'on connaît les règles qu'il faut appliquer et celles qui l'ont été réellement, etc... Le simple fait que ces conditions ne soient pratiquement jamais remplies fait que les informations ne sont souvent que des **opinions**, et qu'il faut donc les accueillir avec précaution.

Les différents chapitres de ce travail ont pour but de débusquer quelques-unes de ces ambiguïtés. Comme il s'agit d'aider à la réflexion de tous ceux qui ont envie de comprendre dans quel monde nous vivons, nous avons choisi de gommer toute référence érudite et de varier quelque peu la présentation : dialogue, monologue, analyse. En espérant ainsi éveiller la curiosité des lecteurs, afin qu'ils puissent prolonger le même type de réflexions sur d'autres mots, à leur choix !



Moi j'dis eun' chose. Un état qu'a besoin d'faire des économies n'a pas besoin d' deux chambres. T'as-t'y deux chambres toi qu'es dans la purée?...

• LES QUATRE RÉGIMES POLITIQUES ET SOCIAUX •



• MONARCHIE ABSOLUE •

Note de l'éditeur: Les quatre dessins suivants servent d'illustrations à une brochure hollandaise, laquelle les a reproduits d'après une brochure américaine.

Il s'agit de la représentation de divers régimes politiques .

Réf: Almanach de la question sociale de 1893.

D'UBRIS A HYBRIDE

Nous commencerons par une rupture déjà ancienne, très brutale, mais dont les effets dévastateurs s'amplifient particulièrement à notre époque. Il s'agit d'un mot grec qui est bien parvenu jusqu'à nous mais dont le sens a tellement changé qu'on ne le reconnaissait plus : **ubris**, qui, connu déjà par les Romains, avait donné **hybrida**, qu'ils nous ont transmis dans **hybride**. Récemment, on a pris conscience que le sens qu'il avait en Grèce convenait parfaitement à notre vision du monde qui refuse toute limite dans les comportements individuels comme dans les choix collectifs. Du coup, sautant par-dessus deux millénaires et demi, on a repris de temps à autre le mot **ubris** qui convient si bien à notre démesure, et qui contient un avertissement contre les dangers qu'elle représente.

Il faut en effet remonter à cette époque lointaine (du VI^e au III^e siècle avant J.-C) pour retrouver une condamnation aussi radicale de la **démesure**. Cela commence dès Homère, puisque dans l'Iliade les colères d'Achille, avec leur caractère démesuré, font de lui le symbole même de l'**ubris**. Le mot a valeur de condamnation tant son sens est péjoratif : il désigne un état d'esprit dans lequel le personnage perd tout contrôle de lui-même, ce qui provoque toujours des catastrophes. Dans un langage plus moderne, cela nous renvoie à la théorie des systèmes : un système régulé peut fonctionner indéfiniment parce qu'il oscille entre deux limites, (le thermostat par exemple), alors qu'un système ne l'étant pas entre en **résonance**, s'accélérait sans cesse jusqu'à la rupture finale¹. Le deuxième représente notre monde du "*toujours plus vite, plus loin, plus de quantité, plus de précarité*", avec des dérégulations sociales de plus en plus considérables.

1 Voir à ce sujet la catastrophe du pont de la Basse-Chaine le 16 avril 1850 à Angers causant le décès par noyade de plus de 220 soldats.

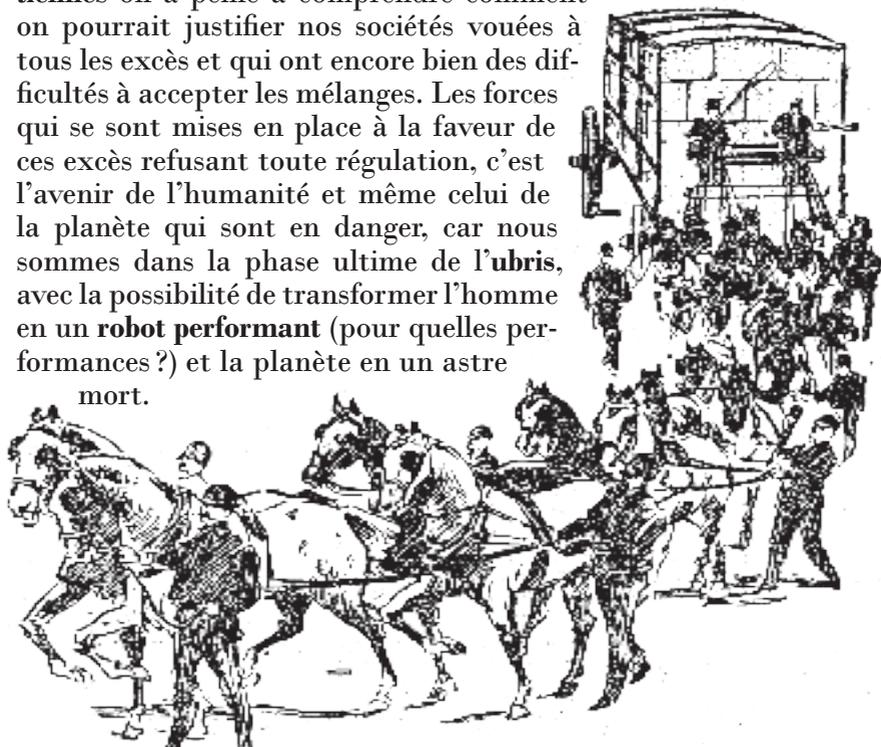
Mais revenons à l'évolution qu'a connue le mot, puisqu'il n'a jamais disparu. Dès le latin, où on le retrouve dans des textes du I^o siècle avant J.-C, il désigne soit un animal né de deux animaux dont l'un est de race sauvage, l'autre de race domestique (civilisé, en quelque sorte!), soit un enfant né de deux parents d'origine nationale ou sociale différente. Alors qu'est-ce que le mot a gardé de ses origines? Uniquement la valeur solidement **péjorative**. Il y a donc deux conséquences: une réhabilitation de l'**excès**, en attendant sa valorisation suprême lorsqu'apparaîtra le mythe du **progrès** (nous le verrons plus loin); une condamnation du mélange tant dans la nature (l'animal) que dans la société humaine, dont profitera dans les temps modernes le mythe de la race pure. Mais la botanique dès le XIX^o siècle lèvera la condamnation du mot **hybride** en améliorant les plantes par **hybridation**, mot qui apparaît à cette époque, accompagné de **hybridité**, **hybridisme**, **hybrider**, qui s'appliquent tous à la **fertilisation**, provoquée en général par le jardinier, d'une plante par le pollen d'une plante d'une variété ou d'une espèce différente.

Le changement de sens quelque peu insensé qui s'est produit entre le grec et le latin, montre le passage entre deux conceptions du monde qui ont des valeurs très différentes, l'une voulant se protéger des excès, l'autre des **mélanges**.

Il faut dire qu'entre les deux le monde a bien changé. L'idéal de l'homme grec, c'est un comportement mesuré. Il ne sanctifie pas comme nous la pureté (religieuse, morale, chimique) mais un **mélange équilibré** de qualités différentes. Il vit en effet dans une cité-état de quelques milliers d'individus où règne une relative égalité qui crée un sens de l'intérêt commun. Il y a des riches, mais étant donné le niveau économique, cette richesse reste limitée, et en outre pour être populaires, ils aident une clientèle de pauvres et paient des ouvrages d'**intérêt commun**. Car il leur faut être populaires, puisqu'ils détiennent le pouvoir politique par le vote des citoyens, et comme ils vivent sous les yeux de tous, chacun vérifie plus aisément si leurs actes ont bien quelques rapports avec leurs paroles. Ne rêvons pas: ce n'est pas une société sans conflits, comme le montrent les guerres incessantes entre cités grecques. Mais le fait d'afficher comme idéal un certain équilibre reste un moyen de contenir les excès de violence au moins à l'intérieur des cités.

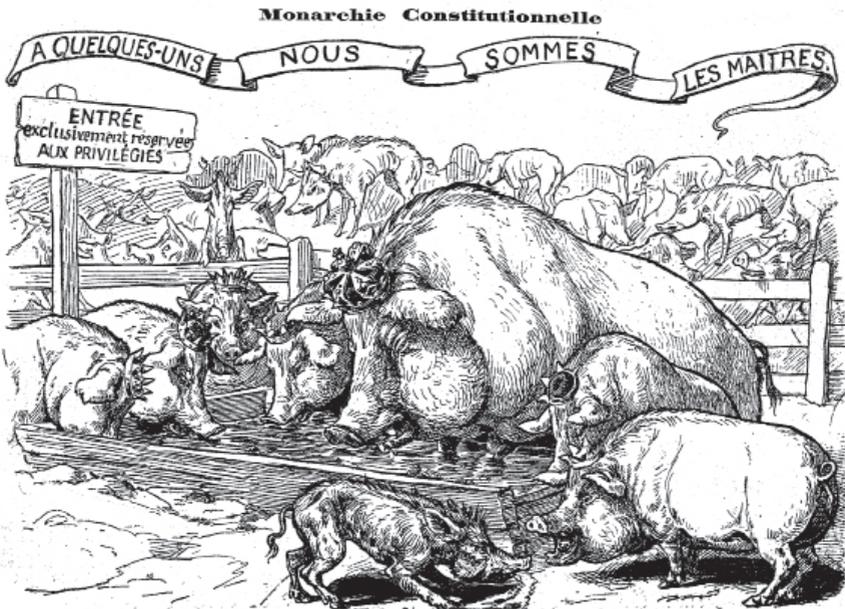
Cet équilibre est aussi célébré par les Romains ("*in medio stat virtus*" signifie bien que la vertu civique évite les excès), mais la société a beaucoup changé: on est passé de petites cités à des empires gigantesques dès les conquêtes d'Alexandre, et à un vaste empire unifié avec les Romains. Et c'est bien ce changement d'échelle, provoqué lui-même par une **ubris** militaire, qui constitue une réhabilitation de la démesure. Quant à la condamnation du mélange, c'est le réflexe de défense d'une caste de culture grecque (sous Alexandre) puis romaine fortement grécisée plus tard, contre les populations des pays conquis, ou même des aristocrates propriétaires terriens contre les prolétaires qui ne possèdent rien.

Depuis, l'écart n'a cessé de se creuser et les inégalités dans la répartition des pouvoirs et des richesses n'ont fait que s'accroître démesurément. À se fier aux idéaux affichés par des sociétés **chrétiennes** on a peine à comprendre comment on pourrait justifier nos sociétés vouées à tous les excès et qui ont encore bien des difficultés à accepter les mélanges. Les forces qui se sont mises en place à la faveur de ces excès refusant toute régulation, c'est l'avenir de l'humanité et même celui de la planète qui sont en danger, car nous sommes dans la phase ultime de l'**ubris**, avec la possibilité de transformer l'homme en un **robot performant** (pour quelles performances?) et la planète en un astre mort.



Nombre de chevaux nécessaire pour transporter le revenu annuel en or de Rockefeller (AQS 1899)

• LES QUATRE RÉGIMES POLITIQUES ET SOCIAUX •



• MONARCHIE CONSTITUTIONNELLE •

UNE NOUVELLE ÉPOQUE : LE PROGRÈS

Nous sommes dans la période 1650-1700. Un mot tout simple, se distinguant dans la famille à laquelle il appartient, se transforme peu à peu en mythe : c'est le **progrès**. Venu du latin **gradus**, qui signifie "*la marche*", il est d'une famille déjà fort honorablement connue. Un de ses cousins, plus âgé que lui, a connu et connaîtra encore un succès certain : **degré**, qui a servi pour les escaliers et s'installera dans nombre d'unités de mesures (alcool, température, pression, et, plus immatériels, musique), et, en concurrence avec **grade**, hiérarchie sociale ou militaire, diplômes.

D'autres ont eu des destins variés, et l'un d'eux a même connu, de la fin du XVI^e siècle à la fin du XVII^e, un destin tout particulier, qui intéresse l'histoire des moeurs : le mot **congrès**, qui, avec son sens habituel de "*réunion*", renvoyait alors à un rapport sexuel (c'est un euphémisme comme *coït*, qui signifie "*aller ensemble*") exercé sous contrôle judiciaire pour vérifier en particulier l'impuissance d'un homme, pour permettre la dissolution de son mariage. Vieux fantasme du contrôle social sur la vie la plus intime des individus ! Pratique sagement abandonnée (après 120 ans d'existence !) avec le constat que dans ces conditions la plupart des hommes étaient impuissants !

Mais foin du voyeurisme! revenons à notre famille de mots. **Progrès** y occupe une place très particulière. Lorsqu'il apparaît, à la Renaissance, il est employé au sens très général et neutre de "*mouvement vers l'avant*", celui-ci devant être précisé par un adjectif qui indique s'il est "*heureux*" ou "*malheureux*". Mais déjà il lui arrive parfois d'avoir un sens nettement positif sans qu'il soit nécessaire de le préciser. Et c'est souvent, en particulier, dans le domaine de l'art, pour parler de peintres modernes qui appliquent les règles de la perspective, se libérant ainsi de ce qu'on appelle le "*style grec*" (nous dirions plutôt "*byzantin*") où les personnages, figés et vus de face, sont représentés dans un espace représenté sans perspective.

Cela implique un jugement de valeur incontestable, qui donne la préférence à la reproduction de la réalité conformément aux lois de l'optique et **non pas selon des codes picturaux**. Le respect du réel et des lois scientifiques récemment découvertes l'emporte sur l'illustration du sacré. C'est déjà l'idée que l'observation doit être préférée au respect de la tradition: les portraits seront ressemblants, et l'espace à trois dimensions transposé sur le tableau. C'est l'esprit de la Renaissance appliqué au domaine de l'art.

Aussi la rupture avec la période précédente apparaît-elle plus marquée lorsque, dans la deuxième moitié du XVII^e siècle, la valeur positive se généralise progressivement à tous les emplois du mot, signifiant ainsi que plus on avance dans le temps plus les choses s'améliorent. Dans la querelle des Anciens et des Modernes ce sont ces derniers qui l'emportent. L'**âge d'or**, que l'on situait dans un passé mythique dont on s'éloignait inexorablement, est désormais devant nous et dépend de nous, des progrès que nous accomplirons, et c'est bien là une conception très humaniste.

On ne peut plus dire, comme Pascal, "*tout ce qui se perfectionne par progrès périt aussi par progrès*". Ce mythe du **progrès**, c'est celui du monde moderne, et il ne cesse de se renforcer, entraînant le reclassement de nombreux mots. Il s'agit d'un changement fondamental dans la manière de percevoir le temps: si c'est le futur qui est prometteur, la tradition est à jeter aux oubliettes, et la nouveauté, quelle qu'elle soit, ne peut qu'être une amélioration.



La caricature de cette attitude apparaît à notre époque dans la proclamation de la **précarité** comme preuve de modernité, alors qu'elle prive l'être humain de tout pouvoir sur son propre destin. Alors, pour voir comment on est passé de l'humanisme optimiste de la Renaissance à cette conception barbare du **progrès**, revenons à quelques-uns de ces mots qui ont gravité autour du progrès et profité de sa promotion spectaculaire.

Mouvement, changement, modernité, se sont proclamés valeurs incontournables sous peine de passer pour ringard, obsolète, vieux jeu, et même, on l'a entendu dans la bouche de conservateurs invétérés, réactionnaires. Ce retournement repose sur l'idée que, la précarité étant un phénomène nouveau, (à l'échelle impotente d'une mémoire réduite à une ou deux décennies!), elle est donc une marque de **modernité**. Il s'agit là d'un enterrement du mythe du **progrès** par ceux-là mêmes qui ne cessent de s'en réclamer. Le **progrès** n'est plus une libération mais c'est le nouveau nom de la **fatalité**. Il signifiait une humanité maîtresse de son destin, mais la prophétie de Pascal (en fait une simple observation de la vie!) est en train de se réaliser, du simple fait que la croyance au mythe est devenue un instrument aux mains de " *communicateurs* " qui ont réduit le progrès à une simple progression des bénéfices de leurs clients.

Car le **progrès**, au départ, c'est une promotion puissante de l'humanisme: l'homme se libère du poids des traditions pour étudier sans préjugé le monde qui l'entoure, en ne se fiant qu'à ses observations, ses expériences, ses raisonnements. Désormais c'est lui - et non plus des textes religieux ou littéraires anciens - qui donne un sens au monde. Par le progrès des connaissances c'est à la fois l'**accumulation** et la **vérification** de celles-ci.

Couturier. Les résignés. 1898
Ces gens-là seront toujours des gueux...

Les encyclopédies du Moyen-Âge ajoutaient les uns aux autres tous les textes qui concernaient le sujet traité, sans critiques, sans se soucier des contradictions, comme on rapporte des **opinions**. Aussi ne concernaient-elles pas les mêmes sujets : il s'agissait de religion, de droit, ou de descriptions de la nature attachés aux monstres ou aux phénomènes exceptionnels. Par contre, la première grande encyclopédie du monde moderne, celle de Diderot, au XVIII^e siècle, est une somme de toutes les connaissances techniques, décrites avec précision, alors qu'auparavant elles relevaient du secret professionnel. Et c'est bien grâce à l'évolution de ces techniques que sont apparus les changements économiques. Les changements sociaux, eux, viennent à la fois de là et du bouillonnement d'idées qui a provoqué et accompagné la Révolution de 1789.

Le mythe du **progrès** a eu tellement d'effets bénéfiques pour l'évolution humaine, par son apparition, qu'il a souvent fait oublier les misères et les conflits sociaux qui l'ont accompagné : résurgence de l'esclavage, dureté de la condition ouvrière et paysanne.

Il reste que le renversement de l'axe du temps garde toute sa valeur positive : on ne devrait plus pouvoir justifier les violences par le recours au passé : tradition ou chasse à l'hérésie. Si le temps prend son sens par rapport au futur, la logique voudrait qu'on n'accepte plus dans le présent lui-même ce qui est contraire à

l'idéal que l'on affirme : "*la fin justifie les moyens*" est souvent un alibi fort discutable.

Mais le mariage entre le **progrès** et l'**ubris** a poussé encore plus loin les conséquences néfastes, en donnant des monstruosité comme la disparition de nombre d'espèces vivantes, l'accumulation des pollutions, l'épuisement prévisible des ressources, la déshumanisation par la famine et la misère, la précarité.

C'est ce qui a transformé le mythe du **progrès** en une fatalité subie au lieu d'une conquête de l'humanité.



Il y a du pain chez la voisine, mais ce n'est pas pour nous... Steinlen 1900

En effet au début du XXI^e siècle, il s'est identifié à des mots nouvellement devenus eux aussi des mythes : **concurrence – croissance – profit**. L'économie politique, présentée comme la science de la gestion, s'est vu accorder la confiance que les rois donnaient à l'astrologie, échappant ainsi à tout examen critique. Toute activité humaine a été mesurée par l'**argent**, sans autre échelle de valeurs, comme l'**utilité sociale** ou la **valeur morale**. La mesure est représentée par des indices, comme le P.I.B, qui mettent sur le même plan la production de nourriture et la réparation de dégâts produits par la vie moderne, ce qui permet de considérer comme de bonnes affaires les accidents, les cataclysmes ou les maladies de toutes origines. La vie humaine est donc prise en compte uniquement à travers la circulation monétaire.

La **croissance**, elle, valorisée par l'**ubris**, doit être illimitée, sans que, là encore, on se pose la question de son contenu. Le simple **bon sens** aurait dû mettre en garde. Mais le bon sens, mis à mal dès le XV^e siècle par les progrès de l'astronomie qui montraient que les apparences (la terre est plate, le soleil tourne autour d'elle, etc...) sont fausses, est maintenant tellement méprisé qu'il a été abandonné à ceux qui n'ont pas eu le bonheur de faire de longues études ou d'exercer un pouvoir politique ou économique. Aussi, dans les années 1980, quand le Club de Rome, pourtant constitué de scientifiques incontestables, a fait remarquer que la croissance ne pouvait pas être illimitée, ne serait-ce que parce que les ressources de la planète sont limitées, cela a fait sourire tous les drogués de l'**ubris**, qui ont continué d'accélérer le cycle production-destruction-pollution, pour soigner les indices de croissance et sacrifier ainsi aux nouveaux mythes !

Maintenant force est de constater que c'est la fin de l'ère **moderne**, ce mot lui-même ayant connu l'inversion des valeurs dont il se réclamait. La **modernité** avait pris de l'importance dès la fin du XVIII^e siècle et la famille du mot s'était agrandie jusqu'à la fin du XIX^e siècle : la **mode** qui, à l'origine, désignait une manière d'être individuelle, est devenue marchandise : c'est une manière de **paraître** encouragée par la société. Le **moderne** s'oppose à l'archaïque et au **traditionnel**, mais aussi à l'antique et au classique. Une ardente obligation de changement qui culmine maintenant chez les conservateurs les plus réactionnaires ! C'est là une extension inattendue du mythe du **progrès** !

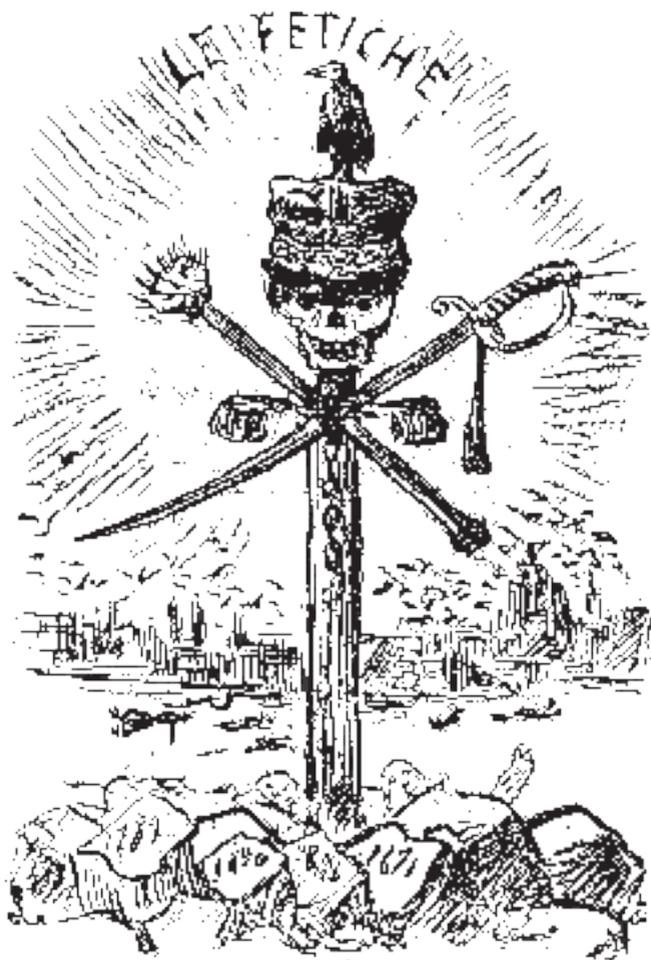
Au moment où le **progrès** commençait son essor comme mythe, existait encore la perception d'un temps cyclique, calqué sur les observations astronomiques : le mot **révolution**, désignant l'évolution d'un astre qui repassait régulièrement par les mêmes points, gardait un lien avec cette conception lorsqu'il s'agissait des affaires humaines : en 1789, tout en réorganisant la société de fond en comble, les révolutionnaires se réclamaient de la République Romaine pour souligner qu'il s'agissait de la fin du cycle des pouvoirs personnels. Mais le progrès, en valorisant l'avenir au détriment du passé, a imposé une conception linéaire du temps. Dès la période révolutionnaire, l'utilisation du mot **réaction** signale ce changement en admettant qu'un retour en arrière soit possible, ce qui ne serait pas le cas dans un temps cyclique.

L'ère moderne trouvait donc une grande cohérence dans les mythes qui sont nés avec elle : l'inversion de la signification du temps privilégiait l'avenir, et celui-ci devait corriger les imperfections de la société.

Et, de fait, la société moderne a été capable d'atténuer famines et épidémies. Pas partout, hélas ! Et simultanément, l'esprit de domination a été encouragé par ces succès (encore un mot rattaché au mythe du **progrès** : à l'origine le succès c'est le résultat final, bon ou mauvais, mais lui aussi se doit d'être toujours positif !). Le mariage du **progrès** avec l'**ubris** devait nécessairement le conduire aux excès qui font maintenant qu'on fait comme si c'était une fatalité, même si, conçu comme il l'a été à partir du XX^e siècle, il met en danger l'humanité. Les états puissants montrent leur puissance par les armées et les fusées, et non pas par des idéaux humanitaires, et c'est la même règle inégalitaire qui prévaut à l'intérieur des états, d'autant plus qu'on a prétendu mesurer le progrès en mesurant l'argent, faisant de celui-ci le but suprême de ce **progrès**. Si le mot garde – *de moins en moins* – la valeur d'un mythe, c'est parce que ce changement de sens n'est jamais mis en avant par "*la parole publique*", celle des pouvoirs politiques et médiatiques.

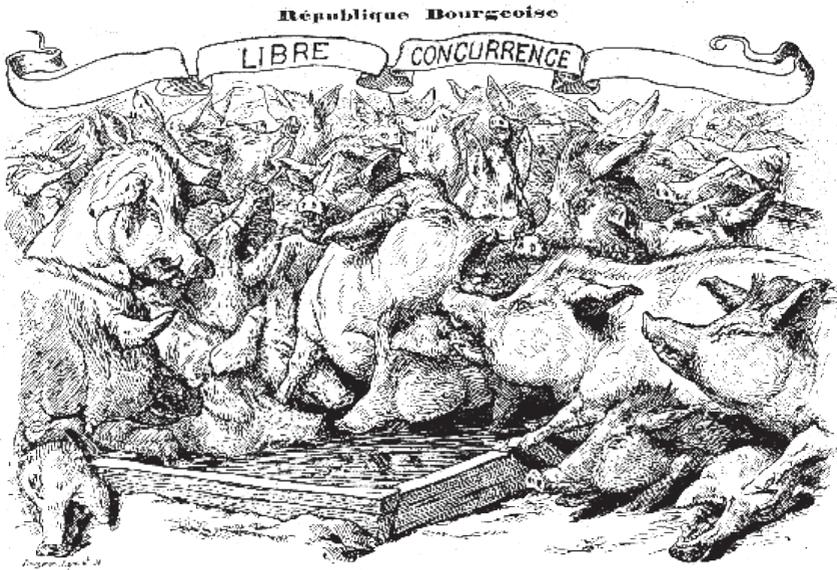
Il faudrait rendre au mot sa valeur relative et, de toute urgence, le faire suivre d'un complément, se demander si tel événement est un progrès, pourquoi et pour qui. Au lieu de cela, sous l'influence de l'**ubris** on a inventé les records qu'il faut toujours battre, fut-ce le record des avaleurs de boudin.

Les Grecs, eux, avaient au moins la sagesse d'enregistrer les records des olympiades en repartant de zéro à chaque session, n'obligeant pas leurs champions à se croire des surhommes, les meilleurs de tous les temps. Le sens de la mesure contre l'obligation du " toujours plus, toujours mieux! ".



Le fétiche - Quatre révolutions pour aboutir à cela! AQS - 1901.

• LES QUATRE RÉGIMES POLITIQUES ET SOCIAUX •



• RÉPUBLIQUE BOURGEOISE •

CHAPITRE II

EN B R E F !

D'OÙ VENONS-NOUS...? - OÙ ALLONS-NOUS...?

1 – La naissance du modernisme.

Les mots ont une histoire, et cette histoire enregistre celle des peuples qui les ont utilisés et, souvent, les utilisent encore, mais avec un sens différent. En racontant les changements de sens de quelques mots, nous pouvons retrouver l'évolution de cette histoire et la façon dont a évolué la représentation du monde. Ici nous nous maintiendrons dans des limites assez courtes, celles du monde "*moderne*", de sa naissance (aux XVI^e et XVII^e siècle) jusqu'à la période actuelle, et nous analyserons le sens des évolutions en cours.

Deux grands changements s'installent progressivement, à travers accélérations et résistances, et ils sont liés l'un à l'autre :

1. La confiance en la **Raison** remplace le respect exclusif de la **tradition**.

2. Cela entraîne une inversion de la valeur accordée au **temps** : ce n'est plus par l'interprétation des textes du passé que l'on cherche à accroître la connaissance, mais en soumettant **observations** et **réflexions** à la raison. La vénération des dogmes est remplacée par la croyance en un progrès infini. Ce remplacement n'est ni instantané ni total, et l'on continuera à étudier les textes anciens, en les soumettant à des réflexions soit approuvatives soit critiques. Et la notion même de **progrès infini** comporte une part de croyance peu rationnelle, lorsque, en particulier à notre époque, elle consiste à affirmer que, s'il entraîne des destructions dans la nature, il les corrigera lui-même, donc que tout progrès est positif.

1.1 – La raison.

C'est elle qui définit la place de l'homme dans l'univers: il est l'animal "*raisonnable*", ce qui signifie que chaque humain peut juger par lui-même, sans avoir à se réclamer des opinions transmises par la tradition. C'est sur cette base que commence un essor sans précédent des *mathématiques*, la langue du *rationnel*, et l'élaboration d'une méthode *scientifique*, basée, dès les origines, sur l'*observation* et le *raisonnement logique*. La *géométrie* est citée (dictionnaire Furetière) comme la seule science, car elle repose au moins depuis Euclide sur des lois générales abstraites immédiatement applicables à des constatations concrètes sur le terrain.

En quelques décennies les savoirs ont explosé dans toutes sortes de domaines, de l'astronomie à l'anthropologie, la zoologie, la botanique. Et l'homme, oubliant ses humbles origines ("*souviens-toi que tu n'es que poussière*" homo-humus), se proclame "*maître et possesseur de la nature*".

Le mot *progrès* se charge alors de *toutes les valeurs positives* et devient le but de l'homme sur terre et la justification de toutes les dominations, l'esclavage lui-même étant considéré comme le moyen des nouveaux progrès.

1.2 – Le modernisme

Il se définit, encore aujourd'hui, par une conception nouvelle de l'*homme* et du *temps*. L'homme, se plaçant comme maître du monde, cesse de se préoccuper de ses propres limites, car il croit les franchir par l'usage de la *raison*. Il ne se sent plus comme faisant partie de la nature, mais ne considère plus celle-ci que comme un obstacle à vaincre. Pour ce qui est du temps, l'accumulation des connaissances fait que le progrès s'accélère sans cesse. Ces deux changements viennent de fait rendre très difficile une conception unifiée de l'humanité (celle qui permet de dire "*l'homme*", en négligeant les diversités humaines), car le progrès profite de manière très inégale au puissant et à celui qui n'a aucun pouvoir. Ils illustrent bien combien l'*humanisation* est un processus toujours inachevé, aussi bien sur le plan individuel que sur le plan collectif.

1.3 – XVIII° - XIX° siècles : Les idéologies, la technique.

Pendant le XVIII° siècle c'est encore l'*envie de connaître*, la *curiosité intellectuelle* qui reste le moteur essentiel du progrès : l'étude critique du passé, les "*cabinets de curiosités*", les "*laboratoires*" des siècles précédents, restent les lieux de découvertes essentiels, les salons les lieux de réflexion, d'échanges, de diffusion (relative, certes, mais essentielle).

Le premier effet - **considérable!** - est *idéologique et politique* : c'est la *Révolution Française*, une synthèse dans laquelle l'être humain est considéré, de manière très rationnelle, comme un *individu social* : la *liberté* définit son droit de penser comme individu, l'*égalité* énonce l'obligation pour la société, non seulement de traiter chacun de la même manière, mais aussi de compenser les inégalités naturelles pour permettre l'humanisation de chacun (on est là à l'opposé de certains penseurs "*modernes*" qui considèrent que l'égalité n'est pas une loi naturelle et qu'elle n'a aucune raison d'être!), et la *fraternité* est la reconnaissance que l'humanité doit être *solidaire et non pas compétitive*.

C'est là une conception universelle et qui va beaucoup plus loin que nombre de penseurs – *de notre époque elle-même* – qui ont choisi de concevoir l'homme comme "un loup pour l'homme", en guerre perpétuelle contre ses semblables.

Cet effort d'humanisation a valu au XVIII° siècle d'être appelé le **Siècle des Lumières**. Il définit un équilibre indispensable entre individu et société, si difficile à réaliser que, pendant tout le XIX° siècle, les idéologies ont tenté de trouver les voies et moyens d'y parvenir : Socialisme, Marxisme, Anarchisme, mais aussi Racisme; et que le XX° siècle préfère prétendre rejeter toute idéologie, et camoufler la sienne (le renforcement des pouvoirs sociaux établis) sous le nom mensonger de "*démocratie*".

Sur le plan technique, quelques découvertes mécaniques commencent à apparaître dans la deuxième moitié du XVIII° siècle, et la Grande Encyclopédie de Diderot constitue un répertoire irremplaçable de toutes les techniques, anciennes ou plus récentes, soulignant l'importance de la technique en rapport avec les besoins sociaux. Et, peu à peu, le *progrès*, avec le XIX° siècle, se focalise **sur le seul perfectionnement technique**,

amenant à mépriser au XX^e siècle, ces idéologies qui cherchaient à améliorer la condition humaine en agissant sur la société selon les idéaux de la **démocratie**. L'enseignement diffuse toujours les "*humanités*" (grec et latin) qui sont une réflexion sur l'homme, mais la société s'oriente vers les sources nouvelles du **pouvoir**: la **technique** et ses applications militaires et industrielles (conquêtes coloniales).

Le XIX^e siècle, à travers conflits sociaux et idéologiques, amène le triomphe de l'**économie politique** et de ses valeurs **financières**. L'**économie**, née au XVI^e siècle, s'occupait de la **production** et des échanges, donc à la fois des rapports avec la nature (son but: améliorer les rendements pour maintenant et pour plus tard "*gérer en bon père de famille*" c'est une vision **écologique** plutôt qu'**économique** au sens actuel). Ne s'occupant que des échanges, l'**économie politique** s'invente une nouvelle divinité toute-puissante: la **concurrence**. Celle-ci, apparue d'abord comme un instrument de régulation du commerce, supposait un fonctionnement contrôlé. Très vite elle devient une valeur sociale et même morale: c'est l'instrument qui permet de distinguer et récompenser "*les meilleurs*".

Considérée (*grâce à une lecture partielle de Darwin*) comme une loi **naturelle**, elle devient une valeur incontournable, du fait de cette double onction (**éthique** et **scientifique**). Une sacralisation qui permet de la considérer comme le moteur même du **progress**, et qui va avoir, sur la vision **moderniste** de l'homme, des conséquences incalculables. Tout d'abord, la notion elle-même, en s'appliquant à tous les domaines de la société, prend une valeur absolue et, loin de mettre l'accent sur la nécessité d'un encadrement législatif, impose une **déréglementation généralisée**.

C'est un retour à la "*loi de la jungle*", camouflé derrière la nécessité d'une évolution rapide et sans limites. Cela correspond à un choix social: la **démésure**, l'**excès**, soit le contraire même de la **démocratie** qui, elle, **cherche des équilibres** capables de gérer les conflits (entre individus, entre groupes sociaux). C'était la tâche assignée à l'**égalité**: faire que personne n'est au-dessus des lois. La société choisit alors de la remplacer par le "**mérite**", mesuré par le succès financier et qui peut ainsi être sans limites, grâce à toutes les déréglementations: les "*récompenses*" financières des plus riches sont des milliers de fois plus importantes que le "*salaires minimum*", sans que le "**mérite**", au sens de "*responsabilité morale*" y soit pour quoi que ce soit.

Dans une société qui vit au rythme des "records" et des "championnats", ce sont les "sélections" et les "évaluations" qui rythment la vie sociale. La hiérarchie fait de la course au pouvoir et à la richesse le but des existences, éliminant l'épanouissement personnel. L'essentiel n'est pas de définir "le meilleur" par des compétences réelles, mais de créer une société où ni l'égalité, ni, bien sûr, la fraternité n'ont de raison d'être.

2 – Et maintenant ?

Ces différentes évolutions aboutissent à changer la nature des problèmes. L'humanité *moderne*, celle qui vénère le *progrès* par principe, sans se poser le problème de ses conséquences, a vaincu nombre de fléaux naturels, maladies, famines. Elle a parfois créé des fléaux équivalents, en raison de son organisation sociale pyramidale. Elle a créé des *sciences de l'homme* et même de *la nature*, qui accroissent chaque jour les connaissances qui pourraient lui permettre d'orienter le progrès au bénéfice de l'intérêt général. Mais, construite sur la valorisation des *égoïsmes* et la lutte entre les intérêts particuliers, elle a mis le *progrès* entre les mains des différents pouvoirs, et les nouvelles connaissances servent au renforcement de ces pouvoirs et à leur camouflage par les marketings politiques et commerciaux. Les mesures inventées pour évaluer le progrès reflètent dès lors combien l'*argent* a pris la place que l'*homme* occupait, du moins dans la réflexion philosophique, dans une vision humaniste. Chaque individu est sommé de s'autoévaluer, **en valeur marchande non pas en valeur humaine.**

Tout le monde sauf, apparemment, les principaux dirigeants financiers ou politiques, sait plus ou moins confusément que continuer sur cette voie ne peut mener qu'à la destruction des ressources que la nature offre à tous (l'air, la terre, l'eau), et au chaos social, donc à l'arrêt de cette humanisation pleine de promesses que l'on a confiées au "Dieu Progrès".

2.1 – Quel choix est-il encore possible ?

Certes les marketings continuent à nous promettre "*une sortie de crise*", après nous avoir longtemps promis que, grâce au *progrès*, il n'y aurait "*plus jamais de crises*". Mais l'humanité continue sur la même trajectoire, en respectant trois valeurs intouchables...

1 – **Une ivresse du pouvoir** qui la mène à ne concevoir l'histoire que comme une accélération sans fin du seul progrès technique, dans un cadre social où la hiérarchisation illimitée du pouvoir met les puissants à l'abri (sans doute provisoire) des conséquences de leurs propres erreurs et échecs.

2 – **Une accélération (de quoi?)**, finalement du seul progrès *financier*, c'est-à-dire des jeux de hasard de la *spéculation*, qui accélère l'exploitation déréglée de la nature, d'autant plus inconsciemment qu'elle s'investit maintenant dans le *virtuel*, **considérant que, pour faire de l'argent, le réel a des capacités trop limitées!**

3 – **Une innovation incessante** devant résoudre tous les problèmes. C'est là l'échec du *culte de la raison*, déjà bien mis à mal par les guerres et les atrocités devenues mondiales grâce au progrès technique.

Ces trois éléments sont fondamentalement liés entre eux, et pour voir leurs effets, ce sont ces liens qu'il faut mettre à jour.

Le modèle du progrès infini est-il viable? La théorie des systèmes devrait nous alerter: un système qui n'a aucune régulation (c'est le rêve de la *déréglementation*) ne peut que s'accélérer jusqu'à sa propre *destruction*. La *démocratie*, la *diplomatie* ont été inventées justement pour réguler les rapports sociaux, mais l'une et l'autre sont affaiblies par **la guerre économique permanente instaurée par la concurrence déréglée**, qui ignore toutes les règles et frontières mises en place par les sociétés pour pacifier les rapports humains. L'Occident a cru conquérir le monde par des guerres d'expansion, puis maintenant par la guerre économique.

Mais la principale conséquence de toutes ces guerres, c'est l'abolition de la plupart des conquêtes des civilisations, et tout particulièrement, la négation au moins temporaire de la *démocratie*. La guerre économique provoque des replis sur la religion, le nationalisme ou la xénophobie, et, dans le meilleur des cas, tout ce qu'il reste de la démocratie, c'est l'existence d'élections devenues un simple rite dépourvu de tout pouvoir et de toute signification. La société n'est plus composée que de la juxtaposition d'individus qui ne se sentent plus citoyens et se méfient les uns des autres: c'est le retour du chaos et l'arrivée de la **décomposition sociale**.

Car la démocratie, c'est justement un système qui cherche, par les régulations, l'équilibre entre les pouvoirs, donc une limitation contrôlée des inégalités. Ce n'est pas "**que le meilleur gagne**" mais d'abord "**tout le monde gagne si on résout les conflits par l'information et la discussion**".

Il n'est évidemment pas facile de réguler un système qui s'est accéléré au point d'échapper à tout contrôle parce que ceux qui détiennent le pouvoir démocratique, les élus, ont soumis leur propre pouvoir à ceux qui détiennent le pouvoir financier. Pourquoi ? Parce que la **déréglementation** est un moyen de faire passer pour incontournables les règles de l'enrichissement illimité d'un petit nombre, de donner ainsi aux lois humaines la même force qu'aux lois naturelles... et en outre de permettre aux plus puissants d'être au-dessus de ces lois. C'est là le **coeur du système actuel**, dont la **valeur suprême est l'argent**, devenu la mesure de toute réalité : la virtualisation informatique y rajoute la création d'un monde nouveau qui transcrit dans son langage tout ce qui intéresse les spéculateurs, jusqu'aux choix intimes des usagers, pour conditionner chacun au plus près de lui-même. Et tout cela au nom de la **liberté**, puisque ce système inquiétant se réclame du "**libéralisme**".

Tout cela s'inscrit dans une idéologie qui se réclame toujours du **progrès**. Au XX^e siècle, on affirmait que les guerres avaient au moins deux effets positifs : elles provoquaient des progrès considérables non seulement dans l'industrie, mais jusque dans la recherche médicale ; et d'autre part elles créaient de nouveaux marchés grâce aux destructions (on ne parlait pas encore de "**destruction créatrice**") et aux découvertes techniques provoquées par la pénurie de main-d'oeuvre et la nécessité de produire des armes encore plus efficaces.

Ces "**bienfaits**" sont transposables en bonne partie dans cette "**destruction créatrice**" qui, comme l'affirme une ex-présidente du patronat, est une règle économique fondamentale. Elle ne parlait pas de morts d'humains, non, elle évoquait simplement le chômage, la précarité, la misère, le racisme, la xénophobie, l'insécurité, bref les désordres sociaux provoqués par les "**crises**". La guerre économique se poursuit donc, même au détriment de la majorité de la population, au bénéfice du **progrès**.

Celui-ci a entraîné des changements sociaux importants et souvent utiles au plus grand nombre. C'est un peu comme la bicyclette qui, grâce aux roues, permet d'aller plus vite avec moins d'efforts. Mais lancée dans une pente rapide et démunie de freins, c'est la perte de contrôle de la trajectoire et de la vitesse, une menace de mort pour l'utilisateur !

Car le progrès, réduit peu à peu à partir du XVIII^e siècle au seul progrès technique, n'a contribué au bien-être de tous que lorsqu'il a été stimulé et encadré par les débats, les conflits sociaux, ou la conviction d'hommes capables de concevoir ce qu'est l'*intérêt général*, que ce soit, par exemple, Ford comprenant que la **concurrence** seule ne pouvait pas permettre de créer des débouchés, puisqu'elle tirait les salaires donc le pouvoir d'achat vers le bas; ou que ce soit les réformateurs de 1945 qui, ayant eu à se battre contre le nazisme et son idée de la "*race supérieure*" (que le meilleur gagne!), ont développé une conception humaniste du progrès en le mettant au service de la lutte pour l'**égalité**. C'est là encore, le cœur du problème puisque les réformes actuelles, parfaitement rétrogrades, s'en prennent à toutes ces protections sociales pour assurer le triomphe de la concurrence. Après avoir fait disparaître le *citoyen* comme membre participant d'une communauté, et l'avoir remplacé par le *consommateur*, client de l'économie de marché, la "*Nouvelle Économie*" en revient à une lutte des classes forcenée. C'est la transposition à l'échelle mondiale du capitalisme sauvage des débuts de l'industrialisation du XIX^e siècle en Europe. La signature d'un échec patent : celui de donner un sens humain et non plus financier au mot **progrès**.

Ce brutal retour en arrière souligne l'impasse dans laquelle s'enferment nos sociétés, et dont elles ont verrouillé les issues en transformant en *valeurs* quelques mots après en avoir changé le sens : **progrès, concurrence, innovation, mérite, évaluation, compétitivité**. Derrière la démocratie, devenue un simple paravent, d'autres mots, qui portaient des valeurs fondamentales, ont été dévalués, car pris comme l'antithèse de ces nouvelles valeurs : l'**égalité** a été interprétée comme le refus de reconnaître le mérite, alors qu'elle était revendiquée comme la base même des droits de tous les hommes (égalité devant la loi); le **droit** lui-même a été réduit au simple respect de la procédure, et le meilleur avocat (selon les tarifs, bien sûr) est le plus procédurier, qui se moque de la justice et de l'équité. Et donc qui s'en prend aux bases mêmes du droit, à sa seule justification.

La connaissance elle-même est ramenée à des critères financiers : les classements mondiaux mettent en tête les universités les plus chères parce qu'elles permettent à leurs étudiants de trouver les emplois les mieux payés; arrêtons la liste, car aucun domaine n'échappe à ces nouvelles "valeurs", toutes réservées à ceux qui, en fait, bénéficient des capitaux financiers, relationnels, sociaux. Le **capitalisme** a remplacé la **démocratie** comme valeur suprême, et l'**intérêt général** n'existe plus que comme procédé rhétorique. L'argent n'est apprécié que lorsqu'il devient "**capital**", c'est-à-dire capable de s'auto-reproduire. Le **salaire** n'est, quant à lui, qu'une "**variable d'ajustement**", alors qu'il a justement une importance vitale pour celui qui le reçoit. Derrière la condamnation de l'esclavage se cache la **précarité** à laquelle est condamné le salarié, même s'il a le "**privilège**" (c'est le mot qu'emploient ceux qui sont du "**bon côté**" de la barrière) d'avoir quelques modestes primes.

2.2 – L'innovation, où est sa place ?

Dans ce système, où l'intérêt financier prime tous les autres, elle est tout simplement constituée de toutes les inventions **brevetables**, qu'elles soient importantes ou insignifiantes, utiles à l'humanité ou seulement à leur auteur. Et là il faut faire une large place au "**faire-savoir**" puisque c'est lui qui va créer le "**besoin d'achat**". On en revient, une fois de plus, au remplacement de l'**information** par le **marketing**. Si l'homme devenait la mesure du progrès, l'innovation serait remplacée par le "**développement durable**" et les projets qu'il susciterait, ce qui suppose une évaluation plus sérieuse des nouveautés.

Le choix est à la fois simple à concevoir et difficile à mettre en oeuvre. Difficile parce qu'il suppose une conception de l'**homme** toute différente de celle sur laquelle reposent les "**valeurs**" actuelles. Au lieu d'affirmer paresseusement que "**l'homme est égoïste par nature**", il faudrait admettre **et c'est un constat de tous les jours** que c'est la société qui façonne le plus profondément ses comportements, et que l'**éducation** et les **rappports sociaux** ont une influence considérable, tout particulièrement sur l'**homme moderne**, beaucoup plus scolarisé et dépendant des rapports à autrui. Le nazisme a su priver ses fidèles de toute humanité et en faire des monstres; l'économie et le culte forcené de la concurrence ont transformé les traders de comptables en intégristes des chiffres de la spéculation, les managers en persécuteurs obsessionnels, et les salariés en animaux perpétuellement apeurés.

Pourtant, dans les secteurs éducatifs ou ceux du bénévolat, c'est souvent une **humanité toute différente qui essaie de survivre et de transmettre son modèle social**. Même dans les secteurs où se développent les connaissances (sciences exactes, sciences humaines, écologie) c'est le **partage** et la **coopération** qui montrent une efficacité bien supérieure à celle de la **concurrence** et leur utilité est conforme à l'**intérêt général**, et non pas à la guerre entre puissants et dominés¹. La lutte actuelle entre les **financiers** et l'ensemble de la société repose donc sur la vision d'une société où la **pénurie** serait le critère essentiel, comme au tout début de l'humanité, alors qu'elle prétend que l'homme est tout-puissant sur la nature.

La seule utilité de la **pénurie**, c'est de justifier la **guerre économique permanente**. Et, au stade actuel, cette guerre tend à détruire tout ce qui peut permettre à l'humanité, dans son ensemble, de progresser dans la voie de l'**humanisation**. Un exemple symbolique: alors même que la culture rapporte plus au budget de l'état que l'industrie automobile, c'est le budget de la culture que l'on diminue, alors que celui de l'automobile est subventionné, et que se développent les "**parcs de loisirs**" chargés de maintenir les "**consommateurs**" dans leur impossibilité de comprendre leurs propres problèmes (**ce qui devrait pourtant être la première qualité du citoyen**!).

Un autre exemple, universel celui-là... partout dans le monde, les économies imposées par les banques aux états par le "**service de la dette**" portent d'abord sur les budgets sociaux et culturels.

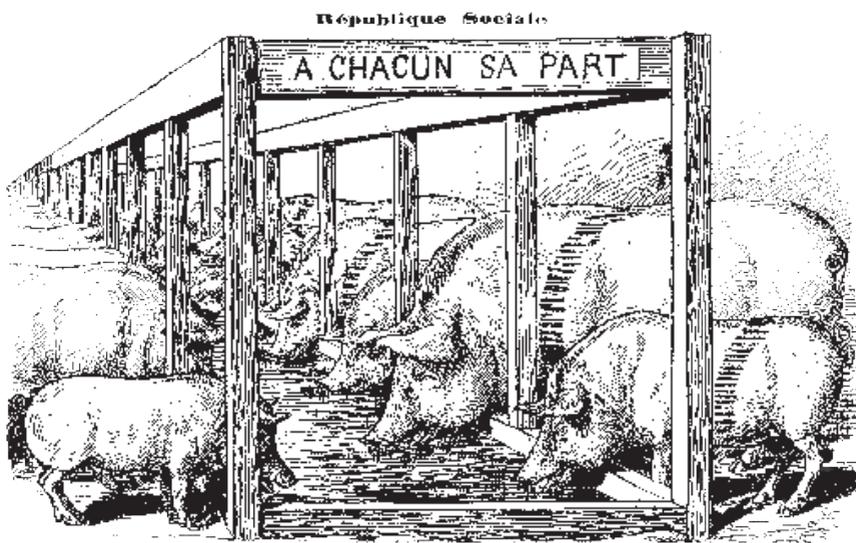
C'est donc la victoire du capital sur l'homme!

Le culte de la **concurrence**, qui permet d'imposer et d'utiliser cette vision d'un **homme égoïste par nature**, se fait au détriment du culte du **progrès**, en détournant celui-ci de ses finalités humaines et en **soumettant la technique et la science qui permettent son développement** pour le réduire au développement de l'**argent** et à sa répartition de plus en plus inégalitaire.

Au nom de la **démocratie**, on soumet le plus grand nombre au pouvoir de quelques-uns...

¹ Lire à ce sujet "**l'entraide, facteur de l'évolution**" de Pierre Kropotkine en téléchargement intégral et gratuit sur le site de l'éditeur.

• LES QUATRE RÉGIMES POLITIQUES ET SOCIAUX •



• RÉPUBLIQUE SOCIALE •

CHAPITRE III

LA MONDIALISATION

SES MOTS ET SES ACTES



Le fusilleur Gallifet satisfait et triomphant devant les cadavres de ses victimes, les fédérés. AQS 1900.

I. UN PEU D'HISTOIRE

Au siècle dernier, une guerre devait commencer par un acte juridique, la "*déclaration de guerre*". On se dispensait souvent de cette formalité, ou, même quand on la respectait, on ne s'obligeait pas pour autant à respecter les "*lois de la guerre*", pourtant peu contraignantes. Mais on a fait de nouveaux progrès: c'est l'absence de règles qui est devenue la pratique courante. Simple question de vocabulaire: la guerre d'Algérie n'était qu'une "*pacification*" (en somme, on fait la guerre pour avoir la paix!) ou même "*des événements*"; les guerres modernes sont des "*lutttes contre le terrorisme*", ce qui permet à la fois de rassurer les populations et de pratiquer une **déréglementation**, c'est-à-dire l'art de se dispenser de toutes les règles humanitaires qui interdisaient la torture, l'attaque des civils ou l'exécution des prisonniers.

Pour la **mondialisation** on aurait pu croire que le phénomène était inverse. Lorsque le mot apparaît (1960), ce qu'il désigne maintenant était à peine amorcé: c'était la suppression des barrières douanières. La Deuxième Guerre mondiale avait largement déplacé les frontières établies en 1919 (Versailles) et 1920 (Sèvres). On rêvait de nouveau à une paix définitive, et ce fut la recherche de l'unité de l'Europe. C'est donc en 1957 que la **Communauté Économique Européenne** voit le jour. Celle-ci met en commun les deux matières premières, nerfs de l'industrie et de la guerre: le charbon et l'acier.

Mais la règle de conduite essentielle, c'est le choix d'une "*concurrence libre et non faussée*" afin de créer un **Marché Commun**. Sous cette formule d'apparence si honnête se cache la volonté de soumettre toutes les sociétés européennes aux lois du "*marché*", faisant disparaître toutes les disparités sociales et culturelles des différents pays : ce sont elles qui seraient responsables des guerres. C'est ce remède qui s'est révélé difficile à appliquer sur un continent qui avait pourtant une histoire assez largement commune. Et c'est la même potion que la **mondialisation** a choisi d'administrer au monde entier avec ses multiples modes de gouvernement, différences de culture et modes de vie.

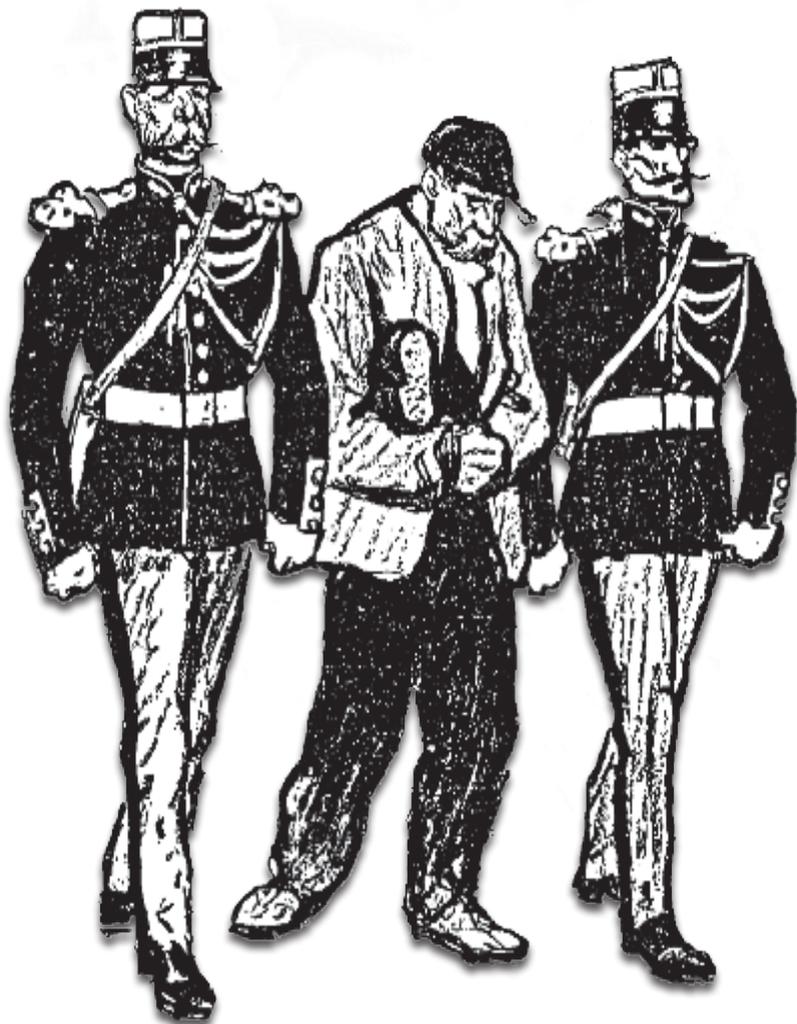
Grâce à une corruption généralisée, ce ne sont pas les vertus démocratiques qui en ont profité, mais un égoïsme généralisé qui a fragmenté toutes les sociétés, avec une concurrence devenue la source d'une nouvelle morale : "*que le meilleur gagne*", quels que soient les moyens employés. Il lui suffit d'être riche pour être paré de toutes les vertus.

La Révolution par laquelle tout a commencé, c'est celle qui, au XVIII^e siècle, a donné les mêmes droits à chaque être humain : ses visées étaient **universalistes et humanistes**. Ce qui a suivi, pendant presque un siècle, ce sont des guerres incessantes, puis Napoléon, puis le retour de la royauté. L'Ancien Monde refusait la devise de la nouvelle civilisation : **Liberté, Égalité, Fraternité**, qui signifiait la fin des castes hiérarchisées, reproductibles à l'infini par les droits attachés à la naissance, et garanties par Dieu lui-même lorsque le roi est "*sacré*" à Reims.

Cette révolution, partie de ce qu'on appellerait maintenant avec mépris, une "*idéologie*" (l'humanisme, qui a pour idéal l'épanouissement de chaque être humain) a utilisé consciemment comme moyen deux types de réformes : politiques et économiques (les "*biens nationaux*" constituent les premières nationalisations, suivies de privatisations).

Quant à la **mondialisation**, elle a remplacé l'idéal humaniste par une notion qui ne représente plus une fin mais un moyen : la **concurrence** prétend donner l'avantage à celui qui est le meilleur, donc établir une hiérarchie fondée sur le mérite. Dans la réalité, ayant choisi elle-même comme moyen la **déréglementation**, elle favorise toutes les formes de corruption.

Ayant choisi comme échelle de valeurs l'argent et le pouvoir, elle aggrave les inégalités et soumet la liberté à la richesse. Quant à la fraternité, elle est remplacée par la compétitivité, entre individus, entre groupes sociaux, entre nations: l'homme n'est plus qu'un loup pour l'homme.



*Sans le sou. AQS 1895.
Ah! si au lieu d'un pain j'avais volé cent millions.*

2. QUELQUES RÉFLEXIONS

À vrai dire la liberté n'est pas mise en cause explicitement. Au contraire même, tout le monde s'en réclame, surtout les adeptes de la **concurrence** illimitée. Mais ils lui donnent un sens bien particulier : ce serait la suppression de toutes les réglementations, qui ont été adoptées pour fixer limites et contrôles afin d'assurer une certaine égalité entre les concurrents. Lorsqu'on définit la concurrence en théorie, on admet que ces règles sont nécessaires pour éviter de lâcher le renard dans le poulailler. Mais dans une économie qui se veut entièrement ouverte, rien ne vient, dans la réalité, compenser la puissance de l'argent et des relations utiles. Certes une société totalement égalitaire ne reconnaîtrait pas le mérite ou les efforts de chacun, ce qui freinerait le progrès. Mais une société trop inégalitaire est beaucoup plus dangereuse encore pour la démocratie, l'argent accroissant de manière insensée le pouvoir de ceux qui le possèdent.

C'est là que la **compétitivité** propose une solution, mais à condition, évidemment, d'être encadrée par l'impératif d'**égalité**, sinon on retrouve le renard en liberté dans le poulailler. Lorsque la concurrence porte sur le montant des salaires, elle cesse d'être un moteur essentiel du progrès, donc de la croissance, puisqu'elle réduit le nombre de consommateurs : le moteur est cassé dès le départ ! Mais il y a pire, c'est qu'elle supprime la justification même de ce qu'on appelle le **progrès**, et qui sert, dit-on, à améliorer le sort de l'humanité.

Il y a une contradiction évidente entre d'une part le chômage et la précarité pour être "*le meilleur*" dans la concurrence, et d'autre part l'élargissement du marché : chacun n'a plus qu'à espérer que son concurrent donnera des salaires suffisants et chacun n'a en vue que des licenciements ! Si l'on veut aller au fond du problème, on y découvrira l'incontournable péché originel de la **concurrence** : pour fonctionner elle a besoin du **secret généralisé** : secret commercial, industriel, secret de fabrication, de la liste des clients, du chiffre d'affaires, et, couronnant le tout, secret bancaire, pour mêler "*argent propre*" et "*argent sale*" lié à tous les trafics illégaux : êtres humains, armes, drogues, organes humains, etc...

La démocratie, elle, supposerait une transparence qui permette aux citoyens de comprendre le fonctionnement de cette société. Le défi lancé aux politiques est de représenter les intérêts de leurs électeurs alors que ceux-ci sont maintenus dans l'ignorance. Le compromis auquel ils ont recours, c'est de proclamer la **transparence** dans les discours et de respecter la **loi du silence** dans leurs actes... et après de se plaindre que leurs électeurs ne leur font plus confiance.

La connivence ainsi établie entre les états, les banques et les grandes entreprises se maintient grâce à la **langue de bois** que partage toute une caste sociale et qui lui permet de ne jamais aborder les questions de fond qui l'obligeraient à remettre en cause les bases d'un système qui a des effets plutôt pernicieux.

Profitant d'une **concurrence déréglementée** (on dirait plus justement **dérégulée**) pour faire des gains illimités, ils ne cherchent que l'enrichissement rapide dans une économie-casino. En maintenant tous les pouvoirs entre les mains du **marché**, les hommes politiques ont supprimé la possibilité des choix **démocratiques**, qui supposent des projets durables, appuyés sur des prévisions réfléchies; il n'y a plus que des **spéculations** et toute la vie politico-économique repose sur une loterie aux résultats aléatoires; les décisions dépendent beaucoup plus du marché, c'est-à-dire des capitaux, que du vote des citoyens. Quand ceux-ci ont voté "**non**", on fait dire "**oui**"

par le parlement, ou, au mieux, on refait un référendum après un bon matraquage médiatique. Car ce qu'il faut sauver, fut-ce **au prix de la démocratie**, c'est le système lui-même, oui, ce système qui met en danger l'avenir de l'humanité et celui de la planète! Dès lors le sens des mots doit changer et l'on pourra décerner un brevet de "**courage**" à l'homme politique qui, pour sauver sa carrière, impose des sacrifices aux pauvres pour sauver des riches; quant au riche qui profite des paradis fiscaux pour ne pas payer d'impôt il ne fait que profiter de "**la liberté d'opinion**", ce qui est

bien la moindre des choses dans une démocratie!



Il a encore dit ce matin une chose au-dessus de son âge:
"Quand je serai grand, je ferai faillite comme oncle Jacques, qui est si riche". AQS 1896.

Quand un système ne peut survivre qu'en détournant le langage, c'est bien toute une société qui est en danger. N'alourdissons pas le propos avec d'autres exemples: chacun peut en trouver à foison: le "*plan de sauvegarde de l'emploi*" sert à programmer les licenciements et quand le "*meilleur*" gagne, au sport comme en politique, on peut parfois se demander si la concurrence n'était pas "*déréglementée*"!

3. COMMENT EN EST-ON ARRIVÉ LÀ ?

Depuis que la monnaie existe, l'argent a toujours pesé lourd sur les décisions politiques, mais les banquiers restaient étroitement soumis au pouvoir du roi et des seigneurs. Des exemples célèbres ont servi d'avertissement pour tous: la liquidation physique des templiers, devenus trop riches, au XIV^e siècle, la disparition de Fouquet au XVII^e siècle. De Gaulle sera le dernier à pouvoir déclarer fièrement: "*la politique ne se fait pas à la corbeille*" (celle de la Bourse) même si ce n'était pas tout à fait la vérité.

Le 3 janvier 1973, une loi votée à la demande de Valéry Giscard d'Estaing alors ministre des Finances, met l'**argent public** géré par la Banque de France, non plus à la disposition des pouvoirs publics, mais à celle des banques privées.



L'État doit donc passer par elles pour ses investissements et leur payer un intérêt. En clair cela signifie que les **intérêts particuliers des financiers priment sur l'intérêt général**. C'est le remplacement de la **démocratie** par la **ploutocratie**. L'Europe a adopté (traités de Maastricht et Lisbonne) une loi identique. Les conséquences sont maintenant considérables: endettement des états, politiques d'austérité (pour les populations) pour payer les intérêts qui s'accumulent et dont le montant est en général égal au "*déficit*" des états. Les intérêts portent sur de l'argent qui, au départ est de l'**argent public**. Les "*marchés*" s'enrichissent et exercent le pouvoir réel, et les électeurs, conscients de ne servir à rien, s'abstiennent de voter!

*Triste époque, Monsieur, où l'on interdit aux banquiers de soustraire.
... Et aux huissiers d'additionner. AQS 1896.*

Cela passait sans doute pour un moyen d'effacer les frontières en instaurant le libre échange. Dans les faits c'était le début de la mise en place d'un régime ploutocratique, dans lequel les frontières limitent les déplacements des hommes, mais pas ceux de l'argent. Les démocraties, qui certes avaient encore beaucoup à faire pour respecter les valeurs qu'elles affirment représenter, partent dans la direction opposée. Le pouvoir est remis directement entre les mains des multinationales bancaires qui, seules, contrôleront la valeur des monnaies. C'est ce qu'on veut dire quand on parle de "*la loi des marchés*".

Cette mesure, vite adoptée par de nombreux gouvernements, va porter un coup grave, soumettant toutes les décisions d'investissement à l'agrément des principaux détenteurs de capitaux. Peu à peu c'est toute la vie publique qui est ainsi privatisée. Apparemment personne n'avait prévu ces conséquences ou du moins ne s'en était inquiété, puisque nombre de dirigeants politiques ont vu seulement la facilité qu'ils avaient de creuser le déficit... en laissant à leurs successeurs éventuels le soin de payer les intérêts. La dernière en date de ces trouvailles géniales a consisté à conférer au privé non seulement la construction, mais aussi le financement des bâtiments publics, leur garantissant un tarif de location fort avantageux pour l'entrepreneur, mais ruineux pour l'État. Il est vrai que le même président avait, au début de son mandat, conseillé aux Français d'emprunter davantage pour devenir plus riches. Il oubliait ainsi que les "*trente glorieuses*", qui faisaient encore rêver les économistes, avaient enrichi toute la société alors que le crédit était encore peu développé.

Le nouveau système, repris dans l'allégresse par la Banque Centrale Européenne, s'est ouvert brutalement au monde entier sans tenir compte des inégalités considérables entre pays. Au sein de l'Europe le mythe du "*plombier polonais*" a montré les difficultés d'une concurrence pourtant atténuée par les aides que l'Europe apportait à la mise en place du marché européen. La mondialisation a continué de s'étendre avec un modèle encore plus injuste et agressif, et bientôt "*l'ouvrier-esclave chinois*" s'impose comme la norme inavouée, mais idéale de tout progrès de la **compétitivité**. Pour aller plus vite, non seulement on n'a rien fait pour atténuer le choc, mais encore on a contraint tous les pays européens à appliquer la **règle d'or** qui donne à la concurrence le seul objectif de baisser les prix par n'importe quel moyen. C'est toute la planète qui devient le terrain de jeu des puissants.

Dès les années 70, pourtant, certains avaient dénoncé cette course à l'abîme. C'est le Club de Rome, une fondation pourtant très capitaliste, qui signalait l'absurdité d'une croissance qu'on croyait illimitée et qui épuisait les ressources naturelles; c'est aussi **René Dumont**, un agronome très connu, qui mettait en garde contre le mode de "*développement*" imposé aux pays pauvres: supprimer les cultures vivrières qui protégeaient les plus pauvres contre la famine, pour les remplacer par des cultures d'exportation pour alimenter les réseaux du commerce mondialisé tenus par les multinationales.

Mais ces mises en garde n'étaient pas conformes au **modernisme** tel que le concevaient nos "*élites*" politico-économiques qui ne rêvaient que d'avoir toujours plus de richesses et de pouvoir, tout en évoquant des "*progrès démocratiques*" qui n'étaient que la justification cynique des dictatures (*pour assurer une gestion plus efficace dans les pays pauvres*) ou des guerres locales (*pour assurer l'approvisionnement en matières premières des industries des pays riches*).

Les dirigeants politiques ont souvent apprécié le confort que leur procurait cette nouvelle position. N'étant plus responsables de leur monnaie nationale, beaucoup ont creusé le trou des dettes et, en même temps, confié à leurs amis du privé les grands chantiers publics.

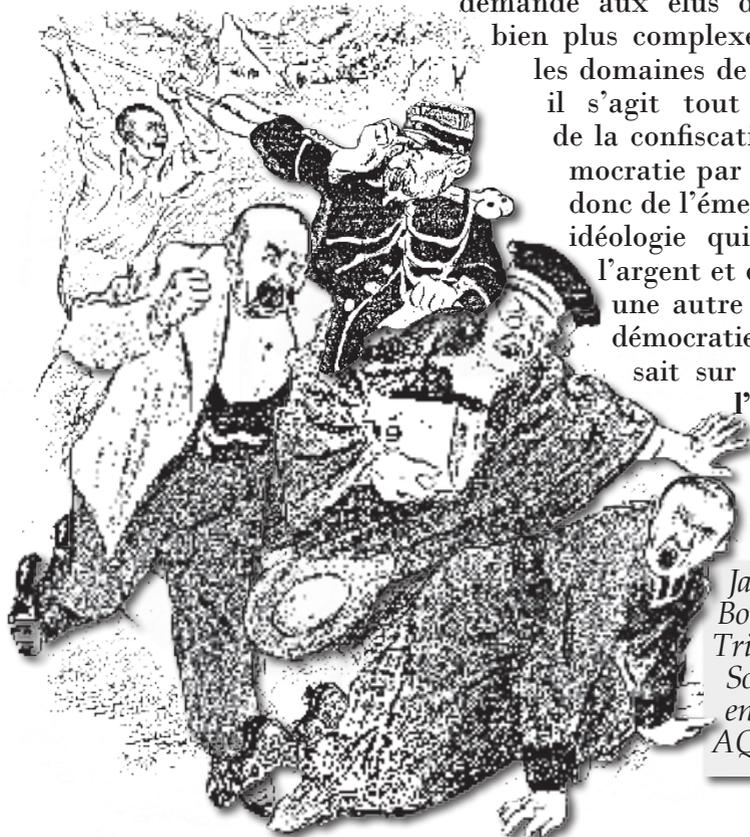
... Les banquiers ont procédé de même.

Personne n'avait à répondre de ses actes. Jusqu'au moment où le système a explosé, d'abord aux États-Unis parce que c'était là le pays capitaliste exemplaire, et que donc il devait donner l'exemple, ce qu'il avait fait en se livrant aux excès les plus débridés, prêtant sans hésiter aux clients les plus vulnérables en leur disant qu'ils ne risquaient rien. De fait les clients ont été ruinés... mais les banquiers sauvés par l'État, donc avec les impôts des clients. Dans tous les pays les banques bénéficient largement du crédit des états, puisque le taux de couverture des crédits sur leurs fonds propres sont toujours très en dessous des 10 pour 100. Ce n'est pas le cas pour les particuliers! On ne change évidemment pas un système qui perd: donc les États se sont endettés pour renflouer les banques... et faire payer le sauvetage par les contribuables. En retour, les banques augmentent le taux de leurs prêts aux États... qu'elles ont elles-même sciemment endettés et dont elles reçoivent l'argent nécessaire des mains des banques centrales... **à taux zéro.**

Ce n'est ni moral ni très logique, mais c'est la **règle d'or**. Il est convenu et la convention est soigneusement respectée par tous les dirigeants et autres "*experts*" qui s'expriment dans les médias, que cette origine peu honorable d'une règle dévastatrice relève de **la loi du silence**. On peut alors inventer une morale nouvelle : les contribuables auraient vécu au-dessus de leurs moyens et leurs responsables politiques seraient "*vertueux*" lorsqu'ils les condamnent à l'austérité. Cette morale profite donc aux plus riches et particulièrement à nombre de grandes entreprises, qui touchent des aides des États et se dispensent de payer l'impôt grâce à des armées de juristes spécialistes du "*droit fiscal*".

On pourrait se plaindre du fait que le contrôle de l'argent de la collectivité ne soit plus aux mains des représentants élus, mais à celles des banquiers, comme s'il s'agissait d'un simple problème technique pour lequel nombre d'élus seraient incompetents.

Ce n'est sûrement pas la véritable raison, car par ailleurs on demande aux élus des décisions bien plus complexes dans tous les domaines de la vie. Non, il s'agit tout simplement de la confiscation de la démocratie par le "*marché*", donc de l'émergence d'une idéologie qui repose sur l'argent et qui remplace une autre idéologie, la démocratie, qui reposait sur les **droits de l'homme!**



Jacques
Bonhomme
Triple oison.
Sois donc maître
en ta maison!
AQS 1898.

JUSTIFIER LA MONDIALISATION ?

La mondialisation appelle beaucoup de remarques, car elle fonctionne selon le schéma de toute la vie publique : un discours qui la justifie en lui attribuant des avantages - qu'elle n'a pas toujours!... correspondant à l'attente des usagers, c'est-à-dire de tout le monde; et des règles de fonctionnement dont la priorité est d'assurer pouvoir et richesses à une catégorie limitée, "l'élite".

Reprenons quelques thèmes de la propagande qui nous l'impose comme seul choix possible :

C'est en créant une économie ouverte qu'on peut rapprocher tous les peuples. Un argument d'apparence irréfutable, car le commerce a souvent été dans l'histoire une première forme d'ap-

proche entre peuples différents: on

échange ce que l'on a en

surplus contre ce dont

on manque. **Mais il**

faut pour cela que

les économies soient

complémentaires et

non pas concurrentes:

on a affaire, dans ce cas,

à la **coopération**, non pas à

la **concurrence**. Sinon ce

n'est plus la paix, mais

la **guerre commerciale:**

c'est cela pourtant

qu'on nous pro-

pose!



AQS 1894 - Maximilien Luce. *Liberté bourgeoise et capitaliste*

En prônant une **concurrence déréglementée**, la **mondialisation** instaure la **guerre économique** comme mode de relation normale et inévitable entre les peuples. On vante l'**innovation**, mais on commence par uniformiser les modes de vie pour créer un marché mondial ouvert aux multinationales qui écrasent la concurrence locale.

La concurrence établit entre les humains des rapports de domination, et si elle se libère de toute réglementation ou accords commerciaux, c'est le rejet de toute égalité, y compris la plus fondamentale dans une démocratie, l'égalité devant la loi. Le plus puissant peut intervenir efficacement pour faire voter les lois qui lui conviennent, et même se dispenser de respecter celles qui le gênent. Au niveau de la société, la corruption permet à chacun, selon sa position sociale, de faire plus ou moins de même. La crise actuelle souligne brutalement les règles qui régissent ainsi la société moderne : c'est l'exclusion absolue de tous les plus faibles, qui n'ont même plus la capacité de connaître leurs propres droits.

Tout devient prétexte à écarter des concurrents : le sexe, la couleur de la peau, les opinions religieuses ou politiques. L'ère du soupçon, que l'on croyait avoir dépassé à la fin de la dernière guerre, s'est prolongée pendant les guerres coloniales, et voici qu'elle fait à nouveau la fortune des partis politiques extrémistes. L'exclusion ne s'arrête pas là, car la concurrence agit au-dessus des lois aussi bien que des slogans, jusque dans les rapports au travail, où cela devient **l'ère des petits chefs**, ceux que rien n'arrête lorsqu'il s'agit de dominer les autres.

Quand la démocratie fonctionne plus humainement, elle se préoccupe de diffuser la **culture**, la **connaissance**, de rendre la **santé** et un certain **bien-être** accessibles à tous. Quand la concurrence devient la règle incontournable, ce sont ces secteurs qui sont le plus mis à contribution. Les "*assistés*" ce ne sont pas les industriels subventionnés, mais les plus démunis qui perçoivent un minimum même pas suffisant pour éviter d'être marginalisés.

La culture pour tous, c'est l'effort pour rendre accessible à tout ce qui constitue le **patrimoine de l'humanité**, pour enrichir le goût et la réflexion de chacun, rendre chacun plus **humain**, plus conscient de ce qu'il a en commun avec **tous les autres hommes**. Avec l'aggravation de la concurrence, l'oeuvre d'art redevient ce qu'elle était avant la Révolution, la propriété de quelques-uns, et, en plus, un objet de spéculation financière.

Avec la recherche forcenée de l'**innovation**, qui entraîne une obsolescence accélérée, c'est le snobisme qui détermine la valeur marchande et donc esthétique d'une oeuvre. Même cela c'est le marché qui le détermine! Quant à la connaissance, elle aussi à la recherche d'innovation, et soutenue par des moyens bien plus importants qu'autrefois, elle est menacée maintenant parce qu'on la considère non comme un moyen de développement de l'humanité, mais comme un moyen d'enrichissement de quelques financiers.

Les **humanités** privilégiaient les ouvrages de réflexion sur l'homme, et les universités, apparues au Moyen-Âge, servaient à diffuser **toutes les connaissances**. Maintenant les sciences humaines sont souvent au service des pouvoirs (l'exemple de l'économie a de quoi inquiéter), et les classements internationaux des universités ont choisi comme critère primordial le nombre de places prestigieuses occupées par leurs anciens étudiants. Aussi les universités françaises sont-elles au fond du tableau, parce qu'elles répondaient à un autre but: **démocratiser, donc diffuser, un niveau élevé de connaissances auprès de toute la population**.

La première **mondialisation** s'est limitée à l'Europe et a reposé sur ce modèle des **humanités** pour le contenu, et des universités pour les institutions. Son programme, c'est le Siècle des Lumières et la Révolution Française, dont rêvent encore tous les progressistes du monde, parce que c'est là que sont nés les droits de l'homme, une conception **universelle** dans laquelle les droits de naissance sont les mêmes pour tous les êtres humains: **liberté-égalité-fraternité**. Certes l'utopie est largement restée utopique, mais elle garde la force d'un rêve et même ceux qui organisent son échec continuent de lui rendre un hommage hypocrite tout en la vidant de son contenu.



Depuis, l'histoire a continué son cours sinueux, avec rivalités et guerres. C'est la science qui a repris le flambeau de l'universalité: chercheurs et laboratoires ont progressé en échangeant sans cesse leurs connaissances, et, là encore, la **coopération** a prouvé qu'elle était une vraie source de progrès pour tous. Mais, là aussi, la **concurrence** vient mettre fin à cette tentative d'unification de l'humanité, remplaçant la collaboration par le secret, et mettant les connaissances scientifiques au service de la puissance économique ou militaire. Et nous voilà, dans ce domaine comme dans tous les autres, non pas en train d'**innover**, mais en train de **lutter** entre humains pour conquérir une parcelle de ces pouvoirs qu'on nous vend sous forme de rêves publicitaires. Nous oublions que, sans le socle de culture commune que les **humanités** ont donné à l'Europe, puis sans la mise en commun du charbon et de l'acier, c'est-à-dire si l'Europe avait compté sur la seule concurrence, il n'y aurait pas de Communauté Européenne, pas d'idéal de paix pour entraîner les peuples.

Ramener toutes les valeurs à l'argent, cela accroît, "*en apparence*" la liberté de chacun, puisque l'argent est un moyen de faire circuler toutes les richesses. C'est le pari qu'a toujours fait le capitalisme, malgré les démentis d'un siècle et demi d'histoire et d'analyses philosophiques.

Il est bien vrai que l'argent, considéré comme un simple moyen de réguler les échanges, ouvre un champ presque illimité au commerce. Le troc d'un objet contre un autre ne peut pas avoir la même souplesse. On a remarqué que l'argent joue pour l'économie un rôle semblable à celui des mots dans la langue: remplacer le matériel, le réel, par le symbole, le virtuel. Mêmes vertus: souplesse, déplacement, accumulation; mêmes défauts: il permet le mensonge, la dissimulation, l'illusion. L'un et l'autre n'ont de valeur que dans une société qui les reconnaît.

Spécimen des académiciens de l'avenir que nous promet l'élection de M. Hanotaux à l'Académie française. AQS 1898.

L'argent peut s'accumuler de manière illimitée, mais sa valeur dépend des lois et règlements, alors que celle des mots dépend d'abord des usagers. Avec la **déréglementation**, l'argent dépend moins de ces règles imposées à tous et davantage du "*marché*", cette oligarchie constituée par ceux qui en ont le plus. Le privilège des naissances a été remplacé par celui de l'argent et le **taux d'intérêt** permet à l'argent de se reproduire tout seul. Le crédit permet alors les échanges différés dans le temps, mais aussi il détache l'argent de toute production réelle pour en faire une **marchandise** en soi, un pari sur l'avenir. Et, lorsque les banques inventent des **produits financiers** compliqués, c'est une spéculation et souvent une escroquerie pour cacher des créances pourries.

C'est la technique du petit vendeur margoulin qui dissimule les fruits abîmés au milieu de ceux qui sont sains. Mais là on maquille le tout dans des équations compliquées, incompréhensibles et impressionnantes.

Admettre que l'argent peut s'échanger contre n'importe quel élément de la réalité, c'est en faire la valeur-étalon et se débarrasser de tout ce qui est le plus profondément humain : valeurs affectives, intellectuelles, morales, esthétiques, et les droits de l'homme. Si l'on peut dire "*le monde n'est pas une marchandise*" c'est pour signifier qu'il y a dans la vie nombre de choses importantes qu'on ne peut pas échanger contre de l'argent parce qu'elles sont **indispensables**. On cherche à privatiser même ce qui est indispensable à la vie et que la nature met à la disposition de tous : l'eau, l'air, les paysages, la vie sauvage. C'est dans la logique de la concurrence universelle. La pollution illimitée dans les pays pauvres crée des maladies, tue des populations, les chasse de leurs territoires. On a pris conscience des dangers qu'on fait courir à la planète, mais on ne peut pas agir parce qu'on s'est donné comme priorité la **privatisation** et la **déréglementation**, qui nous obligent à nous aligner sur les pays les moins développés, parce qu'ils ont des prix de revient moins élevés. Il y a là un gros ver dans le fruit !

L'origine de ces problèmes est toujours la même : on prétend défendre l'intérêt général en sacrifiant tout à des intérêts particuliers, et la concurrence entre ceux-ci pousse chacun à s'approprier tout ce qui peut lui donner un avantage : bas salaires, ressources naturelles, savoirs nouveaux, et même les mots qui servent à maquiller tout cela et à mobiliser les hommes.



Capital et travail

Décidément, le pouvoir aurait tendance à rendre aveugle... et sourd. Il peut continuer à détruire la planète pourvu que personne ne le conteste!

Et maintenant c'est assez. AQS 1897

En prétendant représenter toutes les valeurs, l'argent prend le contrôle du monde. Si les riches se plaignent que les pauvres ne les aiment pas, c'est parce que c'est cette affection qui leur garantirait la **confiance** des pauvres, donc la fin des conflits sociaux, l'adhésion à la pensée unique. Un monde clos, sans possibilité de choix, en fait un monde de castes et non pas de progrès; un vaste paradis financier... que les règles de la concurrence mèneraient à sa propre ruine ou à la domination d'un seul sur tous les autres!



5. EN RÉSUMÉ

La **mondialisation** se donne (ou plutôt se vend) comme une entrée heureuse dans un monde unifié. Nombre d'utopies nous ont déjà fait cette promesse. Le résultat reste mitigé. Aussi peut-on être d'accord sur l'objectif, mais examiner les moyens avec prudence. Car, pour le moment, on a constaté quelques progrès, mais surtout beaucoup de problèmes qui paraissent insolubles avec les règles que l'on s'est données, car en **déréglementant** on a, de fait, remplacé des règles égalitaires par d'autres qui renforcent d'abord les pouvoirs en place. Le progrès scientifique a été utilisé pour imposer des choix qui sont en fait d'ordre **idéologique**. Car les sciences humaines, et en particulier l'économie, démontrent que dans l'enchevêtrement des causes, des effets et des rétroactions, il reste une marge d'interprétation qui donne des libertés de choix. **C'est l'exercice du pouvoir de l'argent qui ferme le plus l'éventail de ces choix.**

La sanctification du système mis en place et sacralisé sous le patronage de la **concurrence déréglementée** ne fait que reproduire un chaos bien ancien dans les relations humaines : celui qui réserve le pouvoir à un petit nombre autoproclamé "*élite*" (richesse, pouvoirs divers, et moyens de conditionner les électeurs puisque les élections ont remplacé le sacre des rois). Alors que la démocratie s'efforce de dénouer les conflits, la loi de la concurrence instaure **le conflit comme mode de gouvernance**, divisant la société entre vainqueurs et vaincus, et la société oscille entre progrès et crises comme naguère elle oscillait entre paix (relative) et guerres (meurtrières). L'homme transpose ainsi dans ses sociétés la loi naturelle, celle de la jungle, et met le droit lui-même à contribution pour alimenter les guerres intestines.

Si certains, mal informés, ont affirmé que l'Afrique était entrée en retard dans l'histoire, ils devraient diriger nos sociétés en réintroduisant l'histoire comme une **leçon d'humanité**, alors que sa place est périodiquement menacée dans les programmes scolaires. À force de rejeter le passé parce qu'il signifierait l'ignorance et de le remplacer par l'**innovation**, c'est la structure même du cadre de vie de l'homme que l'on rejette. On cherche le profit "*en temps réel*" et on se sert des ordinateurs pour spéculer sur les nanosecondes. Car le profit n'attend pas et le "*principe de précaution*" n'est qu'une perte de temps qui freinerait le progrès ... des bénéfiques.

La dernière industrie découverte, l'informatique, amplifie à l'extrême toutes les caractéristiques de la mondialisation:

- *Exploitation du travail d'enfants et d'ouvriers-esclaves dans les pays pauvres (que l'on flatte en les disant "émergents" alors que la misère et les suicides au travail sont le lot du plus grand nombre).*

- *Abolition de l'espace et du temps par la course à l'innovation: un modèle à peine sorti est déjà obsolète, grâce à une **addiction généralisée**: c'est un "miracle" du marketing, car on crée le besoin en même temps qu'on fabrique l'objet.*

- *Bénéfices colossaux et fuite devant l'impôt, c'est-à-dire refus de participer à l'intérêt général.*

- *Pour l'usager un monde virtuel peuplé d'illusions: il "communiqué" avec des "amis" dont il ignore tout, se branche sur des "informations" qui sont en fait des **rumeurs planétaires**. Bref, l'ivresse d'une toute-puissance dérisoire, accompagnée trop souvent d'une déficience de culture et de réflexion, ce qui revient à supprimer la prise de distance nécessaire à toute pensée.*

L'objectif vers lequel se lance l'humanité informatisée et déréglementée ressemble à un chaos au bout duquel apparaît l'homme "technicisé", augmenté de prothèses de tous ordres, physiques et cérébrales. L'homme réel en sera-t'il réduit à n'être qu'un capital d'organes à vendre ?

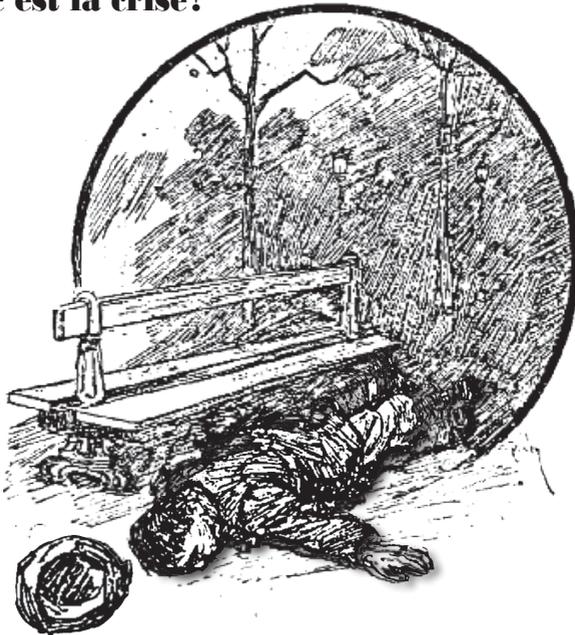
Tout cela donne plutôt envie de souhaiter des règlements qui ne fassent pas de l'homme un danger pour ses semblables... et donc pour lui-même. Sinon, même si chacun a une arme, comme aux États-Unis, les tueries riposteront à d'autres tueries. Le rôle des règlements n'est pas, ou ne devrait pas être, comme on nous l'a fait croire, de limiter la liberté de chacun, mais de donner la place principale à l'intérêt général, c'est-à-dire d'aider chaque citoyen à s'épanouir sans porter atteinte au même droit chez les autres. Ce n'est pas la concurrence qui peut le permettre, puisqu'elle est avant tout créatrice de hiérarchies. Par contre la **coopération** réglementée peut amener chacun à assumer des responsabilités au côté des autres.



Un mot, d'apparition récente, résume bien l'attitude qui peut créer une mondialisation heureuse: c'est l'**empathie**. C'est la résurrection de cette **fraternité**, oubliée depuis si longtemps et pourtant indispensable pour assurer l'authenticité des rapports humains. Racisme, sexisme, ethnocentrisme, ne sont que des armes utiles à ceux qui ont besoin de diviser pour mieux régner, ou à ceux qui ne trouvent pas d'autres armes dans les combats de la concurrence.

L'authenticité d'un être humain réside largement dans la possibilité d'autonomie que lui accorde la société et qu'il sait faire fructifier. Et c'est toute l'humanité qui s'en trouve enrichie. C'était, naguère, le sens du mot **libéralisme**, celui-ci étant la doctrine qui accordait à l'individu la liberté de s'épanouir sans que les institutions sociales portent atteinte à ce droit. Mais ce sens lui-même a disparu lorsque le libéralisme s'est limité à la doctrine économique: la liberté économique, c'est celle de l'**argent**, pas celle de l'**être humain**. Dès lors le degré de liberté de chacun dépend de ce qu'il possède: c'est l'**avoir** mis à la place de l'**être**. Le tout incarné dans une société de consommation où la consommation d'objets remplace l'épanouissement de l'être, au point de rendre la précarité indispensable au fonctionnement (?) du système...

... Et c'est la crise!





Ci-dessus. Par ce temps là mon vieux vaudrait mieux être punaise, au moins on aurait un lit !

Ci-contre et page précédente. " Grelotteux ". Dessins de Steinlen illustrant une poésie d'Aristide Bruant. AQS 1897.



Riches et pauvres en villégiature. AQS 1902
*Sous la feuille verte.....La jeune fille alerte...
Se balanceront... Le pauvre vagabond.*

CHAPITRE IV

LES MOTS VENUS DE LA TRADITION

I. UN MYTHE FONDATEUR: LE SEXISME

Le plus durable des mythes, celui qui a su s'adapter aux changements les plus profonds, progrès, modernité, droits de l'homme, c'est bien le sexisme, même si le mot a lui-même été créé justement pour condamner l'attitude qu'il désigne. La forteresse du sexisme nous paraît attaquée de toutes parts: l'égalité homme/femme nous paraît aller de soi, alors même que son fondement, l'égalité de tous les membres de la famille humaine, paraît de plus en plus compromis. Pourtant dès la Révolution Française la proclamation de l'égalité de tous les êtres humains s'accompagnait du maintien de la tutelle sur les femmes, et ce n'est qu'un siècle et demi après que le droit de vote - *une parcelle pourtant bien réduite du pouvoir!* - leur a été accordé. Il n'a pas été très efficace de voter de nouvelles lois sur l'égalité des salaires ou des parcours professionnels: il a suffi de ne pas les faire appliquer, la société ayant beaucoup de préoccupations dites économiques qui supposent l'accroissement des inégalités.

C'est qu'en fait l'origine de ces inégalités remonte très loin. Au point que certains n'hésitent pas à dire que cette inégalité est génétique, ce qui fait du sexisme une variante du racisme, et ne nous avance guère dans l'explication, car dans les deux cas, on ne voit pas pourquoi la culture s'interdirait de corriger la nature, alors que la science s'efforce de franchir toutes les barrières naturelles, y compris en changeant les gènes. Ici il ne s'agit que de changer les comportements, donc d'élargir la part de liberté accordée à l'être humain.



Enfin seuls. AQS 1895
Maintenant ma belle... ...
il s'agit de filer doux.

Les premières marques du **sexisme** apparaissent dans les représentations. Ce sont, dès les débuts de l'histoire grecque, ces statues érigées dans les carrefours, qui exhibent un phallus gigantesque en érection. Images du sexe masculin amplifié, célébré comme le symbole de la Vie elle-même. Coup de force symbolique, bien sûr, puisque c'est la femme qui donne naissance et l'homme ne dispose de la vie qu' en la donnant conjointement avec elle et surtout en se donnant le pouvoir de la prendre par la chasse et la guerre. Ce pouvoir de mort a été aussi celui du "*pater familias*" romain. C'est lui qui, à la naissance de l'enfant, l'introduit dans la famille en le prenant dans ses bras et en l' "*élevant*" devant l'autel des dieux du foyer. S'il ne veut pas le reconnaître, l'enfant est alors déposé dans la rue. C'est d'abord ça, le paternalisme !

Cherchons maintenant dans les mots : en Grèce l'**homicide** ("*androphonia*" ou "*androktonia*") désigne celui qui tue un homme, un mâle, "*andros*" et non pas un être humain, "*anthropos*", car seul le mâle grec a le statut de citoyen, pas la femme, ni l'étranger.

Mais c'est à Rome que le vocabulaire développe une systématisation de cette hiérarchie: le mot **vir**, qui désigne le mâle humain, est cousin de **vis**, qui désigne la force naturelle, et se rattache à **virtus** qui désigne la qualité essentielle, le courage physique, qualité virile par excellence. Plus de deux millénaires après, cela n'a pas changé: au stade, un jeu "*viril*" reste un jeu de brutes. Qualité, si l'on peut dire qu'une femme ne peut acquérir qu'en copiant le système de valeurs masculin, et si on dit qu'elle est virile, ce n'est jamais un compliment !

La guerre des sexes s'est perpétuée et systématisée dans le vocabulaire: en grec et en latin ce sont trois mots différents qui désignent l'**homme** (*andros, vir*), la **femme** (*gunaikos, femina ou mulier*) et l'**être humain** (*anthropos, homo*), et en français il n'y en a que deux, l'être humain se disant **homme**, qu'il soit masculin ou féminin. Une promotion pour le mâle, devenu à lui seul le représentant de toute l'humanité! Quant à la femme, son statut social dépend de l'homme qui est responsable d'elle: elle est fille, "*mademoiselle*" sous l'autorité du père, femme, "*madame*" sous celle du mari. L'homme, lui reste "*monsieur*", qu'il soit marié ou célibataire. La grammaire elle-même ne connaît qu'un genre marqué, le féminin (marqué par un e), le masculin étant semblable au neutre! "*il dort*" est un masculin, "*il pleut*" un neutre.

Ce triomphe du masculin (le fait qu'il représente toute l'humanité) est évidemment plus discret que le phallus affiché, mais pendant longtemps les grammairiens ont affirmé "*le masculin l'emporte*" lorsque l'adjectif se rapportait à deux noms, l'un masculin l'autre féminin. Il est pourtant plus simple et plus logique de dire que dans le doute l'adjectif ne porte aucune marque de genre, comme le masculin... ou le neutre !

L'image du "*bon père de famille*", empruntée à Rome par le Code civil, corrige un peu la toute-puissance du pater familias, sans pour autant abandonner la prééminence masculine sur le plan des institutions. Aussi n'est-ce qu'au milieu du XX^e siècle que ce statut est ébréché, les femmes recevant le droit de vote, puis, vingt ans après, l'argent étant sans doute considéré comme plus attaché au pouvoir, celui d'avoir un compte en banque.

Il y a là une résistance assez surprenante de la société officielle, qui se retrouve encore de nos jours avec le faible nombre de femmes dans les lieux du pouvoir politique ou économique. Au Moyen-Âge ce sont les castes guerrières qui freinaient l'émancipation des femmes, la violence étant une "*qualité*" virile. C'est encore cette qualité, accompagnée de quelques autres (**autorité, sang-froid, rationalité**) qui est nécessaire pour mener la "*guerre économique*".

Si quelques femmes, capables de faire preuve de ces "*qualités*", parviennent à ces "*sommets*", c'est que notre société considère sans doute qu'il est moins important d'in-

férioriser les femmes que de marginaliser les qualités qui leur sont attribuées: **compréhension, tolérance, douceur, indulgence**. La valeur suprême étant la **concurrence**, il est bien plus important de posséder les valeurs guerrières: **courage, audace, violence**.



Combat de guerriers samourais
Le magasin pittoresque 1899

Cependant quelques mots ont accompagné, dans le domaine culturel et non pas chez les "élites" du pouvoir, une évolution des mœurs qui reconnaissait aux femmes une place éminente dans la société. C'est d'abord la **courtoisie**. Il s'agit d'un code à la fois social et moral qui met en avant la nécessité de certaines qualités dans la vie raffinée de la **cour**, selon l'origine du mot : il faut être **poli, aimable, gracieux**. Cet idéal, apparu aux XI^e et XII^e siècles, est destiné aux seigneurs qui, par leurs activités quotidiennes: chasse, guerre au mieux tournois violents ou duels, n'étaient guère prédisposés à des rapports sociaux raffinés. Le résultat ne sera ni complet ni rapide dans toutes les cours, jusqu'à la fin de l'Ancien Régime.

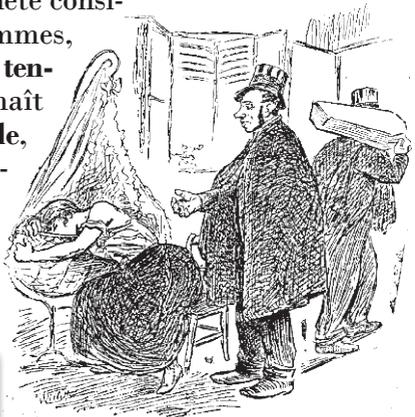
À tel point que, aux XV^e et XVI^e siècle, lorsque la vie de cour se développe, donnant naissance au courtisan, le mot, emprunté à l'italien, est nettement moins élogieux, donnant naissance à la **courtisanerie**, qui remplace la **courtoisie**. Dès ce moment le **courtisan** est plus flatteur que poli et la **courtisane** a une réputation plutôt sulfureuse, alors que la **dame** du poète **courtois** recevait les hommages de l'Église elle-même.

Un peu plus tard, beaucoup de seigneurs restant encore souvent incultes et brutaux, la **courtoisie** réapparaît sous d'autres formes: c'est, au début du XVII^e siècle, la littérature **pastorale**, poésie, roman ou théâtre. Renouant avec le genre bucolique de l'Antiquité, elle invente des bergers **polis** et **raffinés**, qui **courtisent** des bergères dont la vertu exigeante leur impose sans cesse de nouvelles épreuves sans qu'ils ne puissent jamais espérer dépasser le stade des amours platoniques. Ce modèle est proposé à des guerriers plus habitués aux tueries et aux viols qu'aux douceurs de l'amour. Mais d'Urfé, dans l'Astrée, qui sera lu et imité pendant deux siècles, va encore plus loin: il soumet bergers et bergères à l'autorité bienveillante d'une reine, dans un pays rêvé d'où sont bannies violence et **ambition**.

La **préciosité** elle-même, malgré les ridicules qui lui ont été attribués, était un effort prolongeant, justement dans une cour où s'ébattaient ambition et envie, les qualités de **politesse, galanterie, raffinement**. Elle invente et implante une institution qui durera jusqu'au milieu du XX^e siècle: les **salons**. Ceux-ci, toujours dirigés par une femme cultivée, jouent un rôle déterminant dans la vie littéraire, puis, à partir du XVIII^e siècle, toute la culture intellectuelle, artistique, scientifique, s'y développe dans des communications, des discussions, des conversations démontrant largement l'intelligence et le savoir-vivre de ces femmes.

Le rôle des femmes a donc été reconnu et valorisé, permettant de développer ce qu'on a appelé "*la civilisation des moeurs*", et accompagnant en les diffusant les connaissances et réflexions nouvelles. Cela rend d'autant plus flagrant le retard que les institutions ont pris pour reconnaître cette place, et mettre une sourdine à la dévalorisation à la fois des femmes et des qualités de sociabilité qu'on leur reconnaissait justement parce qu'aux yeux de la société elles étaient d'un ordre inférieur aux qualités de domination. Mais on va voir qu'il y a à un montage intellectuel audacieux, mais cohérent.

À la Renaissance, quand on renoue avec l'Antiquité Grecque, une nouvelle conception de l'âme s'impose peu à peu, empruntée à Aristote. Elle est considérée comme le principe vital, ce qui correspond à l'origine du mot, parent avec **animé** ou **animal**, et, aux origines, renvoyant au souffle de vie, donc à la respiration. On distingue donc trois âmes: la **végétative**, commune à tout ce qui vit, végétaux, animaux, humains; la **sensitive**, que ne possèdent que les animaux et les humains; enfin la **raisonnable**, propre à l'homme, "*animal raisonnable*". Conception païenne vite christianisée en éliminant les deux premières: seule l'âme raisonnable est immortelle, car nous la recevons de Dieu, alors que les autres nous sont données par la nature, et sont périssables comme le corps. De là il est facile de renforcer le préjugé antiféministe, la femme étant considérée a priori comme la porte du péché (c'est elle qui a fait pécher Adam). C'est le corps qui peut faire pécher l'âme, car le premier des péchés est le péché de chair. Donc la femme ne peut que pencher du côté des deux premières âmes, et toutes les qualités qu'on lui reconnaît sont celles qui sont attachées à la **sensibilité: émotivité** (commune aux animaux supérieurs et à tous ceux que la société considère comme "*irresponsables*", les femmes, les enfants, le peuple) **sensualité, tendresse, sentiment**. On lui reconnaît quand même une âme **raisonnable**, en tant qu'être humain, mais celle-ci ne la rend pas aussi **rationnelle** que l'homme parce qu'elle est gênée par un excès de sensibilité, le manque de sang-froid.



Willette. AQS 1898
Et maintenant la pourboire...

Ce sont là les débuts du **rationalisme**, dont on constate aussi les effets sur d'autres mots, comme **sentiment**, qui, jusque-là, avait le sens d'**opinion, jugement** (ex: "*les sentiments de l'Académie française sur le Cid*"), et qui n'est plus rattaché qu'à la sensibilité. Le rationalisme n'est évidemment pas réductible à une simple attaque contre les femmes. Mais il a été ici mis au service du préjugé, et, encore bien après le XVII^e siècle, d'autres mots seront détournés de leur sens habituel, toujours au nom du rationalisme, pour servir au même usage.

L'**intuition**, qui désignait en théologie la forme de connaissance la plus achevée, celle qui nous met en contact direct avec l'invisible (c'est la supériorité des saints), se trouvant opposée à **raisonnement, démonstration**, qui sont les armes de l'**intelligence**, s'est trouvée dévalorisée et donc, suite logique, reconnue comme qualité **féminine**, l'homme se trouvant doté, lui, d'**intelligence**. L'art et les **humanités** seraient donc plutôt destinées aux femmes, sauf, bien sûr, quand l'art, introduit dans la sphère des spéculations, se met à rapporter de l'argent, ce qui le valorise considérablement! Les études scientifiques, elles, sont nécessairement masculines, et, jusqu'à tout récemment, une fille qui s'y consacrait ne pouvait être que laide. Même quand ils ont des conséquences stupides, les préjugés continuent de bien se porter!

Nous terminerons donc par une remarque qui souligne la force de ce préjugé sexiste. Le mot **papa** représente déjà l'apprentissage d'une norme sociale, la prononciation de la langue. Il est composé de la consonne la plus visiblement fermée, le (**p**) étant une occlusive (fermeture) bilabiale (visibilité du mouvement des lèvres), et le (**a**) la voyelle la plus ouverte. On sait que l'articulation des éléments les plus opposés constitue un excellent moyen d'apprentissage. Pour **maman**, il en est tout autrement: la base est une onomatopée (la reproduction d'un bruit naturel) qui mime la succion du nourrisson (articulation du (**m**) bilabial, suivie de l'ouverture du (**a**)). On a donc, dans ces deux mots, l'opposition que Freud utilisera entre le masculin, normatif, culturel, socialisant, et le féminin, nourricier, naturel, protecteur. Quand le préjugé est ancré aussi profondément dans les mots eux-mêmes, la traversée des siècles ne lui fait aucun tort!

Les faits eux-mêmes ne viennent pas facilement à bout des préjugés, et les modèles sociaux leur ajoutent la force des institutions. Avant que chaque être humain reconnaisse dans l'autre un semblable, il peut s'écouler beaucoup de temps. Il y a cependant des raisons pour un début d'espoir : le fait que le sexisme (le mot est tout récent), soit légalement condamné ; "par des lois jamais appliquées", objectera-t-on, et c'est bien vrai ! Un autre point de vue pour ne pas désespérer : le fait que la sensibilité retrouve un peu de prestige. C'est fragile, mais primordial, dans ce monde de brutes où la guerre de chacun contre tous est la norme. Car c'est par la **sympathie**, l'**empathie** que l'on peut prendre conscience que l'autre, c'est aussi nous. Ce n'est pas encore fait : récemment, dans un débat à la radio, un écrivain qu'on nous présentait comme un humaniste, expliquait, sans provoquer la moindre réaction des autres, que s'il fréquentait les prostituées, il ne profitait pas d'une femme, il louait un sexe. Il y avait là le consensus d'*intellectuels* pour accepter que les mots maquillent la réalité pour refuser toute humanité à l'autre, jusque dans les rapports les plus intimes.



Ainsi, ma petite, choisissez ou vous montrer gentille avec moi, ou quitter la maison... Vous êtes libre !

2. ET L'ÊTRE HUMAIN ?

Nous avons vu que l'**homme** était à la fois le représentant éminent de toute l'humanité et l'être sexué, le mâle. Nous avons aperçu ce dernier dans son rôle dominant. Maintenant voyons un peu quelle est la place de l'être humain.

L'homme est-il un **animal raisonnable**, comme le définissent les dictionnaires du XVII^e siècle ? La définition paraît un peu courte. Du moins pose-t-elle d'emblée une dualité qui, depuis, a été largement acceptée, celle du corps (**animal**) et de l'âme (**la raison**). C'est une étape importante dans la conception de l'homme, et qui marque l'accélération d'un processus déjà ancien, et l'apparition de ce que nous considérons comme le monde **moderne**. Pour bien en saisir la nouveauté, remontons aux conceptions antérieures.

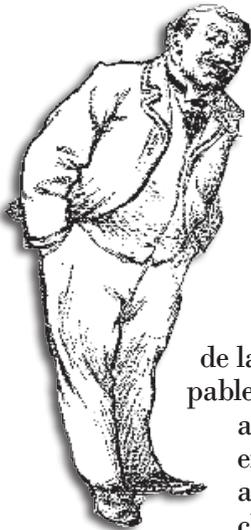
Le mot **homme** est de la même famille que **humus**. Ce n'est pas un simple jeu de mots, mais l'idée profonde que l'homme se rattache à tous les autres êtres vivants, même les plus invisibles, l'humus étant de fait le **substrat de toute vie**. Intuition très ancienne, oubliée pendant des siècles et redécouverte seulement très récemment, puisque les biologistes nous voient comme les descendants de ces innombrables bactéries que l'on trouve déjà dans l'humus. Et qui habitent en nous, permettant à notre corps d'accomplir nombre de ses fonctions, qui nous entourent pendant toute notre vie et bien au-delà. Cela devrait nous rendre un peu plus modestes, **humbles**, selon un mot qui, lui aussi, appartient à la même famille. Voilà l'homme réintégré comme un élément de la **biosphère**, et non plus le "*maître et possesseur de la nature*", comme beaucoup l'ont cru du XVII^e au XX^e siècle. On voit d'ailleurs la difficulté où l'humanité se trouve encore pour dépasser ces comportements de propriétaires abusifs de la nature qui nous permet de vivre !

C'est dès le V^o siècle avant J.-C., en Grèce, que l'homme se sent le plus doué de tous les êtres vivants parce qu'il possède la raison, le **logos**. Ce mot, qui nous a donné **logique**, et le suffixe - **logue** - (**sociologue**, **géologue**, etc.) signifie à la fois la **parole** et la **raison**, deux attributs qui permettent à l'homme de proclamer sa supériorité. C'est déjà l'émergence de la **raison** comme instrument essentiel de la connaissance, et ce "*miracle grec*" connaît dès le départ deux réussites spectaculaires, en médecine et en histoire. En médecine, Hippocrate écarte toute intervention des dieux pour expliquer les maladies. Pour lui le médecin doit respecter deux principes : l'observation et la découverte des liens de cause à effet. Le dieu Asclépios (Esculape chez les Romains) est renvoyé dans le champ des croyances, séparé de celui des connaissances. Ce sont bien là les bases d'une médecine scientifique, et l'on comprend que le prestige d'Hippocrate ait traversé les siècles. Quant à l'histoire, avec Hérodote, et surtout Thucydide, elle se sépare peu à peu de la mythologie. Chacun chez soi ! Les dieux continueront leur vie pleine de caprices, et ce sont les récits légendaires qui en rendent compte; l'histoire des hommes, elle, devra se limiter à l'observation des faits et de leurs enchaînements rationnels (ou passionnels, puisqu'il s'agit de rendre compte des événements humains). Cela se fera peu à peu, car il est difficile de chasser le merveilleux et l'irrationnel, les hommes n'étant pas, de toute évidence, êtres de pure raison.

Mais même si on dit que la **raison** est universelle, la conception qu'on en a n'est pas toujours la même. La différence peut même devenir opposition, comme nous le signalent deux branches de la même famille : celle des **raisonnables**, qui apparaissent entre le XII^o et le XIV^o siècle avec **raisonner**, **raisonnement** et celle des **rationnels** (créée par emprunt au latin, la plupart au XIX^o siècle, en tout cas entre le XVIII^o et le XX^o siècle : **rationalisme**, **rationalité**, **rationaliser**, **rationalisation**). Un exemple contemporain illustre clairement la divergence entre les deux branches : l'agriculture, se voulant **moderne**, s'est réclamée de la **rationalité**, et elle a développé les techniques de gestion de la nature qui s'inspiraient de l'industrie (élevage, puis culture hors-sol, utilisation intensive de la chimie). Et, devant les problèmes considérables posés par ces modèles, elle revient peu à peu, mais bien lentement, à des méthodes plus **raisonnables** (c'est le terme qu'utilise en tout cas le marketing!).

Ces deux conceptions de la **raison** ne sont pas toujours aussi contradictoires que dans l'exemple cité, mais elles devraient, en toute rigueur, avoir deux champs d'application bien distincts. La recherche scientifique relève du **rationnel** et de l'**objectivité**. Mais dès qu'on passe à l'application technique, et en particulier dans le domaine du vivant et encore plus de l'humain (agriculture, médecine) l'aléatoire reprend sa place et les incertitudes devraient amener à préférer le **raisonnable**, le **principe de précaution** amenant à prendre en compte des risques même minimes, fut-ce en prenant quelques risques économiques. Ce n'est pas toujours le cas, bien sûr, et cela montre bien que le sommet de la hiérarchie des valeurs n'est pas occupé par l'**homme** dans notre société, mais par l'**argent** (c'est le retour du culte du veau d'or!). Entre la recherche fondamentale et l'application technique s'ajoute en outre une multitude de facteurs humains, liés au nombre d'intervenants et aux conditions d'intervention beaucoup moins rigoureuses que celles d'un laboratoire, et qui introduisent une dose d'incertitudes due à l'inattention, l'oubli, la sensibilité, l'imagination, etc... car l'homme n'est que partiellement **raisonnable** et occasionnellement **rationnel**!

Nous sommes bien en présence de deux conceptions très différentes de la **raison**: tout ce qui relève du **raisonnable** reste en accord avec l'esprit d'**équilibre et de modération** dont se réclamaient les Grecs et qui se conservait dans le **savoir**. Certes l'**ubris** est déjà née, mais elle ne commencera son épanouissement complet qu'avec la montée du modernisme. Dès lors le **rationalisme** va accorder toute sa confiance à la **raison**, seule capable de garantir l'**objectivité**, sans tenir compte de l'intuition, de la sensibilité, ni même de la morale, toutes coupables d'introduire une part de subjectivité. C'est au même moment que, menée sans pouvoir encore s'en douter par l'**ubris** et parfois mise au service d'intérêts matériels, la science va s'affranchir de toutes les limites que s'imposait le **savoir**.



– Mon cher, celle qui fait cela me gagne trente francs par jour.
 – Et tu la paies ?
 – Trente sous.

Confidence. Lefèvre AQS 1902

De nos jours, nous sommes au point extrême de cette évolution, puisque la conception de la vie et même celle de l'homme se trouve de plus en plus mécanisée : cultures et élevages mécanisés et soumis à la chimie, et, pour l'homme, un être fait de pièces détachées améliorables car remplaçables par emprunt à d'autres êtres vivants ou même à des matériaux inertes. Certains scientifiques ou philosophes rêvent même d'une jouissance infinie et d'une vie immortelle pour un être mi-vivant mi-mécanique dont on ne sait pas à quel titre il pourrait encore postuler pour le nom d'**homme** !

Dans ce cas la science, supprimant la dualité âme-corps, remplace la religion et fait du corps humain une marchandise : c'est le triomphe absolu de l'**ubris**, assuré par des "*penseurs*" qui prétendent amener l'homme à sa perfection, par des moyens purement mécaniques et sans se poser la question des valeurs au nom desquelles ils agissent.

Le passage du **raisonnable** au **rationnel** s'étant fait au détriment de la **sensibilité**, l'amour devient simple technique pornographique, le corps étant, pour celui qui l'occupe, une machine à jouir, et pour celui qui le soigne une source de profits financiers. C'est bien la limite d'un système qui repose sur l'alliance **science-technique-profit**, poussé au-delà des limites **raisonnables** au nom d'une logique qui se dit **rationnelle**.

C'est l'adoption par la **modernité** de la vision du monde de l'**ubris** qui a poussé l'humanité dans cette direction. Au temps où triomphait ce qu'on appelait les **humanités**, devenues depuis les **sciences humaines**, le **raisonnable** donnait plus de place à la **réflexion** qu'à la **raison** elle-même. Il se heurtait à des limites fixées par le respect de la tradition, mais les plus sages, Montaigne, Pascal, etc. parvenaient à déplacer ces limites. À l'ère du rationnel, ce sont des alliances étranges qui ont compromis la raison : des scientifiques de renom ont travaillé pour les armements, et même pour les régimes totalitaires. Le **logique**, le **rationnel** se sont même compromis pour mettre en place des camps de la mort, parfaitement organisés au service d'un **imaginaire** parfaitement morbide. Tout cela aurait dû mettre l'humanité en garde contre les dangers de l'**ubris**, capable d'orienter le **progrès** vers la destruction, mais en proclamant l'argent-roi, elle a, par d'autres chemins, poursuivi les mêmes excès.

Qu'est-ce que l'homme dans tout cela ? Si l'on en revient aux mots de tous les jours, on retrouve deux caractéristiques fondamentales : c'est à la fois un individu qui a des caractéristiques qui lui sont propres, et un être social, qui, par les échanges avec ses semblables, se construit et apporte quelque chose aux autres. Toute une famille de mots marque cette unité, c'est la famille de **personne**. À son origine le mot désigne le **masque**, c'est-à-dire qu'il part de l'aspect social, et tout particulièrement de sa représentation au théâtre. Dans l'usage actuel, il désigne l'être humain dans sa totalité à la fois physique et morale : les "*droits de la personne*" reposent sur l'autonomie reconnue à chaque individu. **Personnalité** reprend ce sens mais en souligne toute l'étendue, puisque cela peut être aussi bien ce qui constitue son **individualité** que ce qui le classe socialement, ce qui le rend plus ou moins célèbre, et en fait un notable, une **personnalité**.

Les autres mots de la famille s'attachent tantôt à l'aspect individuel (**personnel**) tantôt à l'aspect social ou théâtral (**personnage**). La littérature, théâtre ou roman, a beaucoup servi à définir l'homme, soit en proposant des situations-types : **comédie**, **tragédie**, **drame**, **catastrophe** (le dernier événement d'une tragédie), soit en campant des personnages caractéristiques : **don Quichotte**, **Harpagon**, **don Juan**, **Tartuffe**, plus généralement l'**hypocrite** (à l'origine le mot désigne l'acteur, qui est à la fois lui-même et un personnage), **comédien**. S'il est évident que les auteurs se sont inspirés de personnes réelles pour créer leurs **personnages**, par contre il y a peu de mots qui, comme **caractère** (qui part du sens de : signes d'imprimerie), ont désigné des êtres vivants avant d'être retenus par le théâtre, justement en raison de leur sens, qui s'attache à des **types** bien définis. Il y a là un échange intéressant entre la vie et l'oeuvre d'art, la première offrant une diversité moins saisissable et la deuxième donnant la possibilité de repérer des constantes du comportement.

Alors, comment définir l'homme ? "*L'espèce animale la plus évoluée de la terre*" dit un dictionnaire moderne. Définition à la fois prudente et valorisante, puisqu'elle continue à le mettre au-dessus du reste de la création ("*la plus*"). Malgré sa prudence elle pourrait bien être remise en cause, car elle ne définit pas les critères de cette évolution.

Si c'est la date d'apparition sur terre, cela marche. Mais s'il s'agit de l'adaptation aux changements du milieu, nous sommes loin derrière les plantes et les insectes, y compris pour les changements que l'homme provoque lui-même ! Comme il se fait fort de continuer l'évolution par sa propre culture, l'homme ne tient pas compte de la complexité des "révolutions" guidées par la nature elle-même dans les plantes et les animaux. Il s'aperçoit pourtant, peu à peu et lentement, que les plantes pourraient bien lui apporter ce qu'il cherche par la chimie, et que la nature a déjà élaboré en elles il y a longtemps. L'**ubris**, une fois de plus, le rend aveugle tant il est admiratif devant sa propre évolution.

La naissance du monde moderne a été marquée par la volonté de l'homme de devenir "*maître et possesseur*" de la nature. L'ivresse du pouvoir qui en a résulté se trouve remise en cause par son incapacité à reconnaître sa propre humanité, ni par rapport au reste du monde vivant, ni même par rapport aux différentes communautés humaines. Incapable de penser en termes d'interdépendance et de **solidarité**, il se donne pour règle suprême la **concurrence**, se condamnant ainsi à la guerre, militaire ou économique, parce qu'il ne conçoit comme progrès que l'élimination des autres. Il ne lui reste plus qu'à réfléchir à l'**humilité** que son nom comportait à l'origine; ne plus être "*celui qui est le plus ceci ou cela*" mais reprendre la réflexion sur sa place dans le milieu vivant auquel il appartient, reconnaître les bienfaits de l'**hybridation** même pour lui, puisque c'est le **mélange** qui permet le maintien de la vie, non la **pureté** de race, de sang ou d'opinion.

Nous avons donc étudié les mots qui permettent d'avoir des points de vue sur l'être humain à partir de trois familles :

- La première est une réflexion métaphysique et parfois religieuse, qui montre à la fois sa fragilité (**humble**) et son lien fondamental avec tous les êtres vivants, fut-ce les plus invisibles (**humus**).

- La deuxième le place au contraire à la pointe de l'évolution : la raison fait de lui l'être qui est supérieur à la nature et peut la connaître, la comprendre, donc la diriger, voire la modifier par la **culture** qu'il crée. Cette conception contredit la première et, plaçant l'homme hors de la nature, rejette toute **sensibilité**, tout **sentiment**, qui constituent pourtant tantôt des liens forts tantôt des conflits entre les humains. Les systèmes sociaux, privilégiant la concurrence, attisent les conflits au détriment de la **solidarité**.

Le point d'équilibre est dépassé, et l'**ubris** peut exercer toute son influence. Commence alors à se poser le problème de la sauvegarde de la nature, dont l'homme continue de dépendre, qu'il le veuille ou non.

- La troisième, se situant au niveau de la vie quotidienne, se préoccupe de l'homme comme individu pensant et sensible et comme élément d'une société. Restant plus près de l'observation que de la spéculation philosophique, elle s'exprime dans des familles de mots qui vont de la diversité de la vie à des modèles de situations et de comportements élaborés par la littérature.

Quant à l'avenir de l'homme, il dépend de la façon dont sera conçu le **progrès**: ou bien la marche vers plus d'**humanisation**, c'est-à-dire vers une humanité où le plus grand nombre possible d'individus, libéré de la pauvreté, de la précarité, aura la possibilité d'épanouir une culture personnelle ouverte et tolérante; ou bien, soumis à l'**ubris de la technicité**, la recherche incessante de nouvelles performances, remplaçant des organes jugés insuffisants par des dispositifs techniques: "*l'homo technicus*" dont rêvent certains philosophes, délirant sur les modèles de la science-fiction.



La pauvre Marianne de plus en plus inquiète, cherche de tous cotés des pronostics pour son avenir. AQS. 1901

3. TOUS LES SENS

(UNE GRANDE FAMILLE)

Nous sommes une famille omniprésente, puisque l'homme est un animal qui est toujours à la recherche du sens, et qui donc ne cesse jamais de construire des machines à interpréter, magie, science, littérature, philosophie et que sais-je encore. Aussi sommes-nous nombreux, nous avons des parents partout, les uns prestigieux les autres mal famés. Cela crée des liens quelquefois très forts comme ceux qui, dans le Code de la route, unissent les deux siamois, sens **unique** et sens **interdit**, qui ne vont jamais l'un sans l'autre, sinon les automobilistes seraient figés sur place. Mais le plus incontournable de nous tous, même s'il n'est pas toujours le même d'un interlocuteur à l'autre, c'est évidemment le **bon sens** : comme le faisait remarquer Descartes avec beaucoup d'humour, chacun se croit si bien pourvu que c'est la seule qualité qui ne provoque pas l'envie d'autrui.

Essayons quand même d'être un peu méthodiques, et commençons par le plus banal, le plus évident, les **cinq sens** : le goût, l'odorat, l'ouïe, le toucher et la vue. Il y a longtemps qu'on les a recensés : c'était facile, puisque chacun dispose d'un organe particulier. C'est peut-être pour cela qu'on oublie toujours qu'il y a un **sixième sens**, plus caché, plus mystérieux, parce qu'il nous renseigne sur notre état intérieur, ce qui est fondamental puisque celui-ci peut modifier sérieusement la façon dont les autres sens perçoivent le monde qui nous entoure. Il est partout, dans les muscles, dans l'oreille pour contrôler l'équilibre du corps, dans le cerveau même, pour faire la synthèse de tous les autres sens et conduire notre intuition. On pense peu à lui, sans doute parce qu'il est à la fois le plus subjectif de tous et qu'en même temps c'est lui qui nous fournit le plus d'impressions évidentes.

Cela ne fait pas bien sérieux, car ce n'est pas démontrable, pas vraiment explicable, et pas très communicable. Et pourtant il est fondamental: c'est lui qui, comme une musique familière, nous assure assez d'aisance pour exercer tous les autres sens, c'est lui qui les oriente, nous donne un point de vue dans l'observation, nous rend sensibles à tel détail, telle saveur, tel son. C'est le sens de notre état intérieur, le sens du bien-être en quelque sorte. C'est celui qu'ont privilégié les philosophies orientales, et celui qu'ont oublié les penseurs occidentaux, préoccupés plutôt par le monde extérieur, au point de nous amener à nous confier corps et âme à autrui, le corps au médecin, l'âme au prêtre!

Une histoire plus précise nous montrerait qu'il n'a pas toujours été méconnu, que ce soit chez les stoïciens, chez Rousseau, et beaucoup d'autres moins célèbres. Mais le fait que, dès le XVII^e siècle, on ne reconnaît que cinq sens, montre qu'il y a là une partie du socle sur lequel s'est construit le monde moderne, qui s'efforce d'oublier la **subjectivité** pour s'intéresser d'abord et avant tout au monde extérieur, maintenu à distance grâce à une observation **objective**. C'est la base de la réussite de la science, avec l'optique, l'astronomie, puis la physique. Le sujet, lui, même s'il reste encore - jusqu'au XX^e siècle - l'auteur de sa pensée ("*je pense donc je suis*"), doit faire abstraction de lui-même pour connaître le monde extérieur, dans lequel il inclura peu à peu son propre corps, qu'il concevra comme un automate à entretenir grâce à la physique et à la chimie.

Le sixième sens, donc, est à part dans la famille, parce que, accumulant tout ce que l'individu a vécu, ressenti, souhaité, rêvé, il est devenu complètement personnel, unique, et ses liens avec le monde extérieur sont variables d'une personne à l'autre. C'est bien pour cela qu'on l'oublie souvent: comme on ne se passe jamais de lui, il passe inaperçu. Il nous relie ainsi à un autre membre de la famille: **sentir**. Comme lui, il renvoie à une manière d'être, d'exister, de **ressentir**, parfois de **pressentir**. Et même quand il se rattache à l'odorat, c'est de manière irrationnelle: si une personne "*ne peut pas sentir quelqu'un*", il peut arriver que ce soit, sans même qu'elle le sache, parce que son odeur corporelle ne lui convient pas. D'ailleurs le mot **putain** désigne, à l'origine, une personne qui **pue**. C'est dire combien l'odeur joue un rôle important et souvent méconnu. Les publicitaires le savent depuis longtemps et, armés de pulvérisateurs, ils s'efforcent de créer des ambiances euphorisantes!

Mais là j'ai entrouvert une porte qui révèle quelques conflits familiaux, car les cinq sens eux-mêmes ne font pas tous la même place à ce qui est **subjectif**, donc discutable parce que dépendant de l'appréciation de chacun, et à ce qui est **objectif**, donc attaché à l'objet lui-même et indépendant de chaque observateur. La coupure est nettement marquée: "*des goûts et des couleurs il ne faut jamais discuter*", parce que chacun est persuadé d'avoir raison. La **vue**, par contre, a pris peu à peu une place prépondérante, tout en restant parfois un peu suspecte, les apparences étant parfois bien trompeuses! Celui qui dit "*je l'ai vu de mes propres yeux*" pense rendre indiscutable ce qu'il affirme. Et pourtant! c'est cependant la vue qui est le mieux adaptée à l'objectivité scientifique. Et c'est la science qui l'a le mieux préparée à l'observation indiscutable. Dans un premier temps, elle est passée de la qualité (c'est bon, c'est agréable, ou c'est fort, c'est faible) à la **quantité**. Chiffrer telle ou telle chose, que ce soit le degré d'alcool, ou la puissance d'un bruit, c'est lui donner une apparence d'objectivité et surtout la rendre comparable avec toute une catégorie de choses qui peuvent être chiffrées de la même manière. Il ne reste plus alors qu'à inventer un cadran et une aiguille qui sera capable d'effectuer la mesure, puis à **voir**. Dès lors le chercheur passera plus de temps à observer un écran ou un graphique qu'à regarder la réalité.

Mais ce qui reste le plus important c'est moins le **sens** de la vue que la mesure de la quantité. Car le sens, cela ne se découvre pas, cela se construit, cela ne se montre pas, cela se démontre. Soit à coup de chiffres soit à coup d'équations. Voilà comment notre famille continue à recruter de nouveaux membres. On se méfie moins de ce nouveau langage que des mots, bien qu'il puisse mentir, lui aussi, ou servir à une nouvelle rhétorique qui, cachée sous de prestigieuses mathématiques prétendument infaillibles, fait passer des erreurs pour des vérités. Si vous vous plaignez de mauvaises odeurs, par exemple, un "*expert*", armé d'appareils compliqués auxquels il pose des questions qui vous échappent, vous démontrera que votre impression n'a aucun sens, ou, au contraire, vous félicitera pour la finesse de votre odorat. Après quoi vous n'aurez plus le droit de douter, car on ne met pas en doute les réponses de la science, homme ou appareil. Si vous insistez, il y aura peut-être un autre "*expert*" qui démontrera que l'appareil ou son utilisateur a commis une erreur, pour telle ou telle raison. Car tout a toujours un sens... ou plusieurs possibles!

Nous voilà entraînés bien loin, et pourtant ce n'est encore pas tout. Le sens est partout : dès que je **comprends** quelque chose, cela signifie que je lui ai trouvé un sens. Et le propre de l'homme c'est de chercher un sens à tout, même à la mort, quitte à recourir à la mythologie ou à la religion, quitte à chercher dans son imagination ou dans l'usage de la raison. La famille de sens s'étend ainsi à toutes les représentations du réel, avec toute une tribu de frères et de cousins, liés plus ou moins entre eux : sens de premier, de deuxième, voire de troisième degré, sous-entendus, implicites, imaginés, cachés, inconscients, etc.

Pour maintenir un minimum de cohésion dans cette population hétéroclite, il y a eu, au XVII^e siècle, un divorce important : le **sentiment** a laissé tomber tout rapport avec la raison. Jusque là il s'agissait d'un jugement en partie argumenté (les "*sentiments de l'Académie sur le Cid*", c'est une opinion, justifiée par le recours à des règles). Mais **sentiment**, souhaitant garder des liens avec **sentir**, a privilégié sa valeur subjective, agrandissant ensuite sa famille avec **sentimental** (XVIII^e siècle), **sentimentalisme**, **sentimentalité** (XIX^e siècle). C'était la grande fracture qui permettait à la **raison** de passer pour le seul moyen d'accès au **vrai sens**, la **sensibilité** perdant alors de son prestige. Et c'est au XVII^e siècle, et encore plus au XIX^e (avec le Romantisme) que la famille de **sentiment** reviendra en grâce !

Je ne me lasse jamais de parler de mon innombrable famille, mais je dois aussi vous faire partager ma passion en vous parlant d'une parente, qui est née dans une autre famille, celle des **signes**, liée depuis toujours à la nôtre comme pile et face sur une pièce de monnaie, c'est la **signification**. La différence entre elle et nous est très claire, et pourtant on l'oublie souvent, tant nos liens sont étroits. Le **sens** d'un mot, vous le retrouvez dans un dictionnaire, car il est constitué par les représentations ou les concepts auxquels il renvoie le plus fréquemment, et qui sont donc peu influencés par les contextes dans lesquels il apparaît. Par contre les **significations** ce sont tous les sens particuliers qui apparaissent dans tel ou tel contexte, en fonction des circonstances ou des intentions de celui qui parle, voire des intentions qu'on lui prête à tort. C'est simple en apparence, mais cela nous mène au bord d'un abîme vertigineux, car se posent alors de multiples questions.

– Contemplant *de loin* cet abîme...

D'abord un exemple simple. Si je dis "*l'oiseau chantera cette nuit*", tout le monde peut comprendre. Mais il peut s'agir d'un code convenu avec un autre interlocuteur, et alors cela peut vouloir dire n'importe quoi, comme "*telle personne téléphonera cette nuit*" ou "*tel événement aura lieu cette nuit*", etc.. Maintenant imaginons cette phrase dans une poésie : seul le poète détient la clé du code (à condition qu'il ne s'agisse pas d' "*écriture automatique*"), et pour le lecteur cela devient une énigme; de symboles en métaphores et en associations d'idées ou en souvenirs personnels, le nombre de significations devient infini. La plus grande partie de la poésie moderne est ainsi non plus une forme de communication mais une invitation à la réflexion ou au rêve. On comprend alors pourquoi les surréalistes voulaient changer le monde simplement par l'emploi des métaphores : celles-ci changent notre façon de le percevoir, le ressentir. Mais hélas le rêve surréaliste est devenu la réalité cauchemardesque de la publicité, qui a fait de nous des citoyens consommateurs au service de la croissance économique. Les métaphores ont été utilisées non pas pour libérer l'imaginaire de chacun, mais pour l'alimenter de représentations manipulables à l'infini au service de ceux qui monopolisent la parole publique et en font un instrument de domestication.

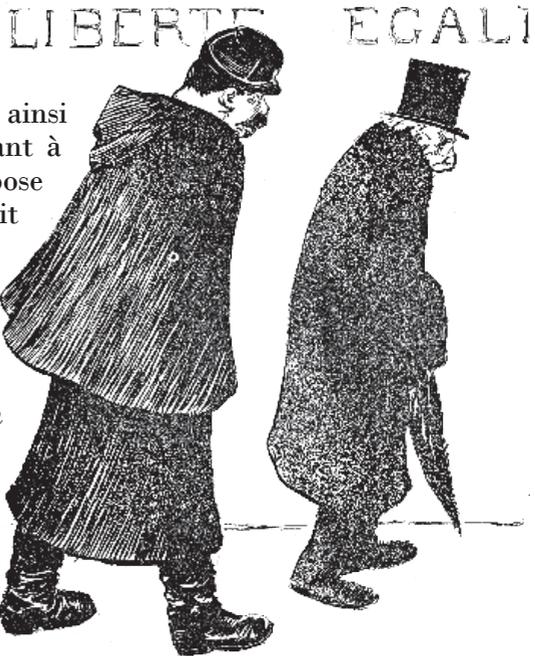
Nous voyons là le parcours vertigineux qu'ouvre la **signification**. Plus généralement, celui qui entend un message, ou le lit, cherche d'abord à le décoder pour en trouver le **sens littéral**. Ensuite, en fonction de celui qui l'a émis, en fonction aussi de tous les contextes proches ou lointains (matériel, historique, culturel, caractériel, rituel...) il cherche la réponse à la question : "*pourquoi (me) dit-il cela ?*". C'est déjà très compliqué, mais indispensable, souvent même dans le dialogue le plus élémentaire, car le plus souvent on ne répond pas directement à la question posée, mais aux intentions que l'on prête à celui qui la pose : "*Est-ce que la fenêtre est ouverte ? - Pourquoi, tu as froid ?*".

Ce qui complique encore les choses, c'est qu'il faut aussi se demander si celui qui affirme quelque chose est sincère "*croit-il lui-même à ce qu'il dit (ou promet) ?*", et s'il est compétent, "*connaît-il le sujet dont il parle ?*". C'est indispensable pour savoir quel crédit accorder à ce qu'il dit. Et dans le cas de l'emploi poétique ou publicitaire, il faut en plus chercher quel rapport il y a entre la métaphore utilisée et la réalité (par exemple entre une belle femme et une automobile ou entre la blancheur et la pureté supposée d'un produit alimentaire).

Quand je vous disais que le sens est partout! Quelle famille formidable que la mienne! On peut chercher partout, il y a toujours un sens nouveau à trouver. Alors ne vous laissez pas raconter d'histoires: la fameuse **transparence** n'est qu'un leurre utilisé par des sectes de tous ordres, pour qui le plus important est le secret. On ne la trouve qu'en posant - et en se posant - des questions. Toute parole publique, s'adressant à un public divers, aux intérêts contradictoires, est toujours un peu **langue de bois**, pour que chacun puisse l'interpréter à sa convenance. Une même vérité peut être dite de différentes manières, et selon le mot employé on induit un jugement différent. Parlant d'un délinquant, on peut le désigner comme: "*un jeune, un voyou, un étranger, un lycéen, un drogué, etc...*". Aussi est-il légitime que la loi - c'est le cas en France, mais pas aux U. S. A par exemple - fixe des limites en considérant que telle appellation est raciste ou sexiste. Il faut être bien naïf ou malhonnête pour dire que c'est une atteinte à la liberté d'expression, car les conséquences sociales, inéluctables dans le cas de la parole publique, sont considérables selon qu'on renforce un préjugé courant ou qu'au contraire on le remet en cause. Car le fait-divers, comme la publicité, n'est pas une information neutre, il est le plus souvent l'illustration d'une thèse, et, comme la publicité, il

alimente soit les préjugés, soit les réflexions, mais de préférence les préjugés, car l'intérêt du lecteur est ainsi plus facilement capté. Quant à la transparence, elle suppose tout simplement qu'il y ait cohérence non seulement dans les paroles entre elles, mais aussi - c'est la moindre des choses - entre les paroles et les actes "*je fais ce que je dis, et je vous en rends compte, et je dis ce que je fais, et pourquoi*".

*Et puis, nom de dieu!
n'ayez pas l'air de
vous payer ma gueule!
AQS - 1898*



C'est à croire que notre famille doit sa prospérité au fait que le **sens** n'arrête pas de se perdre. En poésie c'est même le but recherché depuis la fin du XIX^e siècle, pour que le lecteur devienne en quelque sorte '*cocréateur*' du poème. Mais les poètes n'ont jamais eu un public aussi vaste que les publicitaires, et c'est la publicité qui a utilisé la métaphore pour faire admettre comme des évidences l'équivalence entre tel objet à vendre et tel rêve ou tel désir, ou même, profitant des peurs engendrées par les crises économiques et écologiques, inventer des apocalypses pour bien ancrer l'égoïsme de *l'après moi le déluge*.

Toutes les formes de l'imaginaire trouvent ainsi leur utilité au service de la **concurrence**, donc d'une économie fabriquant des objets qui ne servent plus qu'à combler des besoins inventés à mesure, au détriment des besoins vitaux qu'une partie de la population ne peut toujours pas satisfaire.

Car dans le marketing politique ou commercial il s'agit bien de communiquer, mais avec pour souci principal d'**influencer**, non pas de **faire comprendre**. Même les instruments qui paraissent promettre une communication plus rigoureuse, comme les mathématiques, apportent maintenant leur collaboration à cette dissimulation du sens: les chiffres et les équations, obtenus à partir d'opérations de plus en plus complexes, ont d'abord servi à maintenir à l'écart la plus grande partie du public, et servent maintenant à manipuler une réalité de plus en plus incertaine même pour les usagers: les mathématiques financières n'ont pas d'autre rôle que de créer des produits dont tout le monde ignore le contenu réel, évaporé dans des cascades de probabilités et présenté sous l'apparence prestigieuse et irréfutable de la science. Celle-ci devient à son tour le masque du charlatanisme.

Notre famille est partout, mais de plus en plus cachée. Impossible de savoir qui est qui, entre le sens, les significations, les manipulations. Les cinq sens de base, malgré leurs imperfections, restent bien moins trompeurs que toutes les réalités virtuelles qui prétendent nous affranchir de leurs influences et nous livrer une réalité objective, incontournable, alors qu'il s'agit d'une réalité manipulée par des dominants qui ont pour projet un pouvoir sans limites.

4. " LE TRAVAIL C'EST LA SANTÉ " ?

" *Le travail c'est la santé... moins on en fait mieux on se porte !*". Cette sentence humoristique s'amusait d'un paradoxe semblable à cette définition du sucre : "*c'est ce qui rend le café amer quand on n'en met pas dedans !*"

Il est vrai que le travail, spécialement dans notre société, est un noeud de paradoxes : plus la productivité s'accroît, plus il y a de travail, et plus il y a de travail, plus il y a de chômeurs. Pour répondre, dit-on, à ces paradoxes, on en invente d'autres : plus il y a de chômeurs, plus on recule l'âge de la retraite, plus on supprime d'emplois dans le public comme dans le privé, et plus on diminue la part des salaires. On a bien imaginé de demander à d'autres, les chômeurs par exemple, de résoudre le problème en devenant **auto-entrepreneurs**. Cela n'a pas marché très fort, alors on a continué : plus on fabrique de marchandises et plus on réduit le nombre de clients solvables. Alors, pour ne plus voir ces problèmes, on les renvoie au futur : on accorde des crédits à tous les clients qu'on fragilise, en s'arrangeant pour qu'ils ne puissent pas les rembourser. Puis on construit des équations

S TRAVAIL in-C^{ie} compréhensibles mêmes pour celui qui les fabrique, avec un mélange dans lequel on glisse quelques-unes de ces créances. Et on trouve encore quelques spéculateurs qui y gagnent des fortunes. Puis les derniers arrivés n'arrivent pas à les vendre, mais les états interviennent et les font payer par les contribuables qui fréquentent à leur corps défendant les enfers fiscaux.



Sans travail & C^{ie}
AQS - 1900

Il y a aussi ceux qui, un peu plus honnêtes, plus naïfs ou plus machiavéliques, sacrifient ouvertement à l'**ubris** par une fuite en avant de plus en plus rapide et incertaine : "*innovons, innovons, on sera les premiers*", tirant leurs traites sur l'avenir de la planète, en multipliant les pollutions, sans se préoccuper de l'utilité de ce qu'ils fabriquent, et surtout sans répondre aux besoins fondamentaux des trois quart de la planète. N'est-ce pas là l'image d'une "*société-bateau-ivre*" soumise à des tohu-bohu incontrôlés, où les "*solutions*" ne font que rendre les problèmes de plus en plus insolubles ?

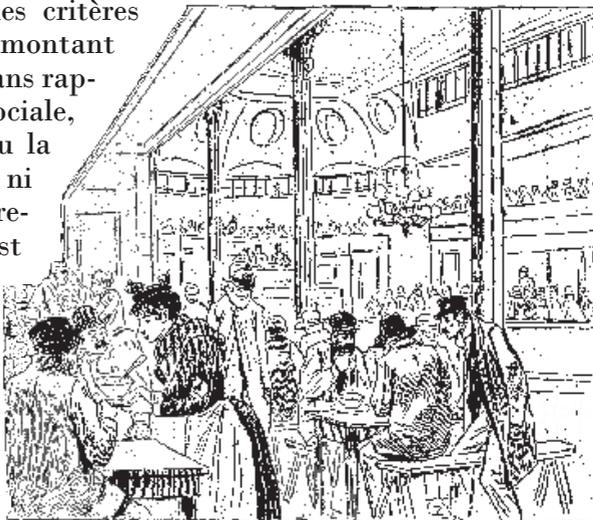
Alors, essayons de voir quelle est la part de responsabilité de ce qu'on appelle le "*travail*" dans cette situation dramatique et chaotique. A l'origine, le mot **travail** n'est pas porteur d'une valeur très positive, puisqu'il s'agit d'un instrument de torture à trois pieux auxquels on attachait le supplicié ou, au mieux, d'un petit local avec un toit et sans murs, comme on en voyait dans nos campagnes il y a quelques dizaines d'années : des barres permettaient d'immobiliser un boeuf pour le ferrer ou lui soigner les pattes. Pour ce qui est du travail humain, le mot choisi en fait donc quelque chose de plutôt redoutable. Le verbe **travailler** peut même s'appliquer au bois lorsqu'il se déforme.

D'autres mots ont aussi cette tonalité désagréable : le labeur, qui concerne d'abord le **laboureur**, désigne lui aussi une activité pénible, comme l'adjectif **laborieux**, qui désigne la difficulté; la **besogne**, elle, est aussi un travail forcé, qu'on ne pratique que sous la contrainte du **besoin**. Le **besogneux** ne prend aucun plaisir au travail accompli, même s'il s'y adonne parfois frénétiquement. Il y a cependant des mots neutres, comme **ouvrage**, qui désigne la mise en oeuvre d'un ensemble de moyens, ou le résultat obtenu. L'usage contemporain fait de l'architecte le maître d'**oeuvre** qui met des matériaux en oeuvre pour construire un ouvrage dont le propriétaire est le maître d'**ouvrage**. Dans ces emplois les deux mots sont interchangeable, le produit fini pouvant être considéré comme un "*ouvrage d'art*" ou une "*oeuvre d'artiste*". Quoiqu'il en soit ces deux mots ont une famille nombreuse, dont chaque membre est plus ou moins prestigieux selon l'activité exercée: le manoeuvre travaille de ses mains et il est censé ne pas avoir de savoir particulier (il serait plus exact de dire qu'on l'emploie pour une activité qui ne suppose pas d'apprentissage, car le savoir qu'il peut avoir ne concerne pas particulièrement le travail qu'il doit accomplir), alors que l'**ouvrier** peut avoir appris son métier.

Enfin le mot **oeuvre** peut être valorisé lorsqu'il s'agit d'un produit artistique. Ce cas particulier du travail correspond à l'opposition que soulignait Valéry entre le **travail**, dévalorisé, réduit à la rémunération du temps qu'on y a passé ou du nombre de pièces produites, et l'**oeuvre** dont la valeur est d'un autre ordre (beauté, richesse de la pensée). On peut ajouter une autre distinction : le travail, étant du temps perdu pour la vie, s'oppose au loisir, un temps dont on dispose librement. L'oeuvre n'est pas concernée par cette opposition, car c'est une activité libre, où la créativité de l'individu peut s'exprimer, où il peut donc trouver un plaisir, un accomplissement. Entre ces deux pôles l'activité de l'artisan, parfois répétitive, parfois créative, peut donc pencher plutôt d'un côté ou plutôt de l'autre.

Le travail, vu dans la société, présente des formes de plus en plus variées, et à notre époque il se distingue des autres activités surtout – si ce n'est pas uniquement – par le fait qu'il produit un **salaire**. Aussi la même activité peut-elle être considérée comme **travail** ou comme **bricolage** et **loisir**. Le chômage est une plaie moins par l'absence d'activité que par la disparition des revenus. C'est d'ailleurs pour diminuer le prix de revient qu'on fait du chômage une "*variable d'adaptation*" : si le travailleur accepte de travailler sans être payé, il a toutes les chances de garder son emploi !

Ce lien inéluctable entre **travail** et **salaire** pose quantité de problèmes en raison de la diversité des tâches et des multiples critères qui déterminent le montant des salaires, souvent sans rapport avec l'utilité sociale, ni avec la difficulté ou la pénibilité du travail, ni avec les compétences requises, ni même, et c'est un comble dans une société qui se dit **concurrentielle**, avec les bénéfices rapportés à l'employeur.



Paris la misère
Les soupes populaires
AQS. 1896

Dès le XIX^e siècle, lorsqu'apparaissent les formes modernes du travail, **bricoler** change de sens : après avoir désigné une opération maladroite, il acquiert des sens plus positifs, désignant une activité diversifiée et surtout qui n'a plus de lien avec une obligation, alors que le travail, lui, devient le seul moyen de se procurer des ressources. **Bricolage**, apparu au XIX^e siècle, confirme cette valorisation et les magasins ou les salons qui lui sont consacrés montrent, à notre époque, l'enrichissement de cette activité, qui devient plus clairement une recherche d'épanouissement en même temps que la réponse à quantités de dépannages ponctuels. Plus récemment encore, devenant une "*activité de service*" payante, il permet de faire exécuter des travaux que n'assumait plus le travail salarié. Cette évolution souligne un changement passé inaperçu : la raréfaction des emplois dans les grandes entreprises, qui exploitent le travail humain dans les pays pauvres (les **délocalisations**) avec des usines payées grâce au travail des salariés des pays riches, et celui des machines lorsqu'ils restent dans les pays encore riches (pour combien de temps, à ce train-là ?).

Cette conception rigoureusement économique – *au sens étroit du mot* – occulte d'autres fonctions, non moins importantes, du travail. Il a en effet des fonctions sociales qu'on évoque rarement : l'intégration sociale dans le groupe de travail et, plus largement, dans celui de la consommation : logement, nourriture, transports, loisirs, culture. Tout cela est de moins en moins clairement pris en compte, la concurrence ne fixant qu'un objectif : faire baisser le prix de revient, ce qui ramène les rapports sociaux à un problème de comptabilité élémentaire... et dévastateur !

Il est cependant de plus en plus difficile d'admettre ce prétexte quand on voit partout la richesse générale s'accroître et la part des salariés diminuer : la **concurrence** n'est jamais évoquée pour les revenus les plus élevés, leurs titulaires étant déclarés "*irremplaçables*" même lorsque leurs performances sont négatives. C'est un paradoxe – *un de plus !* – d'autant plus flagrant que le nombre de gens compétents s'accroît avec l'élévation du niveau d'instruction, et que le recrutement se fait souvent sur des critères plutôt relationnels. On pourrait faire la même remarque pour les capitaux, de plus en plus abondants dans un nombre de mains toujours aussi restreint, et dont une part de plus en plus importante passe dans les achats de luxe et de superluxe. La vraie **concurrence** pèse essentiellement sur les salariés et les petites entreprises sous-traitantes.

Une fois de plus on retrouve les méfaits de l'**ubris**. Car, la productivité s'accroissant en permanence et les biens durables s'accumulant, il serait normal que la place du travail dans la vie diminue. Pourtant on préfère réguler le temps de travail par le recours au chômage, et, pour y remédier (?) la croissance perpétuelle et l'innovation, plutôt que le temps de vivre, de se rencontrer, de se cultiver. C'est que le **travail** et la **consommation** sont des moyens de **contrôle social** entre les mains de ceux qui détiennent les pouvoirs. On produit donc de plus en plus d'objets, sans s'interroger sur leur utilité ou leur nocivité, comptant sur la publicité pour les faire vendre. Pendant un peu plus d'un siècle, c'est la guerre qui a permis la croissance : destruction de richesses, diminution de la main d'oeuvre par extermination. Notre époque, sous le nom de **modernisme**, renoue avec les vieilles recettes que dénonçait Zola au XIX^e siècle et qui ont conduit à plusieurs révolutions et aux guerres mondiales : l'enrichissement des plus puissants (*états colonisant les plus faibles, industriels et commerçants construisant leur fortune*), soumission des plus faibles au nom de la concurrence (*colonisés, salariés*).

En mettant l'accent sur la **concurrence** mondialisée, et non pas sur le chômage, les autorités européennes ont choisi leur camp : ce qu'elles souhaitent, ce n'est pas mettre fin à la crise, mais laisser le champ libre aux pouvoirs financiers. Si la banque centrale européenne ne prête plus aux états, c'est pour les soumettre à la déréglementation générale, en leur retirant tout pouvoir de régulation et en les soumettant à des politiques de rigueur qui créent de nouveaux chômeurs. C'est le retour à des conflits sociaux et à la soumission de l'ensemble des salariés aux intérêts des tout-puissants. Le manque de clairvoyance ou plutôt de courage des dirigeants occidentaux montre que l'aveuglement frappe souvent ceux qui font la propagande avant même ceux à qui elle est destinée. Ils voient dans la concurrence la solution aux problèmes qu'en réalité elle cause elle-même. Et ils finissent ainsi par exacerber celle-ci en créant entre les citoyens méfiance, racisme, xénophobie.



Floh (Vienne) - Le petit chien (la Grèce) courant ils m'envoient même le moindre petit os ! sont-ils canailles ! AQS 1898.

Il y a dans tout cela une logique mortifère, et le travail est un des éléments de cette **concurrence** forcenée. La menace du chômage est un moyen de maintenir l'ordre en rendant les grèves plus risquées; la suppression progressive des services publics fragilise les employés, et permet de créer quelques niches d'enrichissement pour d'autres, au détriment de l'intérêt général; les politiques de rigueur opèrent comme les guerres : les moins riches sont sur le front, les riches continuent de s'enrichir en vendant impartialement à tous les belligérants tout en exploitant un peu plus ceux qui "*ont la chance*" d'avoir un travail.

La formule d'Anatole France "*Soldats, vous croyez mourir pour la patrie, vous mourez pour les marchands de canons*" reste d'actualité en changeant seulement deux mots "**Vous les humbles, vous croyez mourir pour la patrie, vous mourez pour les multinationales qui délocalisent**".

Alors, le travail, une valeur morale ? C'est ce que le XIX^e siècle nous a légué comme slogan. Ce n'était pas une idée d'avant la Révolution, puisque, au contraire, pour la noblesse, travailler, c'était déroger. Depuis le XIX^e siècle le développement de l'enseignement a permis, peu à peu, de justifier le nouvel adage "*travaille bien à l'école et tu réussiras dans la vie*", ce qui était un progrès, puisque l'école donnait aussi les éléments d'un développement personnel. Par contre le nouveau slogan marque plutôt une régression: "*travailler plus pour gagner plus*" nous ramène en plein XIX^e siècle avec le "*enrichissez-vous*" de Guizot. Ni l'un ni l'autre de ces mots d'ordre n'a jamais enrichi les salariés. Pire même, le premier a exacerbé la concurrence entre eux, les heures supplémentaires des uns contribuant à créer du chômage pour les autres.

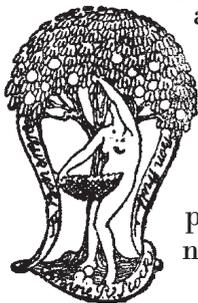
La seule justification financière étant un leurre, il serait peut-être plus utile socialement de chercher l'épanouissement au travail, alors qu' on ne fait que développer le stress. Limiter le temps de travail est à la fois **humanitaire** et **logique**, surtout au moment où le travail n'est plus seulement du temps retiré à la vie, mais de plus en plus la cause de souffrance, de maladies, voire de suicides. Il serait grand temps de sortir du cercle vicieux dans lequel seuls les plus riches trouvent leur compte: avec le pouvoir d'achat que les salariés occidentaux ont acquis par leur travail, on exploite le travail des ouvriers des pays pauvres. Dans ce système où est l'avenir ?

5. SAVOIR , SCIENCE , SOCIÉTÉ.

Savoir et science, deux mots apparus en français dès le Moyen-Âge, ont été assez vite synonymes, à tel point que, à la Renaissance, **savoir** a été écrit **sçavoir**, pour le rapprocher de **scire** latin, que l'on croyait être l'origine étymologique, alors que celle-ci est **sapere** (goûter). Pourtant leur origine est très différente et correspond à deux conceptions opposées de la connaissance. En effet **scire**, qui est à l'origine de **science**, désigne une connaissance construite sur le raisonnement, plutôt liée au pouvoir d'agir, puisque le mot a le sens de **décider**, et que sa racine indo-européenne signifie **couper, fendre, donc séparer**. C'est cette conception de la connaissance qui a connu des prolongements dans la science moderne, lorsqu'elle s'est peu à peu imposée contre la religion en donnant la priorité aux **observations** et aux **démonstrations** contre les **dogmes**. C'est cette même conception qui a amené une coupure avec les savoirs populaires, où se mêlaient observations et traditions, et qui procédaient plutôt par accumulation, comme les encyclopédies du Moyen-Âge qui recueillaient, sans trier ni critiquer, toutes les observations et opinions émises sur le sujet traité. Cette coupure a été systématisée dans le principe d'**objectivité** qui s'amorce au XVII^e siècle : une vérité scientifique est indépendante de celui qui l'a découverte, et vérifiable par chaque être humain; on rejette donc toute subjectivité et même toute relativité, toute relation avec des circonstances particulières : c'est le **laboratoire** qui est par excellence le lieu où cette découverte est possible parce qu'on en a banni toute influence du contexte extérieur. Sur ce point les évolutions de la science moderne ont apporté quelques corrections, admettant que toute vérité scientifique est tributaire de l'état des connaissances à un moment donné, et donc susceptible de recevoir des corrections, au nom même des progrès qu'elle a elle-même apportés.

Le **savoir**, par contre, se réfère à l'expérience la plus personnelle, la plus intime : pour connaître le **goût** d'une chose, il faut l'ingérer, l'intégrer à soi-même, et non plus séparer le sujet de l'objet. Alors que, pour la **science**, le sens privilégié est la vue, pour le savoir c'est le nez, les yeux ou la langue, cela désigne deux rapports au monde opposés, deux modes de connaissance, l'une objective, l'autre subjective, et ce n'est pas sans conséquence non plus sur les rapports humains. En effet, l'objectivité amène à concevoir le corps humain comme une mécanique, complexe, certes, mais purement matérielle ; le savoir subjectif amène à partager expériences et réflexions avec chacun de nos semblables, au nom même de la connaissance. D'un côté on apprend à **gérer** les hommes, de l'autre à **vivre parmi eux**.

En devenant de plus en plus efficace, la science a fini par se scinder en deux : d'un côté les sciences fondamentales restent travaillées par le doute, et elles y puisent l'élan pour continuer à progresser ; les **sciences appliquées**, elles, subissent la pression des pouvoirs politiques et économiques pour lesquels elles développent de nouveaux savoir-faire, et un vocabulaire socialement valorisé qui alimente la rhétorique de ces mêmes pouvoirs. Leur curiosité est en effet orientée vers la production de brevets industriels, tandis que les **sciences fondamentales** recherchent la connaissance par pure curiosité intellectuelle. Ces dernières reprennent ainsi l'idéal humaniste qui avait présidé à la création des Universités, alors que la mondialisation actuelle, les classant en fonction du nombre de brevets, transforme les universités en écoles étroitement professionnelles. C'est l'exact renversement du mouvement humaniste qui avait conduit à introduire un enseignement général dans les écoles techniques, et c'est une terrible régression pour la culture et pour la démocratie. Les **sciences appliquées**, soumises



aux impératifs de productivité et de concurrence, ne retrouveraient une valeur humaniste que si elles pouvaient choisir leurs thèmes de recherche en fonction de l'intérêt qu'ils présentent pour le bien-être de l'humanité, ce qui n'est évidemment pas le cas, leur soumission de plus en plus forte aux pouvoirs en place ne leur laissant que la possibilité de nourrir et renforcer ces mêmes pouvoirs.

À bon arbre, bon fruit. *Frontispice de la bibliothèque sociologique*

Collaborations et conflits entre ces deux usages de la science nous ramènent au problème du savoir. Car dès sa naissance le mot désigne des connaissances dont l'origine met l'accent sur ce qu'il y a de plus subjectif : **savoir** est parent de **saveur**, **suc**, **sève**. C'est une connaissance proche de la nature, et de ce point de vue elle est à l'opposé de la **science**, puisqu'elle fait corps avec le sujet, et son but n'est pas le pouvoir sur le monde, mais la **sagesse**, mot de la même famille. La science prétend d'emblée à l'universalité, alors que le savoir est d'abord un acquis personnel. Cette opposition d'origine ne s'est pas maintenue dans les usages, puisque, comme nous l'avons vu, dès la Renaissance, on rattache le **sçavoir** à la même origine que la **science** (**scire**). Puis, au XVIII^e siècle, le mot **savant**, qui se rattache à **savoir**, est appliqué aux **scientifiques**. Le triomphe de la science sur le savoir commence donc avant même que soit mise au point une méthode proprement scientifique. Celle-ci s'élabore peu à peu, en commençant par l'optique et l'astronomie.

Les disciplines concernées par l'observation du monde extérieur élaborent peu à peu la méthode qui leur permettra d'atteindre à la rigueur : à la place de l'alchimie, ce sont la physique et la chimie; puis la médecine se voudra de plus en plus scientifique, laissant de moins en moins de place aux observations du médecin (odorat, palpations) pour les remplacer de plus en plus par des analyses en laboratoire. Elle rompt ainsi avec un **savoir** médical multiforme qu'on ne retrouve plus, dès lors, que dans les savoirs populaires, où se mêlent connaissances empiriques sur le climat ou les plantes et croyances ésotériques transmises sous la forme de secrets.

Longtemps le modèle de la connaissance a été constitué autour de deux traditions : la Religion et la Fable, cette dernière désignant les mythologies de l'Antiquité classique. Dans le cas de la Religion s'exerce un contrôle dogmatique puisqu'il s'agit d'un corps de doctrines auxquelles la théologie permet de réfléchir, mais en restant dans le cadre défini par les autorités religieuses, et par référence à la **tradition**. Concernant les mythologies, la liberté reste plus grande puisqu'elles ne sont pas reçues comme des récits véridiques, mais plutôt comme l'est la littérature de nos jours : des récits imaginés qui peuvent servir à la simple distraction ou éventuellement alimenter des réflexions sur la condition humaine.

Il y a même deux manières différentes d'aborder l'Antiquité : la mythologie inspire surtout la poésie, la peinture, la sculpture : c'est une nourriture pour l'imaginaire; la littérature, elle, alimente la réflexion philosophique pour se construire une sagesse. C'est l'usage qu'en fait par exemple Montaigne dont les *Essais* s'appuient à la fois sur les remarques d'auteurs anciens et sur ses propres expériences et réflexions. C'est la définition même de la sagesse : une **subjectivité soumise à l'examen d'une réflexion commune.**

Les règles de la **science** se sont élaborées et imposées peu à peu contre celles de la **religion** (un dogme interprété et transmis par des spécialistes, les théologiens ou les dignitaires ecclésiastiques) mais aussi contre celles des savoirs populaires (un corpus mêlé de connaissances et de croyances, souvent transmis sous le couvert du secret, comme dans la médecine populaire). La science impose une séparation nette entre ce qui relève de la croyance et qui est indémontrable, et ce qui constitue des connaissances indiscutables, parce que démontrables. Son domaine de prédilection, c'est donc le monde extérieur qu'on peut soumettre à l'observation. À mesure qu'elle s'est développée elle a renforcé l'idée de **progrès**, car elle suscitait de nouvelles interrogations et de nouveaux doutes sur ses propres résultats. L'axe du temps s'en est trouvé inversé : ce n'était plus le passé et la tradition qui était garant de la vérité, mais au contraire le futur qui nous promettait d'être de plus en plus proche de la vérité ; c'était la recherche incessante de la nouveauté qui faisait son apparition et qui allait devenir la drogue du monde moderne, donnant à la dernière

invention dans n'importe quel domaine une valeur incontournable. La science, quant à elle, élargissant son domaine d'intervention, a intégré les mathématiques, brouillant ainsi la frontière entre l'observation, qui porte sur des objets concrets, et le raisonnement, qui porte sur l'enchaînement des causes et des effets.



Pour le terme. AQS 1902.

- *Laissez-moi voir le propriétaire, je suis sûr qu'il me laissera un délai pour le terme.*
- *Le propriétaire n'a pas le temps de s'occuper de vous, il préside sa société de bienfaisance.*

Son domaine s'est étendu bien au-delà de l'observable jusqu'au **probable**, voire encore au-delà, jusqu'au **possible**. Les "*certitudes*" scientifiques sont devenues plus aléatoires, la frontière entre hypothèses et connaissances assurées se rapproche ainsi de celle qui sépare connaissance et croyance. C'est le flou dans lequel se tient une science humaine comme l'**économie politique**, qui, dans son rôle dirigeant, ne perçoit pas toujours la place importante qu'occupe l'**idéologie** dans les équations compliquées qu'elle élabore, provoquant ainsi les catastrophes qu'elle cherchait à éviter.

D'une manière plus générale, les **sciences humaines**, mises au service de la gestion des sociétés, ne sont plus à la recherche de la **sagesse**, car celle-ci donne trop d'importance au passé, défavorisant ainsi le sage dans la course effrénée aux nouveautés. Si certains ont été jusqu'à proclamer la fin de l'Histoire, c'est parce qu'ils prenaient leurs désirs pour la réalité: ils voulaient faire table rase de tous les acquis des différents **savoirs** pour laisser toute la place aux nouveautés qui les rendraient célèbres à travers des modèles mathématiques ésotériques. Car la **science**, comme la **rhétorique** autrefois, a fourni un langage que les tenants des pouvoirs utilisent pour persuader leurs administrés tout en gardant au secret les véritables mobiles et les effets probables de leurs décisions.

L'évolution de la science a produit un autre effet, certes prévisible, et néanmoins inattendu: elle a pu s'installer grâce à un axiome fondamental, le refus du **principe d'autorité**. Jusqu'alors la tradition transmettait une liste d'auteurs considérés comme irréfutables. Il suffisait de se référer à l'un d'eux pour être sûr d'avoir raison. Dans le nouveau modèle de connaissance, une **observation** ou un **raisonnement** peuvent parfaitement avoir raison de n'importe quelle **autorité**. Mais à partir du moment où la science est devenue le système de référence, elle a créé ses propres institutions, et dès lors chacune d'elles, et chacun de ses membres, sont devenus des **autorités de référence**. Le système a pris d'autant plus d'ampleur que, d'une part, la science abordait des systèmes si complexes qu'il fallait une initiation de plus en plus longue pour les comprendre; et d'autre part, pour mieux asservir les scientifiques, s'est mis en place un système de récompenses honorifiques renforçant le système général (Mérites divers, Légions d'honneur, etc.).

Le principe d'autorité est ainsi revenu en force, allant jusqu'à s'obscurcir singulièrement pour l'usage du marketing : que signifie "*un membre (éminent, cela va de soi!) de telle ou telle université (qui n'existe peut-être même pas!) d'un pays lointain ou inconnu*"? La référence est encore beaucoup plus aléatoire que celle d'une liste limitée d'auteurs et pourtant il peut même arriver qu'elle serve de référence à un travail universitaire, les membres du jury étant dans l'incapacité matérielle de vérifier toute la bibliographie, à supposer même qu'ils en aient envie!

Alors ? **Science** ou **savoir** ? Dans la société actuelle, où le savoir a été confondu avec la science, il est important de se poser la question de manière explicite, car tous les mots du domaine de la connaissance ont changé de sens à l'insu des usagers. L'**objectivité**, qui faisait la valeur des découvertes scientifiques, a laissé peu à peu une place plus importante à la subjectivité, au point qu'est apparu un nouveau mot, le **ressenti**. On l'utilise pour la température extérieure, car -10 °C sous abri ne produit pas le même ressenti que -10 °C en plein vent. On se préoccupe aussi de mesurer la douleur, et, pourquoi pas, demain le plaisir. Comment faire autrement qu'en demandant à celui qui souffre de la noter sur une échelle, donc de faire appel à son **ressenti** ?

Plus largement, on a recours au sondage d'opinion, et on prétend lui donner une valeur objective à partir d'échantillons nombreux et sélectionnés. Mais, dans l'utilisation qu'on en fait, il y a souvent l'intention d'influencer l'opinion des lecteurs en jouant de leur supposé instinct grégaire ("*si 80% des gens pensent ainsi, ils ne peuvent pas se tromper!*"). Alors, volontairement ou inconsciemment, le sondeur prendra plus ou moins de précautions. Par exemple : a-t-il vérifié préalablement le niveau d'information sur le sujet dont disposent les personnes interrogées ? On va même beaucoup plus loin, et, au nom de l'**infaillibilité des marchés**, on confie à des traders, ou, même mieux, à des ordinateurs, le soin d'acheter et de vendre compulsivement pour profiter des variations de cours en quelques fractions de seconde. Et on soumet ainsi l'ensemble de l'économie à des décisions qui reposent sur des causes innombrables, plutôt **méconnues**, et largement **subjectives**, puisqu'en fin de compte psychologiques. On finit ainsi par faire passer pour **scientifiques** toutes les décisions purement idéologiques, de façon à les soustraire à la discussion. **La science convoquée pour enterrer la démocratie!**



Cela finit même par contaminer l'ensemble des recherches scientifiques, les récompenses étant réservées à la science qui produit des nouveautés **rentables**.

Du coup certaines recherches qui ne concernent que l'intérêt public (sur l'alimentation, ou certaines maladies) ne peuvent être financées que par des associations, non par les budgets publics!

Dans cette confusion générale, il n'est pas surprenant que nombre d'électeurs préfèrent s'abstenir, se sentant même incapables d'avoir une opinion, parce qu'on leur a dit que les opinions sont forcément fausses, puisqu'il

n'y a que des certitudes scientifiques, auxquelles seuls les dirigeants ont accès : c'est cela qui constitue la force de la **pensée unique**.

Et si on revenait au **savoir**? Car le **progrès**, dirigé par la **science**, a largement accru le pouvoir des hommes sur le monde, mais a laissé l'humanité incapable de se gérer démocratiquement. Les recours à la **science**, alimentés par une **ubris** démesurée, ont donné aux plus avides de pouvoir, des instruments pour soumettre les autres : armes, argent, mais aussi marketing et moyens d'orienter l'opinion. Ce qu'il faut changer, c'est la vision que chaque homme a de lui-même, de ses rapports avec autrui, de ses droits et de ses devoirs. Alors qu'on le pousse à voir en autrui un rival il devrait prendre conscience que c'est un **alter ego**, un autre lui-même, et non pas un étranger à rejeter. Utopie? Mais n'est-ce pas tout simplement ce qu'en des temps pas si lointains on appelait l'**éducation**? Et celle-ci relève de la **sagesse**, donc du **savoir**. Comme on l'a rabaisée, cette pauvre sagesse, en la réduisant au "*sois sage*" adressé aux enfants pour qu'ils se taisent et ne bougent plus! Il serait grand temps de lui rendre le sens qu'elle a eu pendant longtemps, celui d'un art de vivre avec les autres, de s'enrichir à leur contact, de les faire profiter de ses expériences et de ses réflexions. Exactement le contraire de la sagesse de l'enfant soumis!

Le pain est cher, ils crèvent de faim, cette année l'électeur sera pour rien !...

Se référer au **savoir** serait **réactionnaire** aux yeux de certains. Disons même plus réactionnaire qu'ils ne l'imaginent. Car ce serait retrouver le sens de la **mesure**, la **modération**, ce sens qui s'est perdu entre la Grèce classique et Rome, lorsque l'**ubris** a changé de sens pour ne plus condamner les excès. Allons plus loin, ce serait rendre à nouveau légitime l'appellation d'**homo sapiens** (qui renvoie au savoir, à la sagesse) que nous nous sommes un peu vite attribuée, alors que nous sommes plutôt, et de plus en plus, des **homo faber**, des hommes qui fabriquent. Il suffit de voir le nombre d'objets dans lequel nous nous enfouissons et que nous multiplions au nom du modernisme.

Soyons même encore plus réactionnaires et revenons aux origines les plus modestes de l'homme. Rappelons-nous que, avant de se prendre pour le "*maître et possesseur de la nature*", il était **humble** (**homo** est parent d'**humus**), solidaire de tout ce qui vit sur cette planète. C'est l'**humilité** qui le protège contre la soif du pouvoir, et, bien sûr, contre cette **ubris** qui le pousse aux excès les plus destructeurs, à cette avidité sans fin source certes de richesse économique, mais en même temps de pauvreté humaine.

Aussi n'est-ce certainement pas en imposant le mode de production occidental aux pays "*sous-développés*", "*en voie de développement*" ou "*émergents*" que l'humanité trouvera un équilibre en même temps que son unité. C'est plutôt en corrigeant sérieusement la **concurrence** par une dose massive de **solidarité**, en enrichissant l'individu de **sagesse**.



Hiver. Est-ce que les prisons sont chauffées l'hiver? AQS 1902

6. CONCURRENCE

(HISTOIRE D'UNE FAMILLE RÉGNANTE)

Moi, **Concurrence**, je suis d'une famille célèbre et très nombreuse. Il faut dire que pour atteindre cet épanouissement post-moderne, il nous a fallu commencer notre ascension très tôt et, à travers bien des dénis et des alliances, de famille décomposée en famille recomposée, de mariages en divorces, triompher dans la ruse et le mensonge. Mais quand on veut le pouvoir, il faut bien en passer par là !

La préhistoire de notre famille remonte à la Grèce Antique et aux Jeux olympiques. Les cités grecques, en guerre permanente entre elles, ont imaginé de transposer cette **rivalité** dans les jeux du stade : on décrétait une trêve et toutes les cités envoyaient leurs champions. La guerre continuait ainsi sous une forme pacifique.

C'était un progrès. En réservant un temps, un lieu et des règles pour la **compétition**, on espérait éviter le danger des guerres. C'était un premier pas vers la paix. Il est vrai que le pas le plus décisif aurait été d'organiser la **coopération** entre les cités. Heureusement pour ma famille, les Grecs s'en sont tenus à des traités provisoires, comme on le fait encore. Par contre, en instaurant des règles ils ont fait le contraire de ce que nous faisons maintenant en organisant la **déréglementation**, ce qui a pour effet de rapprocher la **concurrence** de la guerre ; c'est d'ailleurs pour cela qu'on parle de "*guerre économique*", ce qui permet de mettre entre parenthèses la **démocratie**, une autre famille ennemie de la mienne.

Après cette préhistoire, arrivons-en à l'histoire de l'ensemble de notre famille : notre nom de **concurrence** lui-même apparaît dès le XIV^e siècle, mais attention, à l'époque il évoquait la **rencontre**, comme en latin. Dès la Renaissance ce n'est plus la **rencontre** amicale ou amoureuse, mais seulement la rivalité. Il faut passer devant l'autre ou l'éliminer, "*que le meilleur gagne*", la vie est un combat, tous les moyens, tous les prétextes sont bons : suivront guerres de conquête, ou guerres coloniales sous le prétexte de civiliser les autres. Rien de très nouveau, si ce n'est que, en généralisant le sens combattant on signifiait que ce combat concernait toutes les rencontres humaines, même entre individus.

Après cela la saga familiale s'est poursuivie inexorablement. Il y fallait de la persévérance, car nous sommes restés seuls pendant près de deux siècles. Il y avait bien un cousin éloigné, **rival**, qui, au XV^e siècle, s'appliquait aux rapports amoureux. Mais il tenait à garder cette différence, et, encore à la fin du XVII^e siècle, **rivalité**, apparue à ce moment, ne concernait toujours que les relations amoureuses. Cette sage précaution de maintenir pour les autres relations humaines la possibilité de choisir entre solidarité et conflit disparaît au XVIII^e siècle avec l'arrivée de **rivaliser**, qui, lui, entre complètement dans notre nouvelle famille, en s'appliquant à tous les domaines - et ils sont nombreux - où on peut prétendre être le meilleur.



Entendu. *Mais il en faut monsieur des gens qui meurent de faim ! Car si tout le monde mangeait... la valeur de l'argent baisserait et alors ce serait... terrible... ! ... M^ossieur ! ... TERRIBLE !!!...*
Henri-Gabriel IBELS - AQS 1894

Au XVII^e siècle, la famille s'était alliée à **concours**, l'amenant à changer de sens. Car lui aussi, au départ, désignait un rassemblement, destiné soit à l'entraide soit au conflit. Accueilli dans la famille, il se met à désigner le rassemblement de ceux qui vont passer des épreuves pour éliminer ceux qui ne sont pas les meilleurs. Mais le **concours**, plus nostalgique que la **concurrence**, a voulu garder jusqu'à nos jours des traces de son premier sens ; "*apporter son concours*", "*prêter son concours*" ou "*concourir à un résultat*" ne sont certes que quelques vestiges du sens ancien, mais ils sont précieux, car ils maintiennent l'idée qu'il est possible de se **rencontrer par solidarité** ! Au fond ils rendent bien service à la famille, car ils servent d'alibi pour affirmer que **concours** et **concurrence** font toujours gagner le meilleur en soumettant tout le monde aux mêmes règles. Cela donne à la famille une précieuse légitimité, lui permettant, dans la pratique, quelques arrangements, tricheries ou dopages pour corriger un peu les résultats !

Au milieu du XVIII^e siècle la famille accueille un membre étranger, **compétition**, venu d'Angleterre, où l'industrie et le commerce ont pris quelque avance sur la France. Ce nouveau mariage a donné à notre famille des attaches internationales. L'alliance a certes été favorisée par le fait que depuis le XV^e siècle nous avions déjà **compétiteur**. Mais **compétition**, beaucoup plus abstraite, permet de donner une légitimité à toutes sortes de situations de conflit. Et cette branche collatérale de la famille a connu la prospérité au XX^e siècle avec **compétitif** et **compétitivité**, qui maintenant dirigent l'entreprise principale. Quand une famille de mots prospère comme la nôtre, elle s'accroît très vite, parce qu'elle est dans un accord total avec la société. En outre, avec l'**ubris** comme dieu caché, et le **progrès** comme prétexte, nous ne pouvions que prendre notre envol.

Cela suppose quand même beaucoup de violence, mais celle-ci a pu être transformée par la famille unie entourée de tous ses membres valeureux, et surtout le **progrès**. Certes il commence à le payer cher, en se présentant comme inéluctable, mais c'est bien cela qui a servi à cacher notre ruse principale : nous avons dénoncé l'insécurité que constitueraient tous ceux qui mettraient en péril la **concurrence**, et qui menaceraient ainsi notre société.

Dès lors nous étions autorisés à user nous-mêmes de toutes les violences: inégalités sociales, précarité, etc. Ce sont tous les perdants de la concurrence, pour lesquels on réinventera, s'il le faut, l'idée de charité. Mais attention, pas de confusion: il s'agit bien de **charité**, pas de **justice sociale**, car celle-ci risquerait de prendre la place de la concurrence!

Le succès phénoménal de notre famille tient au fait qu'elle a su prendre la tête du monde moderne en s'appuyant sur les chiffres, que notre époque considère comme les marques mêmes de la science, ce qui les rend irréfutables, même quand ils se contredisent entre eux ou qu'ils sont établis par des gens qui s'en servent pour leurs propres intérêts. Il s'agit simplement d'inventer les bons indices, et éventuellement de cacher sous le manteau du "*secret industriel ou commercial*" la façon dont ils ont été établis.

Notre famille a connu la prospérité grâce à un discours bien rodé:

1- La concurrence est une règle naturelle, la preuve c'est que chacun d'entre nous est né d'un spermatozoïde qui, vainqueur de la compétition avec des millions d'autres, a réussi à s'unir avec l'ovule. Autre preuve: la sélection naturelle. Mais là j'hésite parce qu'il se pourrait bien que Darwin ait été aveuglé par le succès de notre famille, puisque dans la nature il y a aussi de multiples exemples de coopération à l'intérieur des espèces et entre elles.

2- La concurrence est une notion scientifique, enseignée en tant que telle dans les universités; je sais que c'est un argument fragile, d'une part parce que la science - et peut-être encore plus les sciences humaines - peut se tromper, d'autre part, et surtout, parce qu'il n'y a que dans les modèles scientifiques que la **concurrence** répond à toutes les règles qui doivent l'encadrer pour que ce soit vraiment "*le meilleur qui gagne*". Dans la réalité ce ne sont pas les règles, mais les distorsions qui sont le plus souvent utilisées. Et puis nous avons inventé les **dérèglementations** pour ne plus être ennuyés par les règles!

Bref, je reste très optimiste pour l'avenir de notre famille, même si certains disent que l'**ubris** et le **progrès** nous mènent à notre perte. Nous avons verrouillé le système en verrouillant les mots, rendant ainsi plus difficile toute pensée quelque peu déviationniste!

7. CONFIANCE

(UNE FAMILLE DANS LA MISÈRE)

Notre famille connaît un triste sort, qui empire de plus en plus parce que nous faisons de l'ombre à la famille "**concurrence**". Nous, nous aimons la transparence et les rapports amicaux, mais eux, ils préfèrent le secret, la ruse et la lutte de chacun contre tous. Du coup personne n'ose plus dire "**ayez confiance**", et on dit plutôt "**n'ayez pas peur**". Pourtant il fut un temps, pas si lointain, où nous étions, du moins en paroles, au coeur de la vie sociale. Notre cousine, la **foi**, était même obligatoire, puisque la religion faisait la loi, interdisant de ne pas croire. Celui qui n'affichait pas sa foi était suspect et vite coupable, comme dans toutes les religions. Remarquez que c'était plutôt abusif et qu'on aurait pu se contenter de la **bonne foi**, puisqu'être de **bonne foi** était synonyme de **sincérité**. Celle-ci, d'une famille alliée à la nôtre, est un critère essentiel quand on veut accorder sa confiance à quelqu'un: c'est l'assurance qu'il n'y aura ni mensonge ni duplicité. Aussi la sincérité, comme la confiance, a bien décliné. Il est vrai qu'elle était d'une famille un peu compliquée, où il y avait à la fois simplicité, mais aussi **simulacre** ou **simulation**, **dissimulation**.

Par contre, dans notre famille, nous avons tous choisi le même camp, et nous avons été largement reconnus par les institutions: les **fiançailles**, c'était l'échange de deux confiances, la **fidélité**, c'était la volonté d'échanger des confiances éternelles. Une utopie ou un pari fou! Mais c'est la même chose pour la **fédération**. Tout cela est un peu passé de mode, et le **contrat**, parce qu'il engage l'avenir, est plutôt senti comme une **contrainte** ou un **contrôle**, donc une atteinte à la **liberté**, que la **concurrence** prétend défendre alors que ce qu'elle défend c'est l'égoïsme et le droit du plus fort. En faisant croire que le plus faible, s'il se comporte bien, pourra devenir fort. Pourtant que peut devenir une société sans contrat ni confiance?



Tu finiras par le savoir ton catéchisme... AQS 1903.

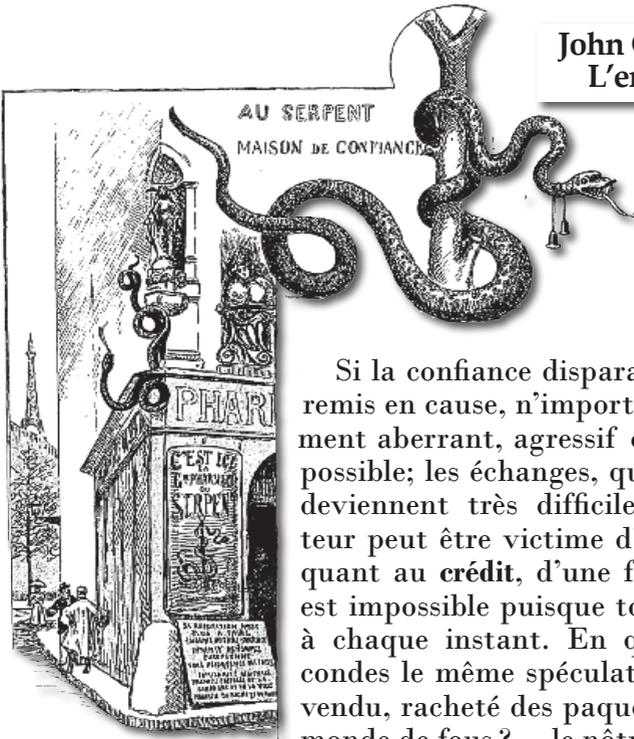
Nous voilà donc plutôt mal en point, et on a l'impression que notre famille perd son temps à s'arc-bouter contre l'écoulement du temps. C'est lui qui érode la confiance : **faire confiance**, cela va encore parce que c'est pour une seule fois, deux peut-être.

Mais **avoir confiance** est beaucoup plus difficile, car c'est sur le long terme, et là on se réserve le droit de changer d'avis en fonction de circonstances nouvelles. Et c'est vrai qu'avec tous les secrets - *car plus on a de secrets à protéger plus on parle de transparence* - et tout simplement avec la nécessité de faire face à la concurrence de tout le monde, notre famille est bien fragilisée, car la **confiance**, ça se mérite, ça se gagne, ça s'entretient, ça peut aussi se perdre. Car c'est très lié au temps : c'est lui qui renforce ou qui sape la confiance. Aussi, dans une société où le changement et la précarité passent pour des marques de la modernité, en qui ou en quoi peut-on avoir confiance ?

Dans notre famille il y a un mot qui montre à la fois notre importance et notre fragilité : **fiduciaire**. Car la monnaie, dont on fait un si grand cas qu'elle est devenue l'instrument de mesure de toutes les valeurs - de l'économie à la politique, en passant même par la culture - ne repose au final que sur la confiance. On l'oublie facilement, ce qui permet de traiter l'argent comme une marchandise un produit matériel soumis, lui aussi, à la concurrence. Traiter comme cela quelque chose qui n'est après tout qu'un signe, c'est le soumettre aux mêmes risques de dévalorisation que la parole : la spéculation, comme le marketing, aboutit au mensonge et à la dissimulation. **Fiduciaire** est ainsi devenu plus proche de **financier** que de notre famille, et l'échange de monnaie, donc l'achat, remplace la confiance. Mais l'achat est un contrat, et il suppose donc qu'on puisse avoir confiance. Bref, on a oublié que tout l'édifice économique, avec sa science, ses lois, ses échanges, ne repose en fin de compte que sur la confiance, et qu'on l'a déjà bien ébranlé en donnant la préférence à la concurrence plutôt qu'à la confiance.

Pourtant notre place est partout, dans toutes les sociétés : pour la monnaie, mais aussi pour les institutions, et même pour... les promesses électorales. Au quotidien on attend un certain type de comportement des gens que l'on rencontre. Car c'est par les échanges que naît la confiance : les dialogues, les dons, ou les achats, les contrats, les services rendus, les prêts, la participation, etc.

John Grand-Carteret
L'enseigne. 1902

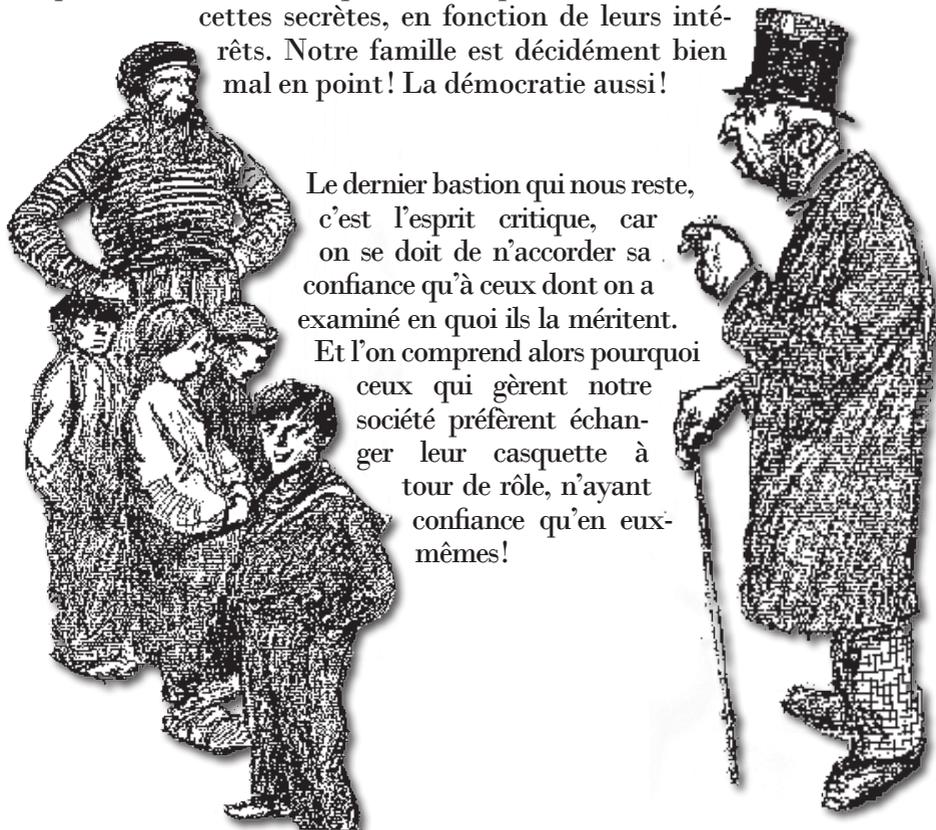


Si la confiance disparaît, tout est donc remis en cause, n'importe quel comportement aberrant, agressif ou dangereux est possible; les échanges, quels qu'ils soient, deviennent très difficiles; chaque acheteur peut être victime d'une escroquerie; quant au **crédit**, d'une famille voisine, il est impossible puisque tout peut changer à chaque instant. En quelques nanosecondes le même spéculateur a acheté, revendu, racheté des paquets d'actions. Un monde de fous ? ...le nôtre !

Cette méfiance généralisée est si profondément ancrée dans beaucoup d'esprit que la seule forme d'ordre social qu'ils imaginent est la répression. C'est la peur de chacun contre tous les concurrents qui l'entourent. Le paradoxe, c'est que la répression elle-même ne peut rassurer personne, parce qu'elle n'intervient qu'après, qu'elle est partielle, à moins de devenir une véritable guerre, qu'elle est partielle, et qu'elle se trompe parfois de cible. On lui donne comme objectif de rétablir la confiance alors que dans un système de méfiance généralisée elle ne parvient qu'à renforcer celle-ci.

On retombe toujours sur le même constat : la paix n'est pas simplement l'absence de guerre, mais la confiance qu'on ne sera pas attaqué; la société repose sur un partage de valeurs et de comportements, une culture qui crée la confiance, seul lien social durable; bref l'humanité a certainement plus besoin de **confiance** que de **concurrence**, car l'une lui assure la stabilité dont l'autre a besoin pour produire le progrès et non pas la guerre, fût-elle économique.

Mais notre famille a été victime, comme beaucoup d'autres du marketing commercial ou politique qui les a mises au service de ses mensonges. On parle de "**confiance des marchés**" qui remplacerait la confiance sociale. Manière de dire qu'on a remplacé les citoyens par les spéculateurs, que l'argent est beaucoup plus important que la société. On pourrait mettre des noms sur ces "**marchés**", mais ce serait considéré comme un viol de leur vie intime. Alors pour donner un semblant de consistance à cette "**confiance**", on a inventé des **indices de confiance**. À leur égard il vaut mieux rester méfiant, car, comme tous les autres "**indices**", ils ne reposent que sur la confiance qu'on accorde à ceux qui les fabriquent selon des recettes secrètes, en fonction de leurs intérêts. Notre famille est décidément bien mal en point ! La démocratie aussi !



Le dernier bastion qui nous reste, c'est l'esprit critique, car on se doit de n'accorder sa confiance qu'à ceux dont on a examiné en quoi ils la méritent.

Et l'on comprend alors pourquoi ceux qui gèrent notre société préfèrent échanger leur casquette à tour de rôle, n'ayant confiance qu'en eux-mêmes !

Pour M. Piot . AQS 1901.

- *Quoique célibataire, j'aime les familles nombreuses.*
- *Cela fera des soldats pour défendre vos propriétés...
... monsieur le comte !*



Le plus grec n'est pas celui que l'on pense. AQS - 1898

CHAPITRE V LES MOTS DE LA TRANSITION

ÉCONOMIE (\$) / ÉCOLOGIE (☀)

1. LE DÉBAT

\$ Alors, Madame Écologie, vous voilà installée dans le rôle de prétendante au trône que j'occupe ? Croyez-vous que vous êtes crédible ? Que vous faites le poids ?

☀ Un peu de modestie, s'il vous plaît ! Il y a à peine un siècle que je suis née, et, en plus, dans les laboratoires, et je suis déjà partout dans les rues. Laissez-moi le temps de me faire comprendre par suffisamment d'électeurs, il y en a encore beaucoup pour qui c'est un peu confus. D'autant plus que vous ne me facilitez pas les choses, en occupant toute la place, depuis les laboratoires jusqu'aux épiceries de village, que d'ailleurs vous vous occupez de ruiner. Vous avez même pollué le vocabulaire en transformant certains mots en tabous pour que personne n'ose plus même chercher le sens de **concurrence** ou de **croissance**. Vous les avez même mis à la place d'autres mots, comme **égalité** ou **démocratie**.

\$ C'est un bel éloge que vous m'offrez là : vous reconnaissez combien mon succès est universel. Le trône que j'occupe n'est-il pas trop haut pour vous ?

☀ *Esquissant un sourire ironique*, je ne vise pas un pouvoir aussi absolu et je préférerais aider à réfléchir tous ceux que vous trompez ! Vous êtes au sommet de votre gloire, mais aussi au début de son déclin. Rappelez-vous où vous en étiez un siècle après votre naissance, et même beaucoup plus tard. Car vous êtes née en Grèce vers le V^o siècle avant Jésus-Christ et, jusqu'au XVIII^o siècle de notre ère, soit pendant plus de deux mille ans, vous avez gardé le sens bien modeste "*d'administration d'un domaine rural*". Sens modeste, certes, mais en tout cas qui nous rapproche singulièrement puisque, selon la formule retenue par les agronomes du XVI^o siècle, il s'agit d'une gestion "*en bon père de famille*", qui pense à ses enfants, se préoccupe de l'avenir et cherche à améliorer sans cesse l'état de la propriété par un développement équilibré. Bref, un **paysan**, que vous avez transformé en **exploitant agricole** qui, travaillant pour l'exportation, n'a plus de cultures vivrières et se trouve soumis à toutes les spéculations mondiales, dont il dépend même pour sa propre nourriture.

§ C'est vrai, et c'est pour cela que j'occupe le trône le plus élevé de toutes les principautés. Non seulement je suis devenu principal conseiller de tous les gouvernants, mais ils sont devenus incapables de prendre une décision sans m'en référer. Autrefois ils demandaient leur avis aux astrologues, qui prétendaient transmettre les ordres de Dieu. Maintenant c'est moi qui tiens ce rôle et je leur dis que je parle au nom de la vérité scientifique, donc que ce que je dis est indiscutable. Même s'il leur arrive de douter, ils savent que je suis toute-puissante dans tous les lieux où on décide de l'avenir de la planète, chez les industriels, les financiers, et même les publicitaires, qui font et défont les réputations.

☀ C'est vrai. Mais vous savez bien, vous, que ce que vous leur dites n'est pas forcément vrai, et qu'en tout cas cela ne va pas, le plus souvent, dans le sens de l'intérêt général ?

§ Oui, et alors ? Du moment que cela va dans le sens de mon propre intérêt et de celui des gouvernants qui me consultent, n'est-ce pas l'essentiel ?

☀ Votre intérêt immédiat, certes ! Mais n'êtes-vous pas vous-même droguée à l'**ubris**, ou, si vous préférez, dans votre langage scientifique, enfermée dans un système qui fonctionne en phase et, n'étant pas régulé, s'accélère sans fin jusqu'à l'explosion inéluctable ? Car, à force d'enrichir les riches et de ruiner les pauvres, vous allez créer le chaos. En 1789 la noblesse représentait 1% de la population, et un fossé séparait leur mode de vie de celui des 99% restants. En 2010 on retrouve la même proportion à l'échelle mondiale, et grâce à vous cela ne fait que s'accroître.

§ Il n'y a pas que moi qui suis victime de l'**ubris**, si vous voulez l'appeler comme cela. Il y a aussi le **progrès**. Et celui-ci nous donne de plus en plus de moyens d'imposer notre pouvoir. Nous créons de plus en plus nous-mêmes l'information. Nous la diffusons comme nous voulons. Nous pouvons contrôler la vie de chaque individu grâce à des fichiers, des caméras, et aussi des policiers, mais je me méfie des moyens humains, qui peuvent se mettre à réfléchir au moment où vous ne vous y attendez pas, et alors là vous en perdez le contrôle. Mais mon ami le progrès, favorisé par mes décisions, produit de plus en plus de machines, et qui sont de plus en plus perfectionnées.

Il y a là un autre avantage : les hommes, sachant qu'on peut les remplacer par des machines, sont obligés d'être plus dociles et de se soumettre à toutes les obligations qu'on leur impose quand ils ont la chance d'avoir un travail, quel qu'il soit ! (un silence). Alors, vous pensez toujours que je me mets en danger ?

☀ Eh bien oui, d'autant plus que vous restez complètement aveugle en ce qui concerne les conséquences de vos actes. Et surtout je pense que vous faites courir un terrible danger à toute l'humanité.

§ Diable ! Expliquez-moi ça !

☀ Volontiers, tout simplement en reprenant l'histoire de votre famille. Vous êtes née "*économie domestique*" et vous l'êtes restée, donc, jusqu'au XVIII^e siècle. Et là vous êtes devenue "*économie politique*". Et c'est là que tout se met à changer, que vous avez perdu le sens des multiples équilibres que vous deviez ménager quotidiennement, entre les humains vivant sur le même domaine, entre eux et la nature qu'ils cultivaient et qui les nourrissait. En changeant d'échelle, tout est modifié : il ne s'agit plus de **nourrir** une collectivité, mais de **produire de l'argent** pour s'inscrire dans un système d'échanges. L'argent devient alors, à la place de la nature, l'instrument de mesure universel, évacuant la naissance (pour la noblesse) ou le mérite (compétence ou dévouement). La cupidité peut se donner libre cours, seul le résultat compte. Et ce résultat, on le veut immédiat. Plus besoin d'agriculteurs soucieux de l'entretien de leurs terres pour leurs enfants, il faut que la terre rapporte le plus possible et le plus vite possible. On évoque l'avenir seulement pour faire rêver et s'impose peu à peu l'idée qu'il résoudra nécessairement tous les problèmes qu'on a posés en bouleversant certains équilibres naturels.

§ Bien sûr, mais c'est à ce prix-là, en développant les productions, en facilitant les échanges, qu'on a complètement changé la condition humaine : finies les famines, les épidémies.

☀ Et aussi bonjour le retour de l'esclavage, bonjour les guerres mondiales particulièrement meurtrières, les camps de concentration à l'échelle industrielle, et même bonjour le retour des grandes famines !

§ Quel festival! Vous n'avez pas l'impression d'exagérer un peu ?

☀ Certainement pas! Les guerres, les camps, ont tué des millions de gens grâce à une organisation industrielle, beaucoup plus **rationnelle** que les petites guerres de jadis, avec leurs mercenaires et leurs pauvres diables qui s'engageaient parce qu'ils ne trouvaient pas de place dans la société. C'est devenu la **rationalité** économique mise au service de la sauvagerie. Je dis bien **économique** parce que c'est une solution radicale au problème de la vente : elle est assurée sans qu'il soit nécessaire de chercher des clients. Vendre aux états, c'est le rêve de toutes les grandes firmes, même en temps de paix, et même si les patrons n'arrêtent pas de dénigrer tout ce qui relève de l'état. Quand le privé s'enrichit par les marchés publics, il n'est pas surprenant que les guerres, comme les camps de concentration, aient profité à quelques grandes firmes privées... auxquelles on a toujours oublié de demander des comptes!

§ Mais si cela marche, c'est bien qu'il y a des millions de gens qui sont d'accord!

☀ Eh oui, il suffit de leur faire découvrir des ennemis : c'est le rôle des informations dites "*patriotiques*". Et tout cela marche avec votre complicité. C'est extraordinaire de voir qu'avec les gaspillages qu'occasionnent toutes les guerres, il n'est jamais question de déficits publics, quelles que soient les dépenses. En plus, en soumettant les populations à la concurrence permanente, vous les entretenez dans une agressivité à l'égard de tout ce qui les entoure : on a vite fait d'un voisin un étranger, et d'un étranger un ennemi! Vous êtes victime de l'ivresse du pouvoir. L'**ubris**, toujours l'**ubris**. Quand vous vous occupiez d'économie domestique, vous aviez sous les yeux, concrètement, le résultat de vos décisions. Très concrètement vous pouviez constater si votre gestion accroissait les rendements, améliorait les terres. Dès que vous ne vous êtes plus préoccupée que des échanges et de l'argent qu'ils rapportaient, vous avez perdu le contact avec la réalité, et surtout avec la vie des hommes, qui en dépendait. Petit à petit vous en êtes venue à construire des modèles où tout pouvait - *du moins l'avez-vous cru* - être calculé de manière rationnelle : achats, ventes, organisation de la production ; où la nature n'avait qu'à vous fournir les matières premières, subir toutes les interventions chimiques et mécaniques que vous lui infligiez,

puis vous débarrasser de vos déchets. Le seul facteur d'incertitude, c'était l'homme : l'ouvrier, le client. L'ouvrier, il suffisait de le soumettre, et vous disposiez déjà de dirigeants au savoir-faire ancestral, ayant toujours eu des domestiques, des employés, voire des esclaves. Vous étiez aussi bien aidée par le progrès, qui vous fournissait sans cesse de nouvelles machines pour le remplacer, et, s'il osait se révolter, comme les canuts l'ont fait, vous aviez de quoi le remettre à sa place, et même lui prouver que sa révolte n'était pas justifiable, car "*on n'arrête pas le progrès*", comme l'enseignaient les bons ouvrages de morale eux-mêmes. Il le fallait bien, puisque le premier commandement de votre nouveau catéchisme était : "*par la concurrence tu t'imposeras*". Et, cet article, vous l'avez encore renforcé depuis, en l'étendant au monde entier, votre catéchisme étant la base de la **mondialisation**.

Pour le client c'était un peu plus délicat, car le dilemme est toujours là : comment payer le salarié le moins cher possible et en même temps trouver des clients qui paient le plus cher possible ? Alors chacun dans son coin s'efforce de baisser les salaires, tout en faisant brûler des cierges pour que d'autres paient des salaires plus élevés. Ajoutons un peu de publicité pour convaincre les éventuels clients que mon produit est indispensable et meilleur que celui des concurrents. Mais le **progrès**, qu'on ne peut toujours pas arrêter, va de plus en plus vite, et ce genre de solution ne peut pas durer bien longtemps. Alors vous avez trouvé la solution miraculeuse : le crédit. Certes il faudra toujours payer un jour, et un peu plus cher. Une solution permettrait à ce système de durer plus longtemps : la suppression périodique des dettes. Mais les financiers, auxquels vous venez de donner un nouveau pouvoir grâce au crédit, préfèrent de beaucoup continuer d'accroître leur capital avec les intérêts qu'ils perçoivent. Tout cela mène forcément au moment où il faudra soit refuser le crédit à des clients trop endettés, soit camoufler ces crédits peu fiables dans des produits assez complexes et vendre ceux-ci à d'autres. C'est évidemment cette solution géniale que vous avez élaborée avec eux.

Et quand est arrivé le jour - *parfaitement prévisible* - où des trous énormes sont apparus dans les caisses des financiers qui prêtaient toujours, il leur a suffi de se retourner vers les états, qui ont alors fait payer ces dettes par les citoyens aux revenus modestes. C'est la solidarité obligatoire des pauvres envers les riches.

Mais c'est aussi autre chose : quand on parle de "*guerre économique*" vous dites qu'elle se déroule entre les entreprises, puis, comme ce sont elles, dites-vous, qui entretiennent les états, entre états eux-mêmes. Mais vous nous mentez, et cela ressemble beaucoup aux guerres traditionnelles où ce sont des millions de fantassins ou même de civils qui donnent leur vie. C'est plutôt une guerre des riches - qui n'aiment pas, eux, être solidaires des pauvres, et qu'on ne force jamais à le faire - contre tous ceux qui n'ont pas de capital. La solution trouvée est moins miraculeuse qu'elle ne paraissait, car elle repose sur l'introduction du chaos dans un système qui se prétend toujours rationnel. En mettant la concurrence à la place de l'égalité elle crée des inégalités de plus en plus considérables. À leur tour, celles-ci mettent en cause la liberté. Vous dites que vous défendez celle-ci, parce qu'elle est indispensable aux affaires ; mais on ne parle pas de la même chose, puisque parmi les pays où les affaires se portent très bien il y en a où les citoyens ne disposent d'aucune liberté. La liberté de penser et d'exprimer sa pensée, qui est la liberté du citoyen est forcément inégalement répartie quand il y a de trop grandes inégalités. C'est donc la **démocratie** que vous mettez en danger, car pour ce qui est de la fraternité, la loi de la concurrence s'en moque bien !

§ Mais dites donc, si vous aviez raison, comment expliquez-vous que le niveau de vie ait augmenté pendant si longtemps pour tant de gens ?

☀ Parce qu'il y a eu des luttes sociales. Parce que le système démocratique vous a obligé à imposer certaines limites à la concurrence : des services publics, des coopératives, des mutuelles. Tout ce que vous essayez de démolir pour continuer d'enrichir ceux qui ont déjà la sollicitude des états et la soumission des citoyens que l'on traite à la Romaine : du pain (mais pas trop) et du cirque (le plus possible). Vous voyez, vous n'êtes pas aussi moderne que vous voudriez nous le faire croire ! Comme on est beaucoup plus riches que la Rome de l'Antiquité, on a élargi le domaine social, mais si on ne maintient pas ce niveau de relative égalité, on compromettra tout ce qui maintient une certaine paix sociale.

§ Vous voyez bien que vous reconnaissez que, grâce en particulier à moi, le progrès a aussi beaucoup apporté au plus grand nombre, les congés, les droits de l'homme, l'instruction, etc.

☀ Bien sûr que je le reconnais. Mais si j'ai des reproches à vous faire c'est parce que, maintenant, vous êtes tombée sous la coupe de l'ubris, ce qui vous fait croire que vous avez toujours raison et qu'il n'y a que vos recettes qui marchent.

§ Mais enfin, à vous entendre on pourrait croire qu'il n'y a aucune régulation ! La concurrence est cependant là pour ça.

☀ À condition qu'elle soit elle-même régulée.

§ Mais elle l'est, il y a des règles, il y a les droits de l'homme, le droit du travail.

☀ Ah bon! Mais alors pourquoi n'en parle t'on jamais quand on délocalise, et de moins en moins même dans les pays les plus développés? Pourquoi joue-t-on sur les différences juridiques d'un pays à l'autre sans jamais chercher, puisqu'on mondialise, à rapprocher les législations ou au moins à en tenir compte dans les accords commerciaux? Et puis vous savez comme moi que toutes les règles d'une concurrence saine n'existent que dans l'enseignement de l'économie dans les universités. Dans la pratique elles seraient si difficiles à appliquer qu'il faudrait des contrôles nombreux et rigoureux, alors que c'est l'inverse qui se passe: la **déréglementation** est jugée tellement indispensable qu'on renonce même à appliquer les règlements existants. On dit beaucoup de mal des paradis fiscaux, qui dérèglent l'économie mondiale, mais on se garde bien d'y toucher; au contraire même, chacun ne rêve que d'en créer quelques-uns, tant ils sont indispensables à votre fonctionnement, parce qu'ils permettent à tous les plus riches de payer des impôts bien plus légers en pourcentage des revenus que les pauvres. Le travail est plus lourdement taxé que le capital, et on oublie de le dire, lui reprochant au contraire de coûter trop cher et de rendre la concurrence plus difficile. Alors, pour y remédier sans faire payer plus d'impôts au capital, on supprime les services publics, qui sont, dit-on, une charge pour l'État. On fait comme si ceux-ci ne servaient à rien et, dans le même temps, on se vante d'avoir d'excellents services publics, ce qui est vrai, et ce qui constitue un attrait pour les entreprises dont le fonctionnement est ainsi facilité. Mais j'arrêterai là, parce que je n'ai pas envie de me plonger plus loin dans vos contradictions, que vous dissimulez par des mensonges.

§ Parce que vous, vous avez des solutions meilleures à proposer ?

☀ Je ne sais pas, mais en tout cas j'aimerais bien nous éviter cette course à l'abîme dans laquelle vous nous avez engagés et qui s'accélère de plus en plus à mesure que vous inventez de nouvelles solutions pour que les pauvres continuent à enrichir les riches. Alors je crois que j'aurais quelques idées à proposer pour échapper à toutes ces impasses.

§ *D'un ton moqueur.* Alors il faut vite nous les donner, ces idées.

☀ *Sur le même ton.* C'est ce que je vais faire, et, en plus, sans vous faire payer de droits d'auteur, pour ne pas me faire prendre à votre propre système. Tout d'abord, débarrassez-vous de l'**ubris**, car elle vous aveugle en vous faisant croire qu'il existe des choses, comme la **croissance** ou la **richesse** qui peuvent se développer sans limites. Ma naissance m'a protégé contre une telle crédulité, parce que je suis née dans les laboratoires avec l'étude des **interactions** entre tous les êtres vivants et entre eux et le milieu naturel dans lequel ils vivent. Nous sommes à l'opposé même des explications mécaniques qu'on applique même à l'homme quand on néglige les interactions des organes entre eux pour ne s'occuper que de telle ou telle partie du corps. Notre objectif paraît bien modeste et le vôtre, par comparaison, fort ambitieux, puisque vous envisagez d'aller coloniser l'univers alors que l'humanité ignore la quasi-totalité de ses interactions avec une planète où la vie est partout. Habités à étudier d'emblée la complexité des systèmes, nous nous effrayons de voir avec quelle facilité vous poursuivez la destruction de notre terre, sous prétexte que nous devrions en être les seigneurs. Vous concevez décidément le pouvoir d'une manière plus primitive que nos ancêtres les plus primitifs qui, eux, connaissait leur environnement bien mieux que nous, ce qui leur a permis de survivre dans des conditions où nous serions bien en peine de subsister. Vous concevez tous les pouvoirs sur le modèle du patron tout-puissant, au point de vouloir transformer sur ce modèle-là même les présidents d'université ou les proviseurs de lycée : vous n'avez même pas compris que la culture était un partage et que chaque fois qu'on a affaire à des humains, surtout lorsqu'il s'agit de les aider à penser, c'était si compliqué qu'il était dangereux de ne se fier qu'à une seule personne, qui risque toujours de reproduire son propre modèle.

§ Bon, abrégeons! Quel avenir vous proposez à l'humanité? Nous, nous avons un projet exaltant : la conquête de l'univers.

☀ L'ubris, une fois de plus. Et vous traiterez l'univers comme vous avez traité la terre, en commençant à le détruire avant même de le connaître? À ce train-là, vous aurez détruit l'humanité avant même d'avoir conquis n'importe quelle autre planète! Vous nous promettez un avenir aussi réjouissant qu'une guerre atomique!

§ Dites-nous vite quel avenir vous nous proposez! Vous pensez nourrir tous les humains, alors qu'ils sont de plus en plus nombreux et que vous refusez l'agriculture intensive?

☀ Justement! Ce n'est pas en empoisonnant la terre que vous les nourrirez. C'est en étudiant plus sérieusement les organismes vivants qu'on pourra trouver des modes de culture plus équilibrés, donnant des produits plus riches. C'est en intervenant en connaissance de cause sur les interactions que nous protégerons et développerons nos récoltes. Et non pas en les matraquant à coup de poisons ou en leur injectant des gènes dont on ignore complètement ce qu'ils deviendront une fois introduits dans la chaîne alimentaire. Et nous ne ferons pas cela à coup d'équations incompréhensibles qui amusent les repus et condamnent les démunis!

§ Ah oui, et que feriez-vous?

☀ Exactement le contraire! Avant de prendre des décisions péremptoires qui concernent tout le monde et qu'on applique de force, sans consulter même un seul des concernés, nous nous informerions en détail. Avec vous il y a des tas d'études sérieuses qui existent, mais qui n'aboutissent à rien parce qu'elles n'intéressent pas les décideurs. Ils n'ont pas le temps de s'informer et se contentent de s'entourer de conseillers, voire de commissions où ils casent leurs amis sans vraiment se préoccuper de leurs compétences. Pour nous, cerner le problème cela veut dire, et c'est urgent, prendre en compte toutes les conséquences que les décisions ont sur la nature, non pas pour ouvrir à la spéculation un nouveau marché, comme celui du carbone, mais pour peser les avantages et les inconvénients pour le bien public et la sauvegarde de la nature.

Cela fait appel à des connaissances très variées et qui existent déjà en partie, mais qui ne vous intéressent pas, tout simplement parce qu'elles risqueraient de remettre en cause des choix industriels déjà opérés par vos " *experts* " omniscients.

Pour nous il est essentiel de consulter aussi ceux qui sont sur le terrain et qui connaissent les conditions concrètes de la mise en œuvre. Vous ne le savez peut-être pas, mais dans le théâtre moderne, par exemple, on ne tient plus toujours compte de la séparation entre le plateau et les coulisses. Eh bien il est dommage que l'exemple n'ait pas été suivi un peu partout, dans les usines ou les lieux de pouvoir. Car c'est là qu'il y a beaucoup de choses à cacher, secrets industriels ou politiques. Et cela manque bien à l'instruction des citoyens que nous sommes. Les ouvriers et les secrétaires savent beaucoup de choses que même les journalistes un peu courageux ne dévoilent pas toujours. D'ailleurs **secrétaire**, cela désigne celui ou celle qui connaît beaucoup de **secrets**. Mais il est évident qu'on préfère parler de transparence plutôt que de la pratiquer. Pourtant il vaudrait mieux être près des réalités concrètes et quotidiennes que des modèles idéologiques camouflés dans une rhétorique qui se prétend scientifique alors qu'elle s'est seulement enveloppée dans un déguisement mathématique.

Vous voyez que notre projet n'est pas très compliqué, il implique seulement le recours à un peu de bon sens. Mais par contre il impose une autre manière de gouverner, et cela, ni vous ni vos adeptes vous ne savez le faire. Et c'est là qu'est la difficulté pour tout le monde. Elle est d'autant plus grande que vous pratiquez une culture du **chef** omniscient qui convient très bien à tous les ambitieux. Pour nous au contraire ce devrait être un **leader** qui entraîne une équipe.

§ Mais vous ne pourrez rien faire. Chacun aura un avis différent, et il sera impossible de prendre la moindre décision. D'ailleurs on le voit déjà chez vos adeptes lorsqu'ils se lancent en politique !

☀ Vous avez raison. Ce n'est pas simple, car il faut définir des règles et surtout les appliquer honnêtement, au lieu de faire des lois sans jamais prendre les décrets d'application. Il y a donc toute une éducation à faire, tout particulièrement pour tous ceux qui aspirent au pouvoir : apprendre à respecter et écouter ceux qui ont un avis différent, engager un dialogue qui porte sur les problèmes et non pas sur les slogans ; car le dialogue, c'est un échange d'arguments et non pas d'invectives.

C'est quand même inquiétant de voir que nos dirigeants ne savent même pas faire ce que font les lycéens quand leur professeur organise et régularise un débat : aucun interview n'est en général aussi honnête et intéressant.

§ Mais vous êtes dans l'utopie !

☀ Tout à fait, et c'est dommage, car c'est l'un des moyens pour les hommes politiques de susciter le respect au lieu de la dérision. C'est vraiment navrant, car après plus de deux siècles de démocraties plus ou moins approximatives, on en est à payer des publicitaires pour qu'ils donnent les "trucs" d'une communication qui méprise complètement les citoyens; il serait temps de progresser un peu pour que chacun participe aux responsabilités politiques. Vous devriez comprendre qu'on ne peut pas continuer à confier le sort de la planète à quelques individus qui ne sont ni plus intelligents ni plus dévoués que les autres, mais plus **ambitieux**, plus **avides de pouvoir**. Le citoyen de base a toutes les raisons de se méfier de celui qui lui dit "*je me dévoue pour la France*" et qui court après les privilèges.

§ Mais il ne peut pas faire autrement s'il veut réussir !

☀ C'est le mérite de la démocratie que d'essayer d'équilibrer les pouvoirs en les amenant à se limiter les uns les autres. Mais c'est l'habileté des politiques que de contourner toutes ces limites en prétendant que la politique est un métier, et un métier difficile, donc qu'il faut le réserver à une élite et que chaque dirigeant doit passer toute sa vie dans les sphères dirigeantes. On en a pourtant vu plus d'un qui était incompétent et qui, passant d'un ministère à l'autre, ce qui supposerait qu'il soit 'omnicompétent', continuait d'exercer son incompétence sans jamais se remettre en cause, bien sûr. Il vaudrait mieux avoir des responsables capables de mobiliser des compétences autour d'eux et de retourner éventuellement à la base, pour vivre un peu la même réalité que ceux qu' ils prétendent représenter.

§ Et vous croyez que cette race-là existe ?

☀ Bien sûr! Elle est évidemment l'exception au niveau des postes les plus élevés. Mais on pourrait au moins leur demander de rendre compte régulièrement à leurs électeurs de ce qu'ils font et pourquoi ils le font. Il n'y en a pas beaucoup qui le font, mais quand il y en a un, il est suspecté de trahison par les autres, donc vite écarté du pouvoir... mais salué comme un saint lorsqu'il meurt.

Je pense évidemment à quelqu'un comme Mendès-France, parce que son cas est caractéristique : ceux qui lui avaient confié le pouvoir après avoir créé une situation qui leur échappait totalement (la guerre d'Indochine) l'en ont chassé dès que le problème a été réglé, mais maintenant sont unanimes à chanter ses louanges parce qu'il a été le seul à prendre des engagements précis, fixer des dates précises et à venir en rendre compte toutes les semaines devant les citoyens, à la radio. Il violait la '*loi du milieu*', qui est de reconnaître que ce devrait être le comportement normal d'un politicien, mais dans le même temps de faire le contraire, sous prétexte que le secret est indispensable. Il n'a jamais violé les secrets diplomatiques ou autres, qui sont peut-être utiles, mais il a fait pire : il a montré que ce n'était pas une utopie, comme on le dit, mais la mise en oeuvre même de la démocratie. Car l'utopie, pour vous, c'est ce qui ne peut pas se réaliser. Et dans ce cas c'est la démocratie elle-même qui est une **utopie**, donc ce ne serait pas la peine d'essayer!

§ Mais moi je ne m'occupe que d'économie et vous me faites endosser des responsabilités politiques!

☀ Et pour cause! Car maintenant, plus que jamais, c'est vous qui tirez les ficelles partout dans le monde, puisqu'il n'est plus question des idéaux de la **démocratie**, mais la **concurrence** régente tout. Inutile d'essayer de distinguer la **politique** de l'**économie** puisque, depuis des années, les hommes politiques abandonnent peu à peu à l'économie tous leurs domaines d'intervention en ouvrant aux marchés même les secteurs indispensables au fonctionnement de l'état. Ils ne sont là que pour faciliter l'enrichissement de quelques grandes entreprises. L'argent public sert de moins en moins l'intérêt général, et de plus en plus la "*communication*" qui n'est le plus souvent que propagande. Vous faites des hommes politiques des marionnettes dont le seul rôle est de maintenir autant que faire se peut les apparences de la démocratie. Maquillés et costumés, ils occupent la scène pendant que dans les coulisses les multinationales démolissent les décors. Les électeurs deviennent des sujets dont l'avis ne compte que s'il est conforme à ce que l'on souhaite.

Quand les Français ont voté contre le traité de Lisbonne, il a suffi au chef suprême de mobiliser son armée de figurants du parlement pour que le vote disparaisse dans la corbeille à papier. La démocratie représentative est devenue une simple représentation de la démocratie par quelques marionnettes qui prennent la place du public.

Cependant je n'oublie pas l'objection que vous m'avez faite! Oui, je connais des centaines de milliers de gens qui exercent des responsabilités sociales sans en faire leur métier. C'est ce qu'on appelle les bénévoles; ils ne cherchent aucun pouvoir, mais c'est quand même grâce à eux que la société n'implose pas, car ils se chargent de tous les services que la concurrence détruit. Je vous rappelle que la **concurrence**, pendant des siècles c'était la **rencontre**, et cela pouvait supposer aussi bien la solidarité que la rivalité. C'est votre toute-puissance qui a amputé le mot d'une partie essentielle de son sens.

§ Nous y revoilà! Décidément vous êtes allergique à tout concept scientifique!

☀ Oui, lorsque ce concept est lui-même tombé sous les charmes de l'**ubris**! Car vous oubliez alors qu'une société qui n'obéirait qu'à la rivalité est tout simplement impossible, car ce serait le chaos. Du coup vous préférez snober les sociologues quand ils vous rappellent que si vous aviez tout le pouvoir – *et vous vous y employez en supprimant le secteur public pour en faire un secteur marchand* - ce serait pire que la loi de la jungle, car même dans la loi de la jungle il y a de la solidarité, il y a des limites que l'instinct lui-même impose, bref il y a quantité d'équilibres. Aussi peut-elle durer longtemps alors que votre loi de la concurrence supprime tous les équilibres, ce qui crée de multiples insécurités. Vous prétendez les combattre... en instituant la concurrence là où elle n'existait pas, dans l'éducation ou le maintien de l'ordre, par exemple.

§ Vous m'attaquez sur l'usage que les dirigeants font des connaissances que je leur apporte. Mais l'économie c'est d'abord une science!

☀ Mais l'écologie aussi, c'est une science! Nous sommes même nées dans les laboratoires. À peu près à la même époque que vous, puisque vous n'êtes devenue un savoir universitaire qu'au moment où les **sciences humaines** lorgnant sur le prestige des **sciences exactes**,

ont inventé le structuralisme pour être un peu plus rigoureuses, mais aussi pour acquérir, de manière souvent très superficielle, un peu du prestige des mathématiques. Vous vous êtes alors libérée de la tutelle des géographes, qui étudiaient les réalisations humaines en rapport avec la nature (climat, terre, populations). Ces gêneurs mis de côté, vous avez coupé les contacts avec toutes ces réalités matérielles et vous avez créé des équations de plus en plus compliquées, avec plein d'inconnues mathématiques. Vous en avez alors poussé l'usage jusqu'à l'absurde, jusqu'aux produits dérivés financiers, dans lesquels il n'était plus question de marchandises, mais d'**argent virtuel**; vous avez là oublié la leçon que vous aviez apprise à l'école primaire : "*on ne mélange pas n'importe quoi avec n'importe quoi, sinon on ne sait plus de quoi on parle!*". Devenus ainsi très savants, vous avez coupé toute relation avec le concret, laissant le soin aux enseignants du secondaire de s'occuper de ces détails en confiant à leurs élèves des enquêtes sur le terrain, les quartiers, les entreprises. Vous en êtes maintenant à la dernière étape de votre triomphe : supprimer cet enseignement dans le secondaire pour faire enfin disparaître ce contact avec le réel. Vous êtes des prestidigitateurs, pas des scientifiques !

§ Mais la science ne s'occupe pas des détails concrets, qui ne sont que des accidents. Elle s'intéresse aux théories, aux lois générales, elle ne se contente pas d'observer les plantes et les petites bêtes !

☀ ... Et c'est comme cela qu'elle remplace la réalité par son idéologie ! Vous n'avez pas l'impression de laisser de côté une part essentielle de la réalité : le contenu du travail, du chômage, des conditions de vie ? C'est ce que vous appelez des détails, et qui constitue l'essentiel de la vie de tout le monde, et c'est cela qui m'intéresse. Vous êtes devenue incapable de faire la liaison entre vos théories générales et cette réalité, parce que la nature a des lois bien plus compliquées que vos théories, mais qui ne vous intéressent pas parce que vous défendez des intérêts tout différents.

§ Et vous prétendez les connaître, vous, ces lois ?

☀ Oh non ! Mais nous avons une autre conception de la connaissance : celle du savoir.

Et cela change tout, d'abord cela nous libère de l'**ubris**, peut-être parce que nous ne méprisons pas les différents savoirs populaires, alors que la science telle que vous la concevez ne peut être qu'ésotérique, qu'elle cherche en outre à **dominer** le monde, alors que notre seule ambition est de le **comprendre**. Ce qui nous intéresse ce n'est pas la loi générale qu'on ne dégage qu'en écartant tous les éléments du contexte, mais au contraire ce contexte même, qui crée des réseaux d'interaction. Dans une usine vous ne voyez que le chiffre d'affaires et les bénéfices, et nous voyons, nous, la vie des ouvriers et de leur famille, l'influence sur la nature des prélèvements de matières premières, des transports, des rejets. Vous voyez bien qu'il y a de la place pour beaucoup de questions que vous n'avez pas envie de vous poser !

§ Bien sûr, mais vous oubliez l'essentiel : trouver des capitaux, des fournisseurs, des clients.

☀ C'est l'essentiel pour l'entrepreneur dans le milieu économique où il gère son entreprise, mais au stade atteint maintenant par l'industrie il serait temps qu'il puisse prendre en compte tous les impacts sur la nature et la société de l'activité qu'il développe. En ne se préoccupant que de ce qui a un rapport avec l'argent, il produit une image de la société qui n'est qu'une caricature imposée par la règle de la concurrence. Il n'est pas étonnant dès lors que la démocratie s'arrête à la porte des usines. Et comme l'**ubris** impose sa loi partout dans ce modèle, il y a vraiment de quoi être inquiet. Car plus un dirigeant a de pouvoir plus il oublie de rester modeste, plus il est ignorant plus il est avide de pouvoir.

§ Je ne suis pas inquiète, moi, parce que dans nos sociétés il existe des moyens d'éviter d'aller trop loin. On n'est plus au XIX^e siècle : il y a des aides de l'état, une solidarité. Nous savons tous que le propre de la civilisation c'est de protéger les plus faibles, ceux que la nature ou la société ont défavorisés.

☀ On n'est plus au XIX^e siècle, dites-vous. Mais ce que le XX^e siècle a construit, péniblement, lentement, justement pour protéger les plus faibles, vous vous acharnez à le démanteler sous prétexte que ce sont des obstacles à la **libre concurrence**, car la liberté de la concurrence vous préoccupe plus que celle des individus.

C'est pour cela que je dis que l'**ubris** emporte tout. Tout le monde se plaint que les financiers courent après des profits démesurés, indécents parce qu'ils finissent toujours par être payés par le travail des plus modestes. C'est typiquement le danger de l'**ubris**, la folie du démesuré: ces excès ont provoqué une crise, justement parce qu'on se heurte à des limites qu'on refuse de reconnaître. Alors on recommence comme avant, tout en prédisant une nouvelle crise. Comme on l'a fait à la veille des deux grandes guerres mondiales: on prédit que cela va arriver, mais personne ne fait rien, on est comme fasciné par le danger. Pourtant on a identifié les mécanismes en jeu, mais on reste incapable d'imaginer une solution parce qu'elle supposerait qu'on change les règles du jeu, qu'on cesse de se laisser guider par l'**ubris**. Alors, imaginez ce qui peut arriver avec des technologies biologiques qui modifieront les milieux vitaux dont on ne sait pas grand-chose!

\$ Vous êtes bien pessimiste! Pourtant l'humanité s'est déjà sortie de nombre de crises!

☀ Elle avait moins de puissance. Et malgré cela, ces crises, elle les a payées de plus en plus cher. Vous accepteriez que pour en sortir on soit obligés d'accepter des dégâts pires que ceux de la dernière guerre mondiale? Ce n'est pas très réjouissant!



Mais, mon cher monsieur avec mes mines, mes usines, j'ai tué plus de monde qu'un général ... et ça rapporte davantage. H. Paul 1897

2. L'INFORMATION

C'est l'un des piliers de la démocratie, et même le principal, avec, en association, l'éducation et l'instruction conçues comme formation et développement de l'être humain.

L'information, c'est littéralement " *la mise en forme* ". Pourquoi mettre en forme ? Parce que c'est la forme, qui est une construction par le langage, qui donne un sens au monde qui nous entoure. Quoi mettre en forme ? Tout, car **tout peut recevoir un sens**, ou, plus exactement, parce que l'homme s'est donné un langage qui lui est propre, pour donner un sens à tout ce qu'il rencontre, une idée, une réflexion, un objet, un être, un événement, un acte, etc. C'est le moyen qu'il a trouvé pour se faire des représentations du réel et ainsi pouvoir tenter de le comprendre. On a essayé de mesurer l'information en " *bits* ", dont chacun serait la réponse à une question fermée (réponse par oui ou non). C'est très commode en informatique, mais peu utilisable dans la vie quotidienne, où chacun dispose au préalable d'un savoir qui lui est propre et se pose des questions qui lui sont souvent propres. Cette approche ne fait que renvoyer le problème à l'art de formuler des questions. C'est d'ailleurs ce qui se passe dans la société : un journaliste peut considérer qu'il délivre une information dès lors qu'il a mis en forme (récit, dialogue, description, maxime, etc.) ce qu'il voulait dire ou raconter, même s'il s'agit d'une accumulation de banalités sans intérêt, comme souvent dans les " *radios trottoir* ". Le lecteur garde " *théoriquement* " le droit de considérer qu'il ne s'agit pas d'une information (comme dans les sondages d'opinion, où personne n'est en principe obligé de penser comme la majorité) ou d'une information importante ou inutile. Car, dans l'usage quotidien, souvent ce qu'on appelle **information** est en réalité une **distraction** (qui attire l'attention sur ce qui n'a aucune espèce d'importance), c'est-à-dire exactement le contraire de l'information.

Cette forme " *d'information-spectacle* " constitue même l'essentiel de ce que notre société appelle " *information* " .

Alors, pour mieux cerner le sujet dont nous nous occupons ici, il faut bien préciser le fonctionnement de ce que, conservant son sens au mot lui-même, nous considérons comme "*information*". Le premier parti pris, c'est de considérer qu'il y a information dès que nous apprenons quelque chose sur l'une des trois dimensions de l'homme : l'être **humain**, le **citoyen** (membre d'une collectivité concrète) le **professionnel** (son intégration sociale par l'activité économique).

Sous ces trois rubriques, on peut regrouper à peu près les trois champs de connaissances qui concernent l'homme : la **curiosité universelle** (sciences, arts, techniques) entre dans la première catégorie, l'engagement social et le respect d'autrui dans la deuxième, et tout ce qui procure les moyens de subsister en société dans la troisième. Ce classement permet de faire ressortir pourquoi les gouvernants des sociétés modernes sous-estiment largement les deux premières catégories dans la formation, pour mettre l'accent sur la profession, car, à travers l'**argent** et les **titres** c'est la troisième qui assure la permanence de l'**organisation hiérarchique** de la société. Ce sont eux qui jouent le rôle que joue la naissance dans les sociétés traditionnelles. C'est le rejet de l'**éthique**, une réflexion qui peut remettre en cause les comportements individuels (première catégorie) et sociaux (deuxième catégorie), et qui permet normalement, dans une société démocratique, de progresser vers un idéal essayant de relier épanouissement personnel et ordre social.

On voit alors pourquoi les "*cafés-philos*" ont tant de succès, restituant à chacun le pouvoir de chercher un sens à sa propre existence, et à tout ce qui l'entoure, nature et culture. En opposition à cette recherche d'information et de réflexions, la **distraction** garde son sens originel : elle permet de négliger et d'oublier de **penser**. Elle est le contraire de l'**information**. Loin de chercher à donner forme et sens à la réalité, elle s'efforce d'y échapper : **s'éclater** est le maître mot, alors que se **recentrer** serait celui de l'information.

La technique étant chargée d'apporter une solution à tous les problèmes, c'est la drogue qui est parfois chargée de fournir cette évasion loin du réel. Sans doute l'homme a-t-il besoin d'alterner évasion et concentration, mais c'est aussi le type de société qui est en cause, en restreignant l'horizon à l'alternance **professionnalisation/distraction**, interdisant ainsi de rechercher l'accomplissement de chacun dans une réflexion humaniste qui le concernerait lui, ses semblables, son environnement. L'horizon de chacun n'est plus que de s'adapter en permanence à des conditions perpétuellement changeantes - la précarité est devenue la condition nécessaire du "*progrès économique*" -.

La société telle qu'elle est, même si elle prétend évoluer sans cesse, ne doit pas remettre en cause les hiérarchies sociales (celle des valeurs : la **concurrence** - celle des "*élites*" autoproclamées, qui se répartissent argent et pouvoirs). Tout cela reste organisé largement au **détriment de l'être humain et du citoyen**. Cette remarque amène à constater que, contrairement aux pratiques sociales d'une société centrée sur l'argent, l'information la plus importante n'est pas l'information professionnelle, qui restreint considérablement la portée de la réflexion.

"L'homo oeconomicus" est une caricature de *"l'homo sapiens"*, loin du citoyen éclairé d'une société démocratique.

Dans la société actuelle cette inversion des valeurs donne donc beaucoup plus d'importance au seul critère que reconnaissent tous les classements internationaux concernant, par exemple les universités, puisque le classement de Shanghai, ce véritable Nobel des Universités, cette référence universelle, tient d'abord compte de la réussite professionnelle des anciens étudiants. Une spectaculaire régression par rapport même aux Universités du Moyen-Âge qui, bien que sous direction religieuse et non pas scientifique, avaient l'ambition de regrouper toutes les connaissances, toutes les disciplines. La vision professionnelle se réduit à former l'homme comme un outil soumis à des robots qui, eux, sont tenus au courant de tous les progrès techniques. Curieuse "*victoire*" de l'homme sur la matière !

La formation technique peut être la porte d'entrée à une culture humaine lorsqu'il s'agit par exemple de la formation des Compagnons du Tour de France, qui, de région en région, apprennent à la fois les contacts humains et la diversité des techniques de leur métier. Mais avec les machines dites "*intelligentes*", c'est la machine qu'on instruit, et l'homme, devenu son serviteur, ne doit surtout pas se poser de questions : quelle est l'utilité de l'objet dont il fabrique un élément ? Comment le rendre plus solide, plus fiable ? (*et non comment le rendre irréparable ?*) Pour le fabriquer depuis la matière première, quelles sont les opérations successives ? Toutes ces questions participeraient à la formation humaine et citoyenne. Mais la règle est absolue : le commerce est plus important que la production, donc le "*faire-savoir*" passe bien avant le "*savoir-faire*". Chercher un emploi c'est répondre à la question "*comment se faire embaucher ?*", et non pas "*suis-je apte ?*", ce qui revient à se mettre sur le marché comme une marchandise ! mais par rapport à un client exigeant. La rhétorique du curriculum vitae exige du candidat une soumission complète au conformisme social.

Ayant choisi dès le départ une vision humaniste de l'information, nous avons relativisé la vision économiste. Elle est primordiale dans une société qui ne reconnaît que l'**argent** comme valeur suprême et la **compétitivité** comme moteur du progrès. Mais elle change le sens du mot **information** pour en faire un instrument de la **distraction**. Alors revenons au sens du mot, pour lui redonner l'importance qu'il a dans la formation humaine : il s'agit donc d'une "*mise en forme*", qui comporte deux éléments : l'objet à mettre en forme, et la forme qu'on lui donne par rapport à l'**individu** et la **société**.

En ce qui concerne l'objet à mettre en forme, le matériau le plus brut est ce nous voyons et entendons, un événement, par exemple. On a tendance à user de facilité et à proclamer que tel moment est "*historique*". C'est un abus de langage qui relève plus du marketing médiatique que de l'histoire elle-même. Car, appliquée à une cérémonie ou même à un événement que l'on croit important pour le déroulement de l'Histoire, cette désignation correspond plutôt à l'importance que l'on **veut lui donner**. Un historien contemporain, Paul Veyne, dit que les faits n'existent pas. Formule provocatrice, mais qui attire l'attention sur la fabrication du fait, qui doit son statut à une **construction de l'esprit**. En soi tous les événements ou comportements, même insignifiants, sont des faits.

Mais lorsque l'enquêteur, journaliste, juge ou historien, emploie ce mot, cela signifie qu'il valide le témoignage qui l'a rapporté et qu'il estime que ce "*fait*" a joué un rôle important dans la suite des événements, donc dans une chaîne de causalités. Cette chaîne elle-même est aussi une construction logique faite après, car souvent les témoins n'étaient pas conscients de cette importance.

L'information a donc trois niveaux différents: le **témoignage** (une mise en forme sommaire du matériau), la **construction d'un récit** (l'intégration à une structure connue intuitivement, celle des **récits** admis dans une société donnée: du réalisme au fantastique) le **commentaire** (qui, en particulier, situe le récit par rapport à l'échelle des valeurs, celle des possibles). Le *vraisemblable* est un indice de *vérité*, celle du Bien et du Mal. C'est le fonctionnement de la "*moralité*" des fables de La Fontaine.



On est là au coeur du problème des Sciences humaines: comment séparer la part d'**objectivité** (le déterminisme historique) et la part de **subjectivité** (la marge de manoeuvre laissée à la décision humaine?) L'historien a tout loisir d'évoquer les "*causes profondes*" et les "*incidents déclencheurs*". Même les raisonnements les plus rationnels ne suffisent pas pour rendre compte d'enchaînements partiellement aléatoires même quand ils paraissent agir de façon mécanique.

État actuel des esprits en France - AQS - 1894

Les traités d'alliance qui ont entraîné une guerre mondiale (1914-18) auraient pu aussi bien aboutir à des tractations diplomatiques. Si cela a très mal tourné c'est aussi en raison d'une espèce de fatalisme mis en place depuis plusieurs années par les discours bellicistes des responsables politico-économiques, préparant les opinions publiques à croire que la guerre était inévitable : l'information peut aussi servir à manipuler et elle peut avoir une influence considérable, indépendante de tout raisonnement.

On retrouverait un enchaînement un peu différent, mais encore du même ordre, à l'origine des crises économiques. La différence tient à ce que, pour ces crises comme dans celui des révolutions, ce qui agit ce n'est pas la préparation des opinions publiques à des événements inéluctables. Tout le monde est surpris, car à force de répéter qu'on maîtrise les crises, tout le monde, y compris les auteurs du mensonge, a franchi les limites de la prudence et du raisonnable. La publicité, forme moderne et puissante de l'*information-manipulation*, a servi à aveugler le public avec l'illusion d'une société de consommation illimitée dans l'espace, dans le temps, dans la satisfaction instantanée de tous les désirs, c'est l'**ubris**. C'est ce modèle qui a remplacé dans tous les esprits le modèle de la réalité, avec ses équilibres indispensables, ses limites infranchissables. Les décideurs eux-mêmes n'ont pas réfléchi plus loin, ce modèle donnant satisfaction à leur appétit de richesses et de pouvoirs. Le crédit a été utilisé comme un moyen d'abolir le temps entre le désir et sa réalisation, moyen sans danger, disait-on, car "**achetez aujourd'hui, vous paierez plus tard**".

Cet aveuglement collectif, fruit de la cupidité, n'aurait pas pu résister au raisonnement le plus élémentaire, mais les "*élites*" ont décidé que seul comptait le court terme. Même le blocage du système ne les a pas incitées à introduire un peu de bon sens dans leurs prévisions trop optimistes. Et, comme elles souhaitent avant tout sauver ce système, elles le font au détriment de la démocratie. Celle-ci leur paraît obsolète: mieux vaut que les gouvernements obéissent au marché plutôt qu'aux citoyens. La démocratie perd ainsi, grâce à leur initiative, la source même de sa légitimité. Cet enchaînement logique est incompréhensible aux yeux des financiers, car c'est la finance qui est la source profonde des pouvoirs. Dans leur vision de la réalité, il n'existe pas d'autre moyen de sauver la "*réussite économique*" (c'est le nom qu'ils donnent à leur propre réussite).

La direction des affaires de l'humanité n'est donc pas assurée par la raison, mais par la **passion du pouvoir** et l'**amour de la richesse**, qui se combine sans difficulté avec la croyance en un progrès infini, et la certitude que les choses s'arrangeront d'elles-mêmes. Les remèdes qu'on prétend appliquer ne se préoccupent pas de sauver l'humanité ou la planète, mais de renforcer les pouvoirs existants. On aurait de la peine à trouver un système plus **irrationnel**.

Et, dans tout cela, que devient l'information? Elle sert essentiellement à cacher les secrets des pouvoirs et à donner une apparence rationnelle à des comportements passionnels. Dans la crise elle s'efforce de faire croire que les gouvernements tiennent bien le gouvernail et savent où ils nous mènent. Mais les faits sont encore plus têtus que les hommes, et les mesures que prennent ceux-ci ne font qu'aggraver les problèmes : l'enrichissement illimité des plus riches et l'appauvrissement des autres. Donc le développement d'industries du luxe (mode, voitures, avions, immeubles pharaoniques, contrôle de tous les biens et services utiles au public, etc.) s'accompagne de la réapparition des famines, de la misère, etc. Une autre fracture se creuse, où l'information joue un rôle encore plus essentiel. Parmi les perdants, ceux qui ne disposent que de l'information officielle perdent toute confiance dans ceux qui exercent le pouvoir et leur proposent des repères dont ils constatent quotidiennement l'inefficacité. N'ayant pas d'informations suffisantes pour se forger leurs propres convictions, ils ne voient pas de solution rationnelle. On leur dit qu'ils ont "*vécu au-dessus de leurs moyens*", après les avoir incités à s'endetter sans limites, puis mis au chômage...



*Qu'importe à monsieur le juge
l'innocence "en fait" si l'accusé
est déclaré coupable "en droit"?*
AQS 1901.

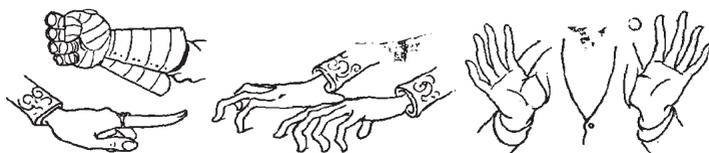
La publicité, qui les a conduits puis abandonnés sur ce chemin soi-disant parsemé de roses, continue à leur mentir, mais elle n'a plus rien à leur donner pour rêver, et ne peut plus qu'accentuer la frustration. Pour un grand nombre de lecteurs et d'auditeurs, cela contribue à les enfermer dans un modèle soi-disant unique et irremplaçable, qui donne tous les jours de nouvelles preuves de sa faillite. Ces citoyens ont perdu toute confiance dans ce monde qu'on leur présente comme le meilleur possible, et qui est en contradiction absolue avec leur vie quotidienne. C'est là qu'apparaît le plus l'importance de l'information centrée sur l'homme et le citoyen qui est devenue un danger pour le système existant; celui-ci cherche à la détruire comme il a déjà partiellement détruit les autres bases de la démocratie, grâce à son arme de destruction massive: **la concurrence.**

Comme lors de la montée des fascismes on voit les plus démunis se quereller entre eux, parce qu'on leur fait croire que leur misère vient des plus pauvres d'entre eux, mendiants ou immigrés, alors que ce sont justement les plus riches qui continuent de faire fonctionner le système qui les extermine. Ils croient que l'étranger les ruine, pendant que le financier est partout, anonyme, et que les milliers de milliards des trafiquants, avec leurs chapelets de zéros pèsent bien plus lourd que les quelques dizaines d'euros qui manquent aux pauvres à la fin du mois! Il est vrai que les spéculateurs ont le pouvoir de les faire évaporer ici pour les faire réapparaître ailleurs. Bref, nombre de citoyens, désinformés par le marketing commercial et politique, finissent par contribuer à leur propre ruine en se fiant aux prophètes du "*tous pourris sauf moi*". Là s'opère une scission qui souligne l'importance de l'information : parmi les dominés quelques-uns se sont donné un "*capital culturel*". Sans diplôme, mais avec beaucoup de réflexions personnelles, une recherche acharnée pour essayer de comprendre ce que l'humanité fait sur terre, des lectures, des expériences de vie, ils sont devenus plus instruits de l'essentiel que les "*élites modernistes*" qui courent après le pouvoir depuis l'âge tendre. Ils sont l'illustration côté optimiste de ce que peut faire une information guidée non par l'intérêt financier, mais par la curiosité de l'auto-didacte (méprisé, bien sûr, par le spécialiste) pour qui "*rien de ce qui est humain ne (lui) est étranger*", comme dans la définition de l'**humanisme.**

Nous voilà donc aux deux pôles de l'**information**: il y a celle qui sert à quelques-uns à dominer tous les autres en ne leur distillant que les recettes destinées à leur assigner dans une société la place qui leur permettra, **dans le meilleur des cas**, d'avoir juste l'argent nécessaire pour que l'économie fonctionne sans trop de désordres sociaux. Cette information est guidée par la recherche du conformisme et la lutte du chacun contre tous : en orientant l'agressivité contre les "*rivaux*" directs, elle protège la hiérarchie sociale existante. À l'autre extrémité se trouve l'information qui élargit chaque fait, chaque événement, en le restituant dans tous ses contextes, sociaux ou naturels. Elle est centrée non plus sur l'individu à la recherche d'un pouvoir sur les autres, mais sur l'**humain**, le **citoyen** d'une société. Si l'humanité parvient à subsister malgré tous les dégâts qu'elle occasionne allègrement sur elle-même, sur la biosphère, sur la planète, ce ne pourra être qu'à partir de ces réflexions fondamentales. La différence entre les deux informations réside dans deux caractéristiques :

– **La première** fonctionne sur une information organisée et diffusée qui vient à chacun sans effort (le robinet des nouvelles coule à jet continu sur les chaînes "*dites*" d'informations), lui fournissant tout ce qu'il doit penser et faire, comment il doit se distraire; bref, toute sa vie est sous pilotage extérieur. La deuxième repose sur la recherche de chacun y compris dans les médias les plus courants : il y a parfois un article, une émission, qui s'écartent du carcan habituel pour donner la culture, les connaissances dont chacun a besoin, en accord avec tous ceux qui, comme lui, ont un idéal humain et non pas strictement économique.

– **La deuxième** différence, c'est que le sens du mot **information** n'est pas le même dans les deux cas. Dans le premier c'est la mise en forme élémentaire des événements et des actes rapportés, choisis pour leur innocuité à l'égard de tout problème social, puis construits selon les règles qui permettent de rendre intéressant un récit, un dialogue (interview), une description.



Les mains idéales des ministres. AQS 1897.
Président du conseil. Justice. Finances. Commerce.

C'est un simple problème de rhétorique, et celle-ci a toujours servi à éviter de poser les questions qui fâchent. C'est cadré, construit, immuable. Seuls la littérature ou le cinéma, parce qu'ils peuvent élargir le contexte, peuvent intégrer cette information à une réflexion plus approfondie. Mais, même dans ces domaines, le succès n'est souvent assuré que par un semblant de subversion, alors qu'ils ne font que confirmer les règles habituelles : tous les excès, diaboliques, racistes, pornographiques, voire purement criminels, ne sont que des trompe-l'oeil qui ne dérangent en rien les clichés habituels.

De l'information à la culture la distance devrait être courte, car être cultivé c'est être avide de renseignements, de questions, de réflexions. On est évidemment très loin du compte lorsque l'information n'est qu'une arme de la concurrence, le moyen de protéger mille secrets (d'état, économiques, bancaires, politiques, industriels, et même, maintenant, scientifiques). On est encore loin du compte lorsque la culture devient simple étalage de citations rares, ou même inventées. C'est là un reste du principe d'autorité. Dans ces deux cas, l'information (ou la culture) deviennent des moyens d'empêcher les autres de se poser les questions qui les concernent directement, et de faire le lien entre les événements de la vie quotidienne, les décisions des dirigeants, et les phénomènes naturels (influence de la pollution, de l'alimentation, du mode de vie). Pour que les dominés restent passifs, on leur fait croire que l'homme est naturellement égoïste, agressif, et qu'on n'y peut rien. On pourrait pourtant raisonner à propos des individus dans la société sur le modèle des gènes dans le corps : il y a du bon et du mauvais, mais tous ne s'expriment pas, alors privilégions les bons par rapport aux mauvais. Mais la société a choisi, là encore au nom des lois naturelles, de donner l'avantage aux plus puissants, aux plus ambitieux, aux plus égoïstes. Même les religions qui prônent l'amour se soumettent à une hiérarchie reproduisant cet ordre. C'est dire la force du conservatisme et sa capacité à faire passer pour utopie irréalisable ce qui devrait être un projet !



Le dernier refuge de la liberté - AQS 1896

3. ÉQUILIBRES

C'est une règle de tout l'univers, et en particulier de toute vie, végétale ou animale, que leur existence même est faite d'équilibres, les uns stables les autres dynamiques. Voilà une banalité que l'on ne remarque même plus tant elle est multi-forme et omniprésente. C'est dommage, car en y réfléchissant un tant soit peu on s'apercevrait qu'il y a beaucoup de leçons à en tirer !

Les équilibres stables sont tous ceux qui perpétuent la vie de chaque être vivant, tant en ce qui concerne le fonctionnement de ses propres organes que dans ses rapports, nombreux, variés, indispensables, avec son (ses) environnement(s). Par exemple, en ce qui concerne l'organisme, c'est la température du corps, le rythme cardiaque, la tension artérielle, bref tous les mécanismes qui créent un milieu protégé et font tout pour le maintenir dans les conditions nécessaires à son fonctionnement. Ils s'adaptent sans cesse aux multiples changements de l'environnement et de l'organisme lui-même, corrigent des accidents de parcours, bref nous donne l'illusion que rien ne change. Ils passent inaperçus tant qu'ils fonctionnent, et c'est leur activité incessante qui assure cette apparence de stabilité. Socialement, cela correspond à la fonction de tous les services d'intérêt général. Ces services publics qui définissent les rapports sociaux et dont on ne se préoccupe que lorsque les gares fonctionnent mal (c'est, dans le monde moderne pour dire qu'ils coûtent trop cher et ne produisent rien.)

Une autre catégorie d'équilibres stables sert à organiser les rapports entre chaque être vivant et son milieu écologique. De proche en proche, de l'humus à l'homme, partout des bactéries contrôlent toute vie, les unes l'attaquant pour en vivre, les autres faisant toutes les opérations chimiques à l'intérieur comme à l'extérieur de son corps. De tout cela, c'est la nature qui s'en charge, permettant aux hommes d'avoir l'illusion de devenir " *maîtres et possesseurs de la nature* ", comme le leur a assigné Descartes, au point qu'ils en arrivent maintenant à vouloir diriger eux-mêmes leur propre évolution, grâce à quelques gadgets techniques. Un rêve de grandeur capable de se transformer en cauchemar destructeur !

Car dans la société moderne ces équilibres invisibles, qui sont évidemment fondamentaux, n'apparaissent plus que comme des obstacles à la volonté de toute-puissance, moteur d'un progrès infini. À la poursuite de ce projet fou, l'humanité moderne ne parvient plus à concevoir un équilibre stable, celui-ci lui paraissant exclure tout mouvement. C'est stupide, puisque le mouvement lui-même a besoin d'équilibres intermédiaires qui permettent de le contrôler. L'acrobate le plus virtuose sait bien que lorsqu'il se trouve en déséquilibre il lui faut vite improviser un nouvel équilibre s'il veut éviter la chute incontrôlée. Plus simplement, la marche à pied constitue une succession d'équilibres tantôt sur un pied tantôt sur l'autre. Le progrès, qui, par définition étymologique signifie la marche en avant, repose lui aussi sur de nouveaux équilibres qu'il trouve dans le contexte dans lequel il se développe. En particulier un ordre social qui favorise son émergence puis son développement ou s'y oppose. Finalement, c'est une vision du monde partagée par le plus grand nombre possible d'humains, un accord sur le Bien et le Mal.

Ne percevant pas la nécessité de cette permanence, les croyants en un progrès infini sont prêts à abandonner tout ce qui a permis justement cette conception du progrès: l'**humanisme**, l'**éthique** et même, quoi qu'ils en disent, la science elle-même, pour qui le doute est une valeur aussi intellectuelle que morale. Pour le chercheur il est une stimulation permanente, et pour le commun des mortels il incite à la tolérance.

Les raisons profondes de cette attitude sont parfaitement cohérentes et méritent d'être mises à jour. La première c'est que, dans une société qui se veut et se croit en progrès constant (le mot **changement** est souvent pris au sens de **progrès**), la recherche des déséquilibres apparaît comme nécessaire. Les équilibres stables assurent et perpétuent la vie. Mais la vie elle-même, sur le très long terme, a connu une évolution vers des organismes de plus en plus complexes, et ce changement, ce progrès, s'est fait à travers des accidents d'astronomie ou de climat, en rétablissant de nouveaux équilibres.

Et cette longue évolution a continué en accumulant des changements imperceptibles à l'échelle de quelques générations. En s'ouvrant à la connaissance, la société humaine a découvert des leviers pour accélérer les progrès, et, en quelques dizaines d'années, l'ivresse de la vitesse s'est emparée d'elle. Dans cette courte période, elle est passée d'un modèle où le problème principal était la survie, donc la défense contre les hasards de la nature, famines et maladies, ou contre l'homme lui-même, les guerres, à un modèle où elle aurait la toute-puissance sur l'ensemble de la création... sauf elle-même, puisqu'elle ne sait toujours pas éviter les guerres et provoque elle-même maladies, famines et conflits en tout genre. Essayons de reconstituer les étapes de l'évolution de cette pensée.

Il n'y a pas, évidemment, de point de départ absolu de la conception **moderniste** du monde. Celle-ci se forme peu à peu, à travers débats et guerres civiles, avancées (la conception humaniste d'Érasme) et reculs (les procès de sorcellerie, plus nombreux à la Renaissance qu'au Moyen-Âge). Choisissons donc l'origine généralement admise et facile à repérer grâce aux travaux de Descartes. À travers quelques citations nous verrons ainsi évoluer l'un des mots qui ont le plus de succès et qui jouent un rôle central dans cette évolution: **la Raison**. Pour Descartes elle est le levier pour se débarrasser du **principe d'autorité**, qui empêchait toute évolution en restant figé sur le respect absolu de la Bible et de l'Antiquité. C'est en faisant appel à la Raison que chacun pouvait juger par lui-même, sans être obligé d'avoir recours aux auteurs agréés. "*La puissance de bien juger et distinguer le vrai avec le faux, qui est proprement ce qu'on appelle le bon sens ou la raison, est naturellement égale en tous les hommes*" écrit Descartes, et toute son époque est d'accord pour définir l'homme "**animal raisonnable**". Il ne s'agit pas là d'une rupture avec la religion, puisque celle-ci admet que cette âme raisonnable est en fait la seule âme éternelle que l'homme a reçue de Dieu. Mais transférer à l'homme le pouvoir de connaître la vérité, c'est lui donner la capacité de juger de tous les dogmes, quel que soit le poids que leur accorde la tradition. C'est une étape considérable dans la nouvelle conception de l'homme.

La place de la raison est assurée, à la même époque, par l'apparition d'un nouveau type de connaissance. Les premières définitions de la méthode scientifique correspondent à la remarque de Pascal: "*Toutes les sciences qui sont soumises à l'expérience et au raisonnement doivent être argumentées pour devenir parfaites... Les Anciens les ont trouvées seulement ébauchés et nous les laisserons à ceux qui viendront après nous dans un état plus accompli*". Une déclaration qui annonce déjà l'idée du progrès, et son alliance avec la raison. Ce sont les fondements mêmes du monde moderne, qui se construit dans une rupture avec la tradition, qu'il revendique de perfectionner. C'est en quelque sorte une manière de la respecter en refusant de la sacraliser.

Le XVIII^e siècle, plus critique, va séparer la raison du bon sens, c'est Voltaire qui fait ce constat: "*dans plusieurs hommes la raison commencée est arrêtée dans ses progrès par quelques préjugés. Il ne leur reste alors que le bon sens, raison grossière, mitoyenne entre la stupidité et l'esprit*".

À ce stade, raisonnable et rationnel, tous deux présents dans la langue depuis le Moyen-Âge, restent synonymes. C'est au XIX^e siècle qu'ils se différencient. Le **raisonnable** désigne alors ce qui n'est pas contraire à la raison, mais n'est pas dicté par elle seule et tient compte de l'expérience vécue. Il penche du côté de la **sagesse**, et il évoque la **modération**. Le **rationnel**, lui, désigne tout ce qui répond à un raisonnement purement **logique**. C'est à ce moment que son succès l'amène à agrandir sa famille: **rationnalisme**, **rationalité**, **rationnellement**, etc. Chacun des deux mots se spécialise dans un domaine différent, rejoignant ainsi deux pôles absolument opposés: la **mesure**, l'**équilibre** pour **raisonnable**, la connaissance strictement **objective** et purement **logique**, donc prête à épouser les mathématiques pour **rationnel**.



Maximilien Luce. La vache à lait. AQS 1897.

O Patrie ! comme ils t'aiment ces patriotes bourgeois !

Le succès que connaît la science repose largement sur l'idée que toute connaissance ne peut s'appuyer que sur la raison. Le réel lui-même ne peut être que rationnel, et le but de toute recherche est de trouver le lien logique qui se cache derrière la complexité de la réalité observée. C'est le triomphe de la **théorie** et de l'**abstraction** sur la connaissance sensible. L'être humain n'étant pas constitué de raison pure, entre difficilement dans ce champ d'études, car, même s'il s'efforce - *Parfois? Souvent? Rarement?* - d'être raisonnable, il est beaucoup moins souvent rationnel, même s'il prétend l'être. Ce n'est pas la "*raison*" qui lui donne des "*raisons d'être*" ou lui fixe des projets, mais la **sensibilité**, l'**imagination**. Quand il est vraiment rationnel, c'est dans un domaine restreint, pour un temps court. Un exemple pourrait illustrer cette remarque: celui des cybernéticiens ou de chercheurs en nanotechnologies dont le rêve fou est de perfectionner l'homme en lui greffant des machines qui, elles, sont parfaitement étrangères à ses préoccupations sensorielles, sentimentales ou morales. Certains, un peu plus fous encore, rêvent de se débarrasser du corps, qui pour eux est un simple moyen de transport pour le cerveau, et d'intégrer le cerveau à un réseau d'ordinateurs. Il n'y a là rien de rationnel, bien qu'ils cherchent à dépasser l'**humanisme**: celui-ci était plus sérieux, car conscient de la complexité de l'être humain. Ce qu'ils appellent le **rationnel** n'est qu'une conception purement **mécaniste** fort ancienne et tout à fait simpliste.

Mais nous sommes là dans le XXI^e siècle, et ces cauchemars sont dans le prolongement du XX^e. Celui-ci nous a légué une furieuse course au progrès au détriment de tous les **équilibres**, naturels, sociaux, individuels. La science s'est affranchie du giron de la **philosophie**, qui la maintenait dans le cadre de la réflexion critique, pour devenir une source perpétuelle de **techniques** toujours plus innovantes. Elle ne se développe plus, comme au XVIII^e siècle, dans les salons tenus par des femmes et ouverts à toutes les curiosités, ni comme au XIX^e siècle, dans des sociétés savantes regroupant souvent des amateurs très éclairés, ni même, comme dans la première moitié du XX^e siècle, dans des universités qui, comme leur nom l'indique, se consacrent à une curiosité universelle.

Non, maintenant elle doit être le moteur d'une économie en expansion illimitée et elle dépend du critère de **rentabilité**, la curiosité n'est plus que le domaine de quelques chercheurs que la société considère plus comme des parasites que comme des éclaireurs.

Dans la société moderne, le progrès technique, considéré comme illimité, peut franchir toutes les limites naturelles entre le vivant et l'inerte, entre l'homme et l'animal, la plante, le minéral, il peut détruire tous les équilibres : à l'avenir c'est le progrès lui-même qui aura les réponses aux questions qu'il pose... et puis, après tout, la nature s'est bien débrouillée jusque-là, alors on peut bien lui laisser le soin de s'accommoder de nos destructions et de nos déchets! Sauf que la vie, et plus particulièrement la vie de l'homme et celle de tous les organismes complexes, suppose des conditions nombreuses, précises et équilibrées dont nous ne tenons aucun compte.

Les rares et faibles correctifs qu'on a tant de peine à mettre en place et à faire fonctionner, ce sont, par exemple le **principe de précaution** ou les **comités d'éthique**. Même ces faibles moyens sont férocement combattus par les croyants inconditionnels du progrès. C'est le **raisonnable** qui est ainsi bafoué, au nom d'un soi-disant **rationnel** qui n'est que la fausse barbe de l'**irrationnel** le plus fou! Le **rationnel**, utilisé comme moteur de ce progrès irrationnel, est évidemment plus séduisant et même, en apparence, plus sécurisant. Il accélère les changements qui sont censés nous conduire vers un avenir meilleur. Le **raisonnable**, lui, est un régulateur, donc un frein. L'homme, s'il veut continuer à pouvoir faire des projets, a besoin des deux, l'un le poussant sans cesse en avant, l'autre l'aidant à juger de ce qui est possible dans des circonstances particulièrement complexes. Pour le moment il n'est rationnel que dans les limites du postulat qu'il a posé à l'origine : **la technique répondra à tous les problèmes**.

Cette évolution s'est faite à partir de choix orientés vers le progrès technique, qui était le plus simple et le plus rapide, le progrès intellectuel et moral, qui perfectionnerait réellement l'homme, étant plus difficile à réaliser, car reposant sur des **équilibres complexes** entre l'individu, la société et la nature. Le progrès technique est l'émanation d'une société qui ne recherche pas l'épanouissement individuel, mais l'accroissement des pouvoirs existants: celui des dominants sur les dominés, de l'homme sur les animaux et sur la nature. Le véritable progrès, celui qui mettrait en cause cette organisation héritée de nos ancêtres pré-humains, existe déjà comme idéal : c'est la **démocratie**. Comme toujours, l'idéal a subi de multiples distorsions sociales destinées à l'intégrer au système dominant du «*toujours plus*» surtout pour ceux qui ont déjà beaucoup. Les combats de chefs des animaux et des premières tribus humaines sont devenus des guerres meurtrières.

Cette recherche du pouvoir, reprise et sacralisée sous le nom de **concurrence** a déjà provoqué bien des dégâts, divisant et opposant les individus dans une même société, les nations entre elles, et maintenant ravageant la nature. La recherche de l'équilibre est confiée aux "*marchés*", c'est-à-dire à quelques dizaines d'individus bien placés dans chaque pays qui utilisent les populations pour leurs guerres économiques. Drôle de régulation! Quant à l'information, qui est la base même de la démocratie, elle s'est transformée en "*marketing*", bien plus rentable et, sous des dehors commerciaux, très utile pour la diffusion de l'idéologie de l'abondance illimitée.

Une nouvelle croyance qui, en prétendant rendre hommage à la science, a bien oublié la raison, puisqu'elle repose sur deux postulats:

- ☺ 1. C'est l'avenir qui a raison. C'est bien commode, puisque personne, et surtout pas les "*experts*" ne peut dire de quoi il sera fait. En son nom, on a prédit qu'il n'y aurait plus de guerres, et le commerce des armes est florissant! - ni de crises - et l'austérité frappe les plus nombreux pour enrichir les plus riches.
- ☺ 2. Le progrès ne peut être que technico-scientifique. Bien sûr, puisque c'est lui qui permet le renforcement d'une société où la domination est la règle!



Misère sous la neige AQS 1895.

Ce que nos ministres intègres appellent associations de malfaiteurs...

Il y a d'ailleurs une logique dans ce développement qui a commencé au XVIII^e siècle avec Vaucanson qui crée les premiers robots: canard, joueur de flûte, joueur de tambourin. Puis la mécanique s'est perfectionnée, la cybernétique est apparue, créant des machines capables de s'autocontrôler, de réaliser un programme et même de réagir à des changements extérieurs. Dès lors, puisque la machine peut acquérir des réflexes conditionnés, pourquoi ne pas aller jusqu'à la rendre intelligente, et pourquoi même ne pas la greffer sur l'homme, pour rendre son comportement plus rationnel? Cela l'amputerait certes d'une grande partie de ce qui constitue l'intérêt de sa vie, depuis les sensations jusqu'au droit de rêver hors des chemins du purement rationnel. Mais on ne voit pas cela, étant aveuglé par la croyance complètement irrationnelle que l'avenir technique débouchera évidemment sur une sorte de paradis où le **bonheur** n'aura plus de sens, étant remplacé par l'**ivresse de la toute-puissance**.

Ces dérives, parfaitement logiques par rapport aux choix faits au départ, se sont renforcées l'une l'autre, au point que la raison elle-même a pu céder la place à l'imagination, réhabilitée depuis le romantisme, et qui a transformé la science-fiction en utopie réalisable par la science. C'est ce mariage entre une apparence de rationnel parfait et un imaginaire débridé qui rend l'humanité aveugle lorsqu'il s'agit de prévoir ou corriger les crises qui viennent justement de là.

Cette croyance abusive a fait disparaître toutes les questions que l'on pourrait se poser si on prenait conscience de l'importance qu'il y a toujours à protéger les équilibres fondamentaux, même, et surtout, si l'on veut progresser. Dans la conduite des affaires humaines lorsque les dominants sont en difficulté ou en échec, ils ne trouvent qu'une excuse: "*il n'y a pas d'autre solution*". Au lieu que ce terrible constat d'échec les amène à changer leur mode de penser, il les renforce dans leur croyance en un progrès infini, et ils n'ont plus dès lors qu'une préoccupation: sauvegarder leur pouvoir, et même éventuellement profiter de l'occasion pour spéculer. Personne ne pouvait croire (*et beaucoup font semblant de ne pas croire*), que c'est le **progrès technique** lui-même qui entraîne le chômage, faute d'être accompagné par un **progrès social**.

Non seulement les déséquilibres ne font pas peur, mais on pense qu'ils favorisent le progrès, en vertu du principe que tout le monde est ou sera gagnant, et que c'est toujours le meilleur qui gagne. La preuve ? C'est justement parce qu'il a gagné ! Il n'est pas étonnant que fleurissent les mots et les slogans qui font du déséquilibre une vertu : éloge de la concurrence et oubli de ses liens avec le chômage, alors que la concurrence pèse lourdement sur les salaires ; éloge de la précarité, rebaptisée souplesse, de la productivité, silence sur les inégalités fondamentales qui font que ce sont les industries de luxe qui se portent le mieux, alors que services publics et aides sociales sont considérés comme des charges inutiles. Dès l'époque de Jacquard, les croyants du progrès (ceux à qui il profitait) ont condamné les ouvriers qui osaient se révolter parce que les nouvelles mécaniques les mettaient au chômage, car la loi de la concurrence était déjà souveraine.

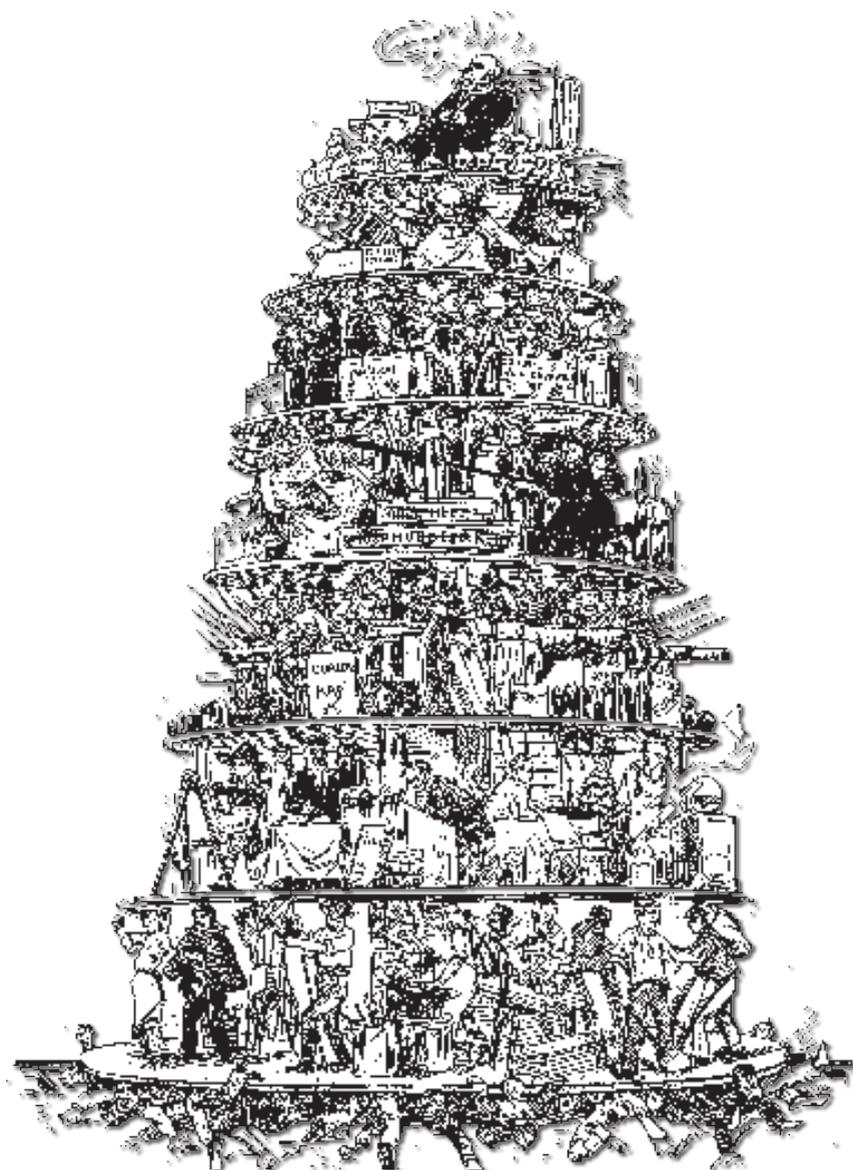
L'idée de corriger les dégâts sociaux paraissait presque criminelle aux yeux des industriels et autres "*responsables*". Ce modèle de développement (le progrès seulement technique devant assurer dans un futur incertain le bien-être de tous) ne fait que s'accélérer. Le remède imaginé, à part quelques timides correctifs, ne résidait que dans des guerres de plus en plus meurtrières, qui assuraient le plein emploi et de juteux bénéfices aux plus puissants. Puis, les guerres devenant de plus en plus risquées même pour les vainqueurs, avec la bombe atomique, arriva la solution de la **société de consommation** qui assurait au plus grand nombre, dans les nations les plus riches, un certain équilibre dans la répartition des richesses. Elle corrigeait partiellement des **déséquilibres sociaux** en créant sans cesse de nouveaux objets et en les diffusant largement, le marketing se chargeant de faire croire au plus grand nombre qu'ils répondaient à des besoins fondamentaux ou qu'ils leur donnaient un meilleur statut social. Il ne s'agissait toujours pas d'un **épanouissement personnel**, même si, pendant cette période, ont fleuri quelques politiques allant dans ce sens en développant services publics, activités culturelles, diversification de l'information.

Maintenant avec le développement de la crise, ce sont justement ces amorces de changements proprement humains qui sont sacrifiées pour rétablir l'inévitable **compétitivité**, et sauver ainsi le système qui arrive à bout de souffle, parce qu'il s'attaque à tous les équilibres qui permettent la vie humaine.

Le seul progrès qui permettrait de poursuivre le développement de l'humanité serait la recherche de l'**épanouissement** de chaque être humain en lui assurant santé, éducation, instruction. La clé existe: **c'est la démocratie**, à condition qu'elle soit prise au sérieux par tout le monde... "*Le seul luxe véritable est celui des relations humaines*", écrivait Saint-Exupéry. Voilà un beau programme de gouvernement que l'on ne peut atteindre en appliquant la devise de certains, "*diviser pour mieux régner*", car c'est elle qui a toujours provoqué l'élimination des plus faibles, alors que la civilisation n'avance que justement si on les protège, en vertu du principe que l'humanité ne progresse que quand elle est **solidaire**. L'équilibre social lui-même suppose cette coopération. Ce serait retrouver le meilleur de l'idéal de la Grèce antique, alors que la voie choisie actuellement ne fait qu'étouffer la Grèce moderne ... au nom des sacrifices (le mot convient d'autant mieux qu'il renvoie au sacré !) imposés au nom du **Dieu Progrès**.

Les équilibres nombreux et subtils qui ont permis à la biosphère de construire et faire évoluer de l'amibe à l'homme toute la vie sur terre ont été ignorés parce que l'homme s'est pris pour le maître de la création, et que ces équilibres étaient stabilisateurs et risquaient de freiner un progrès que l'on croyait infini alors même qu'il était d'avance condamné parce que justement rien ne le régulait, rien n'en corrigeait les dangers. La science, moteur de ce progrès, est très souvent confondue avec la technique, et tout l'enseignement, y compris celui des universités, doit préparer les élèves et étudiants à une profession, négligeant la formation de l'homme (enrichissement de la réflexion) et du citoyen (préparation à la responsabilité sociale dans une démocratie).

Le "*savant*", devenu "*chercheur*", ne doit pas être avide de connaissances, mais doit répondre aux commandes au service de l'économie. "Savant" vient de "savoir", et le but du savoir est aussi la "sagesse", non pas le pouvoir économique ou politique. Mais la sagesse, justement, n'est jamais du côté de l'excès ou de la recherche de la domination: elle est du côté de l'équilibre et de la pondération. Les grands hommes dont le nom est écrit dans l'Histoire sont le plus souvent de grands prédateurs et non pas des sages, et les événements célèbres sont des batailles et des conquêtes, non les valeurs intellectuelles ou morales. Le progrès technique n'a rien à faire de cet autre apport des civilisations et l'héritage humaniste lui-même a été mis de côté par la modernité.



- La pyramide de la tyrannie -
AQS 1900

Récapitulons...

La société des champions et des records (l'ubris).

- 1 Sa valeur absolue est le **progrès technique**, qui permet de pousser de plus en plus loin l'exploitation de la nature, même lorsqu'elle ravage d'autres ressources, indispensables à la vie mais moins valorisées par l'économie du moment. Valorisation de la domination sur toute la biosphère, avec le rêve de prendre la commande de l'évolution elle-même, en commençant par faire de l'homme une créature mi-biologique mi-technique.
- 2 Recherche les déséquilibres, avec l'espoir qu'ils permettront de franchir toutes les limites. Puissance de désorganisation des sociétés, avec la **concurrence déréglementée** comme valeur absolue. Provoque crises et guerres en liaison avec ces déséquilibres.
- 3 Rapports sociaux dominés par la recherche de l'intérêt égoïste, multipliant la cascade des petits chefs, sous prétexte de l'évaluation permanente. Favorise ainsi non la compétence, mais la **servilité** par rapport au supérieur et l'**arrogance** avec les "*inférieurs*". La quantité (plus "*scientifique*" parce que chiffrable) prime la qualité, le marketing donnant plus d'importance au "*faire-savoir*" qu'au "*savoir-faire*".
- 4 L'argent (le capital) est plus important que l'homme, celui-ci pouvant être remplacé par des machines. Le facteur humain devient la variable à éliminer (bas salaires, chômage).
- 5 La "*normalité*" n'est pas définie par des équilibres sur le long terme, mais par le **profit maximum immédiat**. La maladie, qui marque la rupture de certains équilibres, devient elle-même une source de profits. C'est donc elle que l'on soigne, plutôt que de chercher à maintenir la santé. Là encore le court terme est préférable.
- 6 Le principal correctif qui se préoccupe de quelques déséquilibres est assuré par le bénévolat, tant qu'il n'est pas possible de "*rentabiliser*" l'opération. La notion d' "*intérêt général*" est désuète. Confié au privé l'intérêt général devient prétexte aux intérêts privés souvent les plus débridés.

Une société des équilibres.

- 1 Le maître mot est le **respect**: des équilibres, de chaque être humain, du milieu naturel, de la vie. Le progrès ne se mesure pas seulement à l'évolution technique, mais à celle des sociétés humaines, mieux gérées, moins sujettes aux conflits, et à celle des humains eux-mêmes, plus instruits, plus épanouis, à la recherche non pas du pouvoir les uns sur les autres, mais de relations enrichissantes pour chacun.
- 2 Utilise en permanence la **concertation** pour provoquer un consensus, faire émerger des compromis, organiser des échanges d'informations. Exige donc un maximum d'informations, de transparence, pour créer des liens de **confiance**. Les rapports sociaux sont basés sur la conscience de tous appartenir à l'**humanité** donc sur l'**empathie**.
- 3 Des valeurs nouvelles sont prises en compte dans les rapports économiques : alors que le "libre échange" est présenté comme un progrès de la liberté, il n'est le plus souvent que l'ouverture à une concurrence sauvage. La **complémentarité**, la **solidarité** peuvent, elles aussi, jouer un rôle déterminant : le travail en équipe est plus efficace que la solitude du petit chef. Il fait apparaître une **intelligence collective**, plus variée, plus riche que celle du petit chef solitaire.
- 4 Les droits de l'homme s'imposent à tous les niveaux, même les plus modestes. L'argent est ramené à sa fonction de base: faciliter la **production** et les **échanges** et non pas donner tous les pouvoirs à celui qui en a déjà le plus, et se reproduire lui-même sans liens avec la réalité économique.
- 5 En respectant les équilibres, on élimine nombre d'excès qui, de l'individu à la société et à la nature, provoquent maladies, guerres, famines. En plaçant le respect avant la concurrence on s'éloigne de la recherche forcenée du pouvoir, on va vers la **sagesse**.

- 6 L'inversion des valeurs "*l'homme avant l'argent*" fait que le bénévolat devient le prolongement naturel de l'action publique, quand il l'aide à répondre à l'intérêt général. La vertu principale de l'action publique n'est plus de fonctionner sans faire payer d'impôts (ce qui est un gros mensonge) mais d'assurer une société apaisée.



Sabre et goupillon - AQS 1899

Ils s'en allaient par les rues, dodelinant de la tête et barytonant du cul. (Rabelais)



*A. Willette. AQS. 1894 - Comme Jean Valjan aidait Cosette
Victor Hugo a aidé la jeune Marianne.*

4. LA NATION , L'ÉTAT

Deux mots chargés de sens variés parce qu'ils sont très anciens dans la langue et que leur usage fréquent au cours des siècles les a amenés à s'adapter à des types de sociétés très différents. Prudemment, tenons-nous-en aux sens les plus actuels ... sans oublier toutefois le poids de leurs origines et de leurs liens familiaux.

Nation se rattache à **naissance** et **nature**, et garde toujours l'idée d'un enracinement, d'un lieu naturel, et d'une sorte de **génie** (le génie est apparenté aux **gènes**). Lieu de toutes les passions identitaires, le mot, à partir du XVIII^e siècle et des réflexions sur la société, recouvre deux usages différents au point de devenir politiquement divergents à l'époque contemporaine. Pour les uns "*les nationalistes*" la nation constitue la valeur suprême, le "*un contre tous*", le refuge contre toutes les différences de culture, de modes de vie, d'habitudes politiques et sociales. Pour d'autres "*les patriotes*" elle représente une organisation sociale partielle, perfectible, évolutive, ouverte sur des valeurs universelles : l'**humanisme**, qui permet aux différents groupes humains de s'enrichir de leurs différences, de résoudre leurs conflits par la reconnaissance de tout ce qu'il y a de commun entre eux.

Au-delà de cette différence fondamentale, le modernisme a introduit une nouvelle cause de confusion : la valeur suprême étant l'**argent**, les organisations sociales ne se donnent plus comme but une certaine harmonie entre les groupes sociaux, donc une organisation centrée sur l'être humain, mais le renforcement du rapport dominants/dominés. Cette conception conflictuelle entraîne une conception ambiguë de la nation. On continue à la glorifier, parce qu'elle permet de garder une cohésion sociale encore utile pour maintenir les rapports de domination. Mais, il faut ouvrir tous les marchés, et la nation elle-même n'est utile que comme marché. Elle est donc utilisée comme élément du maintien de l'ordre (c'est le rôle confié à l'**État**), et la **Nation** est alors un élément essentiel du **discours**.

Par contre la **mondialisation**, valeur suprême du **modernisme**, impose dans les actions, donc dans la loi et les règlements, non pas une règle de **coopération**, mais les lois de la **compétitivité**. Pour diriger un État, il vaut donc mieux un **comptable** qu'un **penseur** ou un idéologue.

Car l'État, c'est (encore, mais de moins en moins) le bras armé des Nations. De plus en plus désarmé et soumis directement à la règle des marchés financiers qui exercent anonymement les pouvoirs mondiaux, grâce à une complicité et même une confusion des fonctions : ce sont les mêmes membres des mêmes "élites" qui occupent les fonctions de pouvoir à la fois dans les institutions politiques et dans les institutions financières. L'État était, à l'époque où les nations se battaient entre elles pour dominer le monde, le lieu de pouvoirs importants. Ce qui n'est plus le cas aujourd'hui, où ce sont les multinationales qui dominent le monde et mettent les États à leur service. Il était alors très critiqué au nom de la démocratie, car les hiérarchies sociales maintenaient déjà au pouvoir les mêmes classes sociales. Ces critiques venaient donc à la fois de certains philosophes et de deux écoles de pensée : les **communistes** et les **anarchistes**.

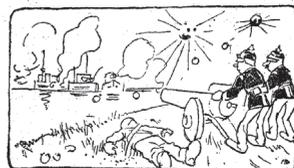
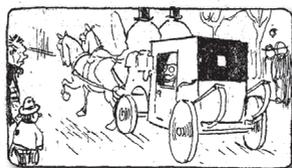
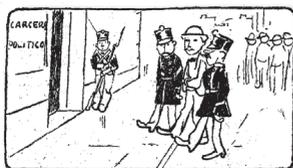
Les premiers, se fondant sur l'analyse des **rapports de force**, concluaient que les prolétaires, étant les plus nombreux et les plus exploités, devaient parvenir à la tête de l'État, et que leur dictature débarrasserait celui-ci du poids des puissances d'argent. C'était, au-delà des différences d'objectif et de moyens, une tentative qui rappelait celle du christianisme originaire qui s'est d'abord répandu parmi les esclaves. L'échec des États qui se réclamaient du communisme a montré qu'ils avaient oublié d'autres facteurs, et en particulier le **goût du pouvoir** lui-même, qu'il soit d'abord économique ou politique. Les **anarchistes**, de leur côté, sont partis de la méfiance à l'égard du pouvoir pour développer la vision d'une société sans État, où chaque individu s'épanouirait en accord avec les autres, le **suffrage universel** assurant leur **égalité** de pouvoir et d'information.

L'une et l'autre de ces écoles de pensée se réclament de l'**internationalisme**, qui est de fait l'opposé même de la **mondialisation**, puisqu'il s'agit de créer un accord entre les classes sociales de salariés par-delà les frontières de chaque nation. Car il faut faire front contre le système économique international né de l'entente des patrons des industries modernes.

C'est l'entente entre les peuples, avec une visée humaniste "*je suis homme et rien de ce qui est humain ne m'est étranger*". Ce serait la prise en compte de tous les problèmes sociaux, et non pas seulement des problèmes économiques réduits aux seules règles de la **concurrence**, qui soumet toute l'humanité à une **guerre économique perpétuelle**. Car dans cette bataille menée par les dirigeants des multinationales les facteurs humains (salaires et protections sociales) ne sont plus considérés que comme des variables d'ajustement, comme, dans une guerre militaire, les soldats ne sont que le matériel humain entre les mains des généraux.

Le produit naturel de cette agressivité généralisée, c'est le racisme, la xénophobie, le rejet de toute différence, donc la négation même de ce qui constitue la richesse humaine et rend possible la vie en société. Il ne s'agit pas là d'un simple sous-produit accidentel, de **dommages collatéraux**, mais du résultat logique de choix politiques dictés par les seuls résultats économiques favorables aux multinationales, donc de l'intérêt général éparpillé en bénéfices particuliers d'un petit nombre d'acteurs économiques.

C'est la glorification d'une nouvelle conception de l'**État**, qui doit assumer tout ce qui ne va pas dans la société, alors même que ces dégâts sont provoqués par son propre affaiblissement. C'est la loi du 3 janvier 1973 qui est à l'origine de cette confiscation de l'argent public. Devenue la bible de l'Europe, elle a soumis les pouvoirs publics au bon vouloir des puissances économiques, ne maintenant les institutions démocratiques que comme un simulacre, une idole sans pouvoirs. Depuis, aucun gouvernement n'a osé revenir sur ce changement radical de régime politique, la démocratie remplacée par la ploutocratie. La conviction qu'affirmait de Gaulle quand il disait "*la politique ne se fait pas à la corbeille (la Bourse)*" est maintenant tout à fait désuète et il ne reste plus aux États qu'à appliquer la politique décidée par les institutions financières. ***Depuis 1789 la démocratie n'avait jamais enregistré, en temps de paix, un tel recul.***



LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ AQS 1900
De quelle façon on entend aujourd'hui les trois devises républicaines

Avant d'en arriver là, la société est passée par des phases de compromis, en particulier depuis 1945. Car le programme du **Conseil National de la Résistance** cherchait un équilibre entre le pouvoir du capital financier et les autres pouvoirs (**Culturel**: c'est la politique scolaire et culturelle qui doit rendre la culture accessible à tous. **Social**: la Sécurité sociale et les différentes aides de l'État sont là pour atténuer autant que faire se peut les conséquences de la maladie et de cette maladie sociale qu'est la pauvreté, le Code du travail protège le salarié). Ce programme de protection sociale et de développement culturel a produit quelques dizaines d'années au cours desquelles un rapport de force un peu moins déséquilibré a permis le développement économique qui a entretenu la société de consommation. Mais celle-ci, réduite à quelques pays, s'est aussi alimentée à l'inégalité considérable entre pays riches et pays pauvres. Et c'est cette inégalité, très utile pour le développement du pouvoir du capital (elle permettait le gaspillage des ressources naturelles et l'exploitation illimitée d'une main-d'oeuvre bon marché) que la mondialisation développe et réintroduit à l'intérieur même des pays riches. La **compétitivité** est une invention diabolique, destinée non pas à faire réussir les meilleurs, mais à permettre la richesse des multinationales qui jouent sur la concurrence des hommes entre eux, des états entre eux, et, grâce à leurs montages financiers malhonnêtes, mais légaux, feignent de se concurrencer elles-mêmes, en faisant bénéficier une filiale des déficits déclarés par une autre : c'est ce que l'Europe a l'audace de proclamer "*une concurrence libre et non faussée*".

Cette destruction systématique de toute une civilisation a pour conséquence d'accorder une prime inattendue aux dictatures qui concentrent les pouvoirs économiques entre les mains de ceux qui possèdent le pouvoir politique. Se soumettre à la **mondialisation**, c'est donc soumettre tout ce qui donne une certaine autonomie à la société civile, et d'abord, bien sûr, l'autonomie personnelle: d'où ce choix de la **précarité**, rebaptisée **souplesse de l'emploi**, qui rapproche la condition du salarié de celle du **prolétaire** du XIX^e siècle, et, pourquoi pas, de l'**esclave**. En résulte aussi la **surveillance généralisée**, le contrôle de l'information, et la publicité diffusant auprès de l'utilisateur les "*informations*" qui le poussent à acheter, sans évoquer, bien sûr, toutes celles qui risqueraient de perturber ces achats (ou ces votes, lorsqu'il s'agit de publicité politique).

Cela ne fait que confirmer l'analyse critique des marxistes et des anarchistes, mais l'essentiel de cette analyse est effectivement occulté par le marketing. La parole publique ayant le plus souvent pour rôle de promouvoir des intérêts particuliers est réduite à une langue de bois où les mensonges sont fréquents. Le doute lui-même est mis à contribution. Historiquement il a eu pour fonction essentielle de réduire le pouvoir social des religions, qui était fondé sur des **croiances** et de renforcer celui de la science, fondé sur la **recherche** obstinée de la vérité, grâce à deux instruments de vérification : l'**observation** et le **raisonnement**. Maintenant, les pouvoirs, entourés de nombreux **experts**, prétendent détenir des certitudes, alors même que les chercheurs, dans toutes les disciplines, s'appuient sur des statistiques, qui, elles, ne donnent que des **probabilités** plus ou moins élevées. Ce qui permet d'évaluer la marge d'erreurs, mais pas de la supprimer. D'autant plus que les chiffres des statistiques sont eux-mêmes établis selon des normes variables, puis diffusés dans les médias.

Ajoutons à cela que de nombreuses recherches, étant faites par des laboratoires privés (aidés, mais pas contrôlés par l'État), ayant pour but l'acquisition d'une technique nouvelle donnant à son propriétaire un avantage dans la concurrence, ne se préoccupent pas des retombées publiques sur la **santé** ou l'**environnement**. Cette confusion public-privé, renforcée par la recherche continuelle de l'intérêt financier, oriente déjà sérieusement les thèmes de recherche et donne lieu à deux interprétations opposées du **doute** : pour le chercheur indépendant (il en reste quelques-uns) l'intérêt général exige que le doute serve à stimuler des recherches plus poussées sur les conséquences **pour tous** de cette nouvelle invention. Par contre, pour celui qui est le salarié de l'industriel, c'est à d'autres de faire la preuve d'une nocivité possible. L'état aurait là un beau rôle d'arbitre à exercer en donnant aux chercheurs publics les moyens de faire les recherches qui lèveraient le doute sur la nocivité, c'est-à-dire en donnant au pôle le plus faible les moyens d'exister et de continuer de défendre l'intérêt général. Mais l'état a aussi à protéger les emplois, donc à aider la recherche industrielle. D'autant plus que toutes les institutions ont tendance à renforcer ce pôle : les revues scientifiques de référence, assurant la notoriété aux mieux placés, limitent le choix des compétences et assurent à quelques-uns une "*autorité d'expertise*" qui leur donne la meilleure place à la fois dans les organismes de production et dans ceux qui assurent la surveillance.

Cet exemple est pris au coeur même du système où s'établit la création de la connaissance, donc qui est chargé de justifier la glorification du progrès (en réalité elle ne concerne que le **progrès technique**, puisque chacun peut constater que les progrès dans la gestion humaine des sociétés ne sont qu'un leurre). Au niveau de la distribution des connaissances, il faut aussi constater deux aspects contradictoires : lorsqu'il n'y a en jeu aucun intérêt *financier* particulier, les écoles et universités disposent d'une grande liberté, mais s'il y a un intérêt d'argent ou de prestige, le marketing intervient pour transformer l'information en instrument de pouvoir et la manipuler jusqu'au silence ou au mensonge, aussi bien dans le domaine de la santé publique que dans la vente de n'importe quel produit.

Le système démocratique n'a plus **aucune prise** sur les décisions majeures. Nucléaire et ondes électromagnétiques ont ainsi pu être imposés sans l'avis des usagers, qui n'ont été informés que de leurs " *bienfaits* ". L'État méritait les critiques qui lui étaient adressées, mais, au lieu de les utiliser pour améliorer son fonctionnement, il s'en sert pour supprimer ses fonctions, indispensables, de **régulation** : **les attaques contre les services publics ne visent qu'à supprimer les règles et les contrôles qui protégeaient l'intérêt général contre les abus des intérêts particuliers les plus puissants.**

Quand Anatole France dénonçait les abus de l'État, pendant la Première Guerre mondiale: "***Soldats, vous croyez mourir pour la patrie, mais vous mourez pour les marchands de canons***", c'était pour dénoncer une dérive: l'État n'était plus l'expression du pouvoir de la Nation, mais déjà une "*ploutocratie*". Cette guerre a été la manifestation la plus violente de la vision capitaliste du monde, soutenue par des mensonges si énormes qu'ils nous paraissent maintenant ridicules, si indispensables que l'on a assassiné Jaurès pour le faire taire, et si efficaces que, combinés à une violence inouïe, ils ont contribué au massacre généralisé de toute une jeunesse européenne. Sa répétition, avec de nouveaux "*progrès*" techniques, lors de la Deuxième Guerre mondiale, a enfin provoqué une condamnation radicale des excès qu'elle a engendrés, et la naissance, en France, d'une forme de capitalisme moins inhumaine: le programme du Conseil National de la Résistance.

Le temps que les **vrais vainqueurs** de 1945 reprennent peu à peu le pouvoir, d'abord sans bruit, clandestinement, puis maintenant triomphalement. Car les vrais vainqueurs, ce ne sont pas les nations qui ont condamné le racisme, la torture, les camps d'extermination, puisqu'elles y ont elles-mêmes eu recours occasionnellement. Ce sont les puissances économiques internationales, implantées dans **toutes les nations**, victorieuses ou vaincues. (À l'exception des régimes communistes, mais là, le pouvoir était déjà tellement concentré entre quelques mains, qu'à la chute de leurs régimes, elles se sont retrouvées sous un régime **hypercapitaliste**).

Individus ou entreprises, ces oligarques, qui avaient continué de s'enrichir pendant les guerres, ont sauvegardé puis de nouveau renforcé leur pouvoir. Maintenant ils s'appuient sur des systèmes sociaux qui paraissent si incontournables, si indispensables que même ceux qui rêveraient de les réformer sont obligés d'abord de ne pas perturber leur fonctionnement, et, après ne peuvent plus rien changer. Cette paralysie des hommes politiques, même

quand ils sont conscients, comme de plus en plus de citoyens, de la nécessité des réformes pour au moins limiter la catastrophe, fait qu'ils ont perdu toute crédibilité.

C'est la disparition, saluée par quelques-uns comme un grand **progrès**, des **idéologies**, toutes remplacées par une **pensée unique**, en fait la négation même de la pensée: la **concurrence**, camouflée derrière des "*preuves scientifiques*" qui violent tout ce qui a fait justement le **progrès des sciences**: le **doute**, la **discussion**, l'**ouverture au dialogue**, à la **relativité**.



Chacun son tour. Mon cochon, il y a assez longtemps que je t'engraisse... maintenant à moi ton lard!... Ravelle AQS-1896

C'est une escroquerie monstrueuse, puisqu'elle permet d'étouffer tout **humanisme** au nom de la liberté, elle favorise les inégalités les plus folles et même la préférence accordée aux dictatures au nom d'une concurrence sans autre règle ni jugement que l'accroissement du capital. Ce ne sont plus seulement les États et les Nations qui sont démantelés, mais l'Europe elle-même qui devient le reflet d'une illusion, puisqu'elle est née sur les bases de racines culturelles communes, suivies d'un "*marché commun*" et devenue impuissante lorsque, au nom d'une concurrence "*libre et non faussée*", elle a supprimé ses frontières économiques avec le reste du monde et qu'elle est devenue une simple partie du champ de bataille où les multinationales déploient librement leurs capacités de nuisance.

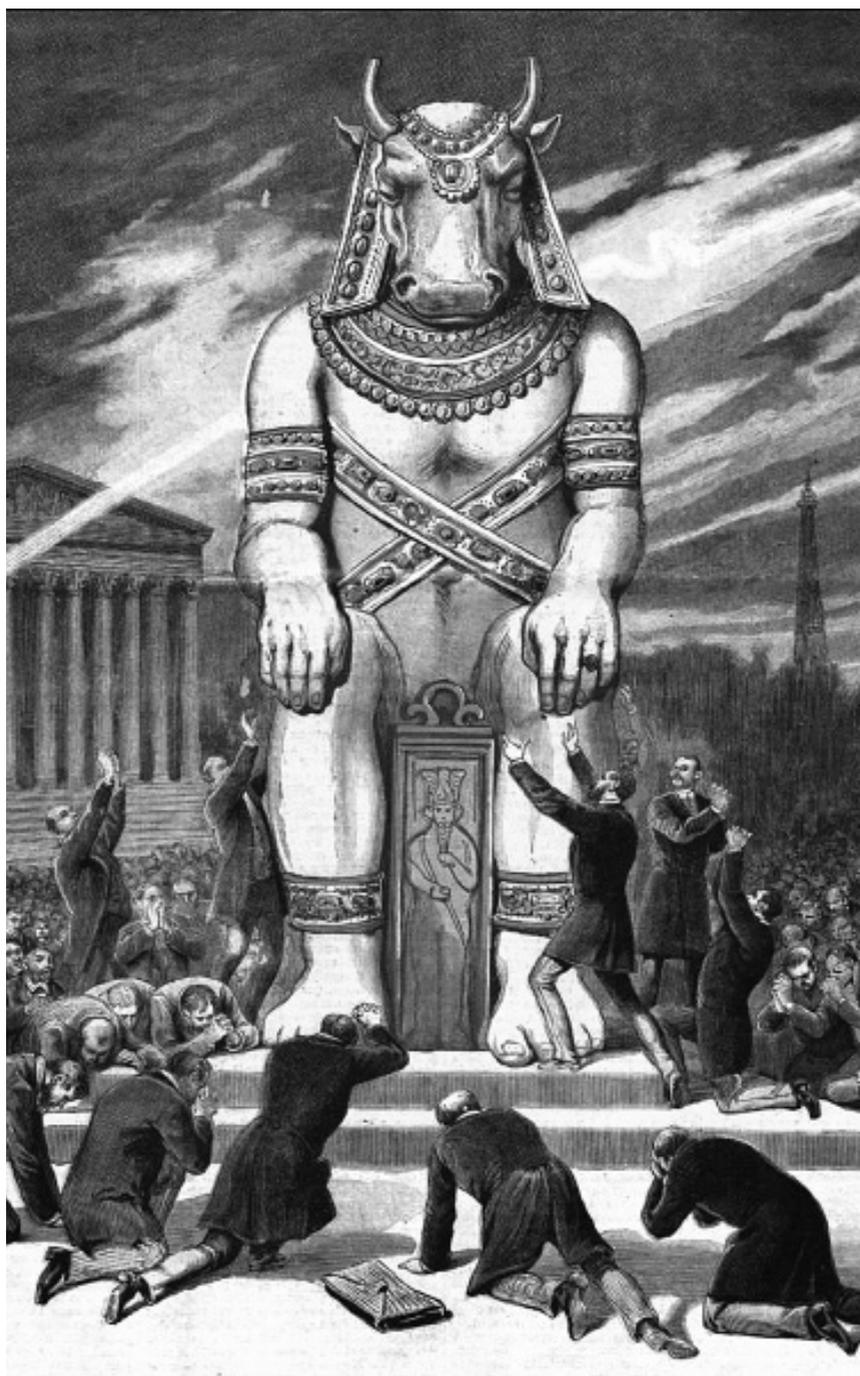
La société de consommation est devenue une société d'**accumulation**, où la **dém mesure** est devenue la mesure normale de toute chose, et d'abord des richesses et des pouvoirs, où la **précarité** est imposée au plus grand nombre pour permettre la **souplesse** à quelques-uns, la pauvreté du plus grand nombre est le prix imposé par les plus riches. Les mots **humanité** ou **civilisation** ne désignent plus un **progrès** dans le **processus d'humanisation** qui cherchait à donner **un sens** à l'histoire des hommes.

L'État redistributeur justifiait son existence par la **régulation** des excès les plus choquants, au nom de l'égalité fondamentale attribuée par la société démocratique à chaque être humain à sa naissance. La nouvelle société, se prétendant **méritocratique**, attribue des places à des niveaux différents selon les lois d'un mérite dont l'appréciation n'est liée qu'à la réussite financière, l'argent étant la seule **valeur** universelle, capable de hiérarchiser les individus, les oeuvres d'art, comme n'importe quel objet. L'État continue parfois de redistribuer l'argent "*qu'il n'a pas*", mais c'est de préférence à ceux qui en ont déjà beaucoup, et non plus aux nécessiteux : tolérance de la fraude fiscale, niches fiscales, soutien des industries paraissent plus utiles que salaires, allocations ou retraites. Les industries les plus prospères sont alors les industries de luxe, avec la même justification qu'avant 1789 : "*ce sont les riches qui donnent aux pauvres le moyen de vivre, puisque ce sont eux qui leur donnent du travail*" (ceci étant dit comme une loi économique évidente).

On s'aperçoit alors que **Nation** et **État** sont, comme toute réalité humaine, à double face, des avantages et des inconvénients. La Nation: c'est un regroupement social, tout comme la tribu, le village, etc., avec ses éventualités d'accords, de conflits, d'entraide, son mélange de méfiances et de confiance. Cela peut prendre des formes très variées, rendre service à tous ses membres ou au contraire seulement à quelques-uns au détriment de tous les autres. Le sens que voulaient lui donner les révolutionnaires c'est celui d'un regroupement dans le vaste cadre de toute l'humanité. Mais, qu'il s'agisse d'une nation particulière ou de l'humanité, c'est la loi qui lui donne la possibilité d'appliquer ou non les mesures qui donnent à **chaque individu** les moyens de s'épanouir et d'apporter sa contribution à toute la société. **À condition que ce soit bien le but de ceux qui dirigent la Nation**

Le vocabulaire rattache la **nation** à la **nature**. C'est un moyen d'en faire une valeur suprême, incontournable. L'État, lui, est une institution **culturelle** destinée à protéger la nation en lui donnant la **stabilité** (le mot est de la même origine que **état**). On le prétend **souverain**, pour souligner sa puissance, et ses prérogatives sont **régaliennes**, le rattachant ainsi au pouvoir absolu des rois. Mais le libéralisme économique s'est déjà chargé de limiter considérablement ces prérogatives: ce sont les banques, non les états, qui battent monnaie, l'éducation elle-même est en partie privée, et même l'usage de la contrainte n'est plus entièrement réservé à l'état: les vigiles privés en ont une petite part. Il est particulièrement important pour une société complexe de prendre plus au sérieux la notion d'**intérêt général** au lieu d'en faire la simple émergence des conflits sociaux (la somme des intérêts particuliers).

Même si le "**modernisme**" a perdu de vue l'intérêt de l'existence de la **Nation** et de l'**État**, ceux-ci restent les derniers garants de ce qu'il nous reste de démocratie: c'est le seul lieu de pouvoir où le citoyen conserve un fragment de pouvoir, le bulletin de vote!



LE VEAU D'OR ET L'EMPIRE NAZI

Tout d'abord, n'oublions jamais que personne n'a jusqu'à présent été capable de prédire l'avenir, pas plus les hauts conseillers, qu'ils soient astrologues confirmés ou économistes "*scientifiques*" que les porte-paroles des "*élites éclairées*" ou des pouvoirs "*politico-économico-médiatiques*". Il reste toujours à l'être humain en général - fort heureusement - une marge de liberté, fût-elle minime, qui lui permet d'infléchir le cours des événements, et les faits eux-mêmes, étant innombrables et pas toujours reconnus comme des faits, disposent d'une marge de liberté, égale à la marge d'ignorance de l'humanité, pour s'agencer entre eux et contredire le carcan de déterminisme où on a cru les enfermer. La seule forme de prévision qu'il nous reste, ce sont les supputations et les espoirs, s'appuyant sur les histoires du passé, dont on cherche l'interprétation dans d'autres faits ou des évolutions confirmées.

Cela nous autorise donc à convoquer deux histoires dont les leçons nous paraissent utiles dans tous les domaines de l'actualité: un mythe, celui du "*veau d'Or*" et un fait historique: le projet de création d'un empire de mille ans, qui a quand même imposé sa marque sanglante sur dix ans de notre histoire.

Le mythe du "*veau d'Or*", c'est le remplacement du culte d'un dieu par celui de la statue en or d'un veau, censé représenter la valeur suprême. L'équivalent, de nos jours, c'est le remplacement d'un idéal démocratique (liberté - égalité - fraternité), par la recherche des milliards accumulés par quelques-uns au détriment de tous les autres et au nom du **culte de la concurrence**, nommée tour à tour compétitivité, recherche de l'excellence, évaluation, modernité, etc., tout terme positif pouvant convenir, car elle est la clé du nouveau paradis, dont la porte est gardée par le **progrès**.

Dit brutalement, c'est l'**humanisme** remplacé par la dévotion à la **ploutocratie**. Comme dans le culte du "*veau d'Or*", il s'agit d'adorer non plus un "*Bien Suprême*" impossible à atteindre, mais la réussite concrète, **immédiate**, matérielle, de ceux qui ont le pouvoir d'indiquer la voie à tous et d'exiger de chacun les sacrifices nécessaires, au nom de leurs prévisions de l'avenir. Il s'agit d'**éliminer tout idéal comme utopique** (ce qu'il est par définition puisqu'il s'agit de construire l'avenir que l'on désire) en le considérant non pas comme un objectif même lointain, mais comme la marque même de l'impuissance. Ce qui, dans un monde où la concurrence assigne à tous le but à atteindre, le **maximum de pouvoir**, est évidemment un péché inexpiable! L'impuissance, c'est la mise hors jeu immédiate!

Quant au projet nazi, il relève évidemment du mythe, mais aussi "*hélas*" de l'Histoire. C'était l'un des aboutissements possibles d'un rêve qui hante les sociétés modernes: celui d'un **pouvoir sans limites conquis par certains humains sur tous les autres et sur la nature**. C'était le passage à l'échelle **industrielle, systématique, rationalisée**, de pratiques déjà courantes qui avaient servi depuis longtemps aux rois, aux tyrans, aux chefs religieux pour imposer leurs pouvoirs, et, plus récemment, de manière dissimulée parce que quand même un peu honteuse pour des démocraties qui se voulaient à la pointe du progrès, pour soumettre leurs colonies!



La brutalité des exécutions, mutilations et tortures en tout genre régnait sur la planète, et la mondialisation s'est installée pour la première fois dès le XVI^e siècle avec le trafic des esclaves d'un continent à l'autre, après l'extermination des occupants antérieurs principalement en Amérique et aux Caraïbes. Ce début aurait dû rendre plus prudent pour la suite, mais au contraire! le rêve nazi a bien été de franchir la dernière barrière et de choisir comme race élue une race mythique, les aryens, et de leur attribuer la mission de soumettre ou d'exterminer toutes les autres, y compris en Europe. C'est ce franchissement des limites qui a réellement provoqué sa condamnation, plus même, peut-être que les méthodes employées puisque celles-ci ont continué de figurer au catalogue des pratiques tolérées contre les opposants de tous niveaux, citoyens ou peuples.

Poussé à ses limites les plus extrêmes, le système a cependant paru odieux à un très grand nombre de ceux qui avaient échappé à l'extermination, ce qui a produit l'effet inverse de celui que les nazis voulaient obtenir. Pour tenter d'éviter son retour, fut inventé le terme juridique de "*crime contre l'humanité*" un progrès pas tout à fait passé dans les moeurs. Dans plusieurs pays européens, furent mises en place des politiques sociales chargées de s'attaquer aux inégalités les plus flagrantes. Ces progrès, provoqués par des crimes à l'échelle planétaire, n'ont cependant pas réussi à enrayer les abus auxquels ils tentaient de mettre fin. C'est que, en face de l'idéal démocratique, reste la prééminence du **modèle d'un progrès matériel illimité**, qui se justifie lui-même en accroissant les pouvoirs déjà présents dans la société. Sur ce plan, l'homme, "*animal raisonnable*" ne se différencie pas de nombre de sociétés animales dans lesquelles les plus forts imposent leurs lois aux plus faibles. Ou, plus exactement, la société humaine, en cherchant à s'affranchir des lois de la nature, a considérablement accru les pouvoirs de certains, leur permettant, au nom de la concurrence (une loi "*naturelle*") de dénier aux autres l'exercice des "*droits de l'homme*".

André Gill. Les civilisateurs aux colonies. AQS 1897.

Pif! Paf! All right!... Encore un de civilisé!...

On avait cru espérer pendant quelques mois en 1945 que l'humanité savait désormais mettre le progrès au service du bien-être de tous. Illusion de très courte durée, puisque, tout de suite après, l'histoire retournait à ses violences fondamentales, celles mêmes qui faisaient dire à Voltaire que l'homme était la seule espèce animale capable d'organiser des massacres gigantesques en mettant face à face des troupes de centaines de milliers d'hommes qui se détruisaient sans même savoir pour quelles raisons. Le fondement même du nazisme était cette volonté d'abolir toutes les limites pour imposer la force brute. De manière moins ouvertement violente c'est le même objectif que se fixent les sociétés modernes, et la concurrence, refusant toute réglementation, devient une arme contre les droits de l'homme: ceux des chômeurs, ceux de tous les faibles, intellectuellement, physiquement, ou socialement.

La concurrence déréglementée, devenue loi suprême, détermine qui a la légitimité pour imposer ses intérêts à tous les autres. Le jeu est, en apparence, plus ouvert que lorsque la race suffisait à déterminer les hiérarchies humaines. Mais il est faussé par les mensonges, les secrets de tous ordres et les transformations que le marketing opère sur le vocabulaire, présenté comme scientifique et ne reposant que sur des statistiques partielles ou inventées.

Cela crée de telles différences sociales que la démocratie, qui repose d'abord sur l'information dont disposent les citoyens, se réduit de plus en plus à des apparences trompeuses. Sous des dehors qui se réclament des évidences distillées par la publicité, le "*principe de précaution*" est présenté comme un frein au progrès alors qu'il n'est que l'expression de la prudence la plus élémentaire pour éviter que l'humanité ne s'autodétruisse.

En effet, grâce à l'accroissement démesuré des inégalités, les décideurs de tous ordres vivent eux-mêmes dans une bulle dont les besoins en confort, en richesse et en luxe encouragent la course effrénée aux progrès techniques destructeurs de ce qu'il reste de nature, dont ont cependant besoin les milliards d'humains qui n'ont aucun accès à cette bulle. Même les catastrophes à venir qu'ils nous préparent les laissent indifférents, parce qu'ils espèrent y échapper personnellement. Ce n'est pas très rationnel, mais les limites de leur bulle les empêchent de voir les conséquences de leurs actes, ou leur permettent d'y échapper par un acte de foi totalement irraisonné: grâce au **progrès**, demain nous résoudrons les innombrables problèmes que nous posons aujourd'hui!

Aucun échec ne parvient à éveiller chez eux un peu d'esprit critique. Depuis plus de trente ans, on développe l'industrie nucléaire, et on n'a toujours pas la moindre idée sérieuse sur la façon de se débarrasser de ses déchets et de démanteler les centrales hors d'usage. Et pourtant il y a même quelques "écologistes", sans parler d'industriels, de ministres, de chefs d'État, pour défendre ce choix, en croyant à leurs propres mensonges, du genre: "il y a de l'uranium partout, et nous gagnerons ainsi notre indépendance énergétique". En attendant, nous allons le chercher jusqu'en Afrique, et le soleil, lui, brille partout ... mais il ne faut pas le dire, parce que, faute d'imagination, on n'aurait pas encore trouvé le meilleur moyen de transformer ses rayons en millions de dollars pour quelques multinationales !

Le modèle sous-jacent de cette course à l'abîme repose bien sur les deux mythes que nous avons évoqués : le veau d'or comme culte principal, et l'empire nazi pour la poursuite de ce rêve sans limites qui, **au nom d'une fin contestable**, impose des **moyens criminels**. L'ivresse du pouvoir peut empêcher non seulement de prévoir, mais même de voir, les conséquences de ces actes, dont personne n'a le courage d'assumer la responsabilité, se cachant derrière des nécessités incontournables, ou même derrière leurs propres ignorances !



Le triomphe du veau d'or

Caricature d'après le Glühlichter de Vienne en 1895.

La situation actuelle, même dans ses aspects les plus positifs, se caractérise par une crise permanente qui, partie d'une certitude (celle des économistes qui prétendaient savoir parfaitement maîtriser l'économie et nous protéger à jamais de toutes les crises) se développe peu à peu en crise de civilisation, parce que les "élites" dirigeantes n'osent toujours pas essayer d'imaginer. Pourtant il y a des économistes qui proposent d'autres solutions que celles qu'imposent les milieux financiers, entre les mains desquels les politiciens ont déjà largement abandonné leurs propres pouvoirs. Ce qui paraît cependant le plus immoral c'est le **développement du culte du veau d'or** et la transformation de toute la réalité matérielle en équivalent monétaire.

Tout ceci, alimenté par la foi en un progrès illimité, correspond bien au rêve capitaliste, mais ne promet pas un avenir radieux à l'ensemble de l'humanité. C'est pourtant le chemin sur lequel nous continuons à avancer. Dans la vie quotidienne: destruction des milieux naturels et de l'homme naturel lui-même. On ne choisira pas d'enrichir chaque humain par un progrès de l'information et des réflexions, mais on en fera un être hybride, mi-biologique mi-technique, "*augmenté*" de caméras, neurones, "*intelligences artificielles*" et autres mécaniques dont nul ne peut prédire les effets sur l'être biologique. C'est-à-dire que, sans connaître grand-chose de son fonctionnement réel, biologique et intellectuel, on veut "*l'améliorer*" en intervenant brutalement sur ce fonctionnement: c'est la reprise du vieux rêve mécaniste qui a échoué (tout en croyant déjà avoir accompli des miracles) avec les canards de Vaucanson.

Quant à la nature, on a déjà commencé à la transformer à partir d'une connaissance encore très réduite de ses multiples fonctionnements; à coup d'O.G.M, de rayonnements, et de brevets qui garantissent les bénéfiques, on cherche à remplacer les espèces naturelles par de nouvelles plantes, de nouveaux animaux. Toujours l'ivresse d'un pouvoir qu'on souhaite illimité: on se réjouit de changer en quelques dizaines d'années des réalités mémorables... et de détruire ainsi des équilibres que la nature a mis des millions d'années à installer et faire fonctionner. Avant les exigences de la modernité, l'homme avait appris à collaborer avec la nature en découvrant ses règles de fonctionnement et les appliquant lui-même, comme dans le cas des hybridations qui ont permis un développement considérable de l'agriculture.

Mais maintenant il ne s'agit plus de cela : intervenant bien plus en amont, donc à un niveau où ses ignorances dépassent de loin ses connaissances (les gènes, les molécules, les atomes) il prétend prendre lui-même les commandes de l'évolution et se passer entièrement des lois que respecte la nature. Péché d'orgueil ou aveuglement fou du pouvoir pour les uns, triomphe de la science, pour les croyants du progrès ! C'est l'abandon du **raisonnable** (l'éducation, la réflexion pour les humains, l'étude des équilibres écologiques pour la nature) au profit d'un "**rationnel**" très limité qui se garde de prendre en compte les équilibres qui conditionnent la survie même de l'humanité: un bricolage qui se prend pour une avancée prométhéenne, ce qui le rend d'autant plus dangereux.

- **Une autre évolution est possible**, et elle serait une réponse à tous les échecs du progrès simplement technique (pollutions diverses, mise en danger de l'humanité et de la nature elle-même), proposant une issue à la situation actuelle. Elle suppose un changement de pensée radical concernant fondamentalement **une autre vision de l'homme**, et une **autre conception du progrès**. Il s'agit de changer un système en accélération constante et refusant toute limite, c'est-à-dire un système qui ne peut fonctionner qu'*en entrant en résonance*, et donc n'aboutir qu'à sa propre destruction, pour passer à un fonctionnement *en régulation*, dont la nature nous donne des exemples multiples : des rétroactions qui corrigent ses effets néfastes, et lui assurent une très longue durée (c'est une échelle de temps géologique ou astronomique contre une échelle calculée en quelques dizaines d'années).

- **Une autre conception de l'homme**, qui prenne en compte sa situation réelle : il n'est toujours pas, et ne sera jamais ce que l'homme moderne cherche à être, "*maître et possesseur*" de la nature. Il n'est même pas maître de son propre corps qui dépend, aussi bien pour son fonctionnement interne (respiration, digestion, mouvement, fonctionnement des organes, sans oublier ses propres pensées où l'inconscient puise à des sources inconnues !) que pour sa destinée (transformation de l'enfant en adolescent, puis en adulte, puis en vieillard, enfin la mort) de tout ce qui l'environne, socialement, biologiquement, et même astronomiquement.

Aveuglé par sa prétention à tout dominer, il en est réduit à être souvent incapable de gérer ses propres sociétés.

Il vaudrait mieux ne pas oublier l'origine même du mot par lequel il s'est désigné lui-même, **homme**, qui le rattache à **humus**, source de toute vie sur terre, soulignant ainsi ces liens indissociables qui constituent la biosphère, dont nous sommes **totallement dépendants, et non pas maîtres**.

En se donnant comme seul guide la concurrence, il ne s'est même pas aperçu que, dans son histoire, ce ne sont pas les **guerres** et les **conquêtes** qui ont fait progresser le plus l'humanité, mais les **compromis, les ententes, les coopérations**. Ce choix fondamental du combat pour "*être le meilleur*" amène peu à peu à l'abandon de l'idéal démocratique et crée des fossés entre une masse de laissés-pour-compte et une aristocratie autoproclamée, celle de l'argent. **La loterie et le sport**, seuls rêves d'enrichissement autorisés aux plus démunis, n'offrent pas un idéal très motivant. D'autant plus que le sport, fabrication de champions (le mot, venu de "*champ de bataille*", souligne à sa manière que c'est l'idéal guerrier qui s'empare des valeurs!), ne peut plus éviter le dopage, seul moyen de battre des records qui auraient, dit-on, atteint les limites humainement possibles depuis une vingtaine d'années. Que reste-t-il pour améliorer la compétitivité dans l'industrie? le **chômage**, puisque les progrès techniques remettent rapidement au même niveau tous les concurrents.

Ce ne sont pas des accidents du progrès, mais l'oubli, jusque dans la science elle-même, où le travail en équipe est la meilleure garantie, que la **coopération** est beaucoup plus **efficace** et, de plus, **utile à tous**.

Une autre conception du progrès. Elle est indispensable, car un progrès qui ne se mesure que par l'argent qu'il permet à quelques-uns de gagner ne peut qu'alimenter les ivresses du pouvoir, dangereuses pour toute l'humanité. L'empire nazi représente l'une de ces visions du monde ne connaissant ni frein ni limite, s'étant affranchies des contraintes de la morale et des règles de la vie en société, qui nécessitent toujours un minimum de confiance. Un progrès simplement technique et matériel ne peut que se mettre en danger lui-même puisqu'il ignore les règles mêmes de la survie de l'humanité et confirme celle-ci dans son rêve d'être propriétaire de la planète alors que chaque humain ne l'est même pas de son propre corps! En quelques décennies, ce progrès a réussi à créer des déséquilibres que la nature elle-même, rompue pendant des millions d'années à maintenir quelques équilibres fondamentaux, n'arrive même plus à corriger tant ils s'ajoutent rapidement les uns aux autres.

Une autre conscience du progrès est donc indispensable et urgente ne serait-ce que pour lui permettre de continuer en corrigeant ses inconvénients et ses abus. Cela suppose un changement complet de ce que l'on conçoit comme **rationalité**. Celle des laboratoires a créé un modèle qui assurait un raisonnement **logique** portant sur des **expériences limitées** faites sur des **échantillons réduits** exposés à un **contexte précis et contrôlé**. Il reste certes valable, mais la science elle-même a évolué, et, astreinte à transposer ces modèles dans la vie réelle qui est faite de contraintes multiples et de rétroactions imprévisibles, elle se hasarde maintenant, à travers statistiques et probabilités, dans des domaines où la part du doute est elle-même difficile à déterminer. En abordant le domaine du vivant puis celui des sciences humaines, les scientifiques ont réappris à douter, sous la forme du "*principe de précaution*". Mais les sociétés humaines sont maintenant habituées à recevoir les **vérités incontestables** non plus de la religion, mais de la **science**; ceux qui détiennent le pouvoir économique (plus même que les politiques, qui sont soumis au suffrage universel et à ses aléas) ont horreur du **doute**, qui est la porte ouverte à la **réflexion**, donc à la **discussion**. Ils préfèrent réduire la science au rôle qui leur convient: trouver de nouvelles techniques pour gagner plus d'argent. Le progrès des connaissances n'est ni leur but ni même leur préoccupation.

L'humanité a donc besoin d'une autre conception du progrès: celle-là même qui, aux débuts du modernisme, lui a permis d'exister. Ce sont les "*cabinets de curiosités*", ouverts à une vaste observation de la nature, qui ont permis aux connaissances scientifiques de faire leurs premiers pas, justement parce que leur but était l'accroissement des connaissances, et non pas l'acquisition de brevets industriels qui rapportent de l'argent. Avec la puissance qu'elle avait acquise, la science a séduit les industriels puis les financiers, non pas pour prendre ses méthodes en exemple, mais pour la mettre au service des pouvoirs en place, et surtout des pouvoirs économiques, maîtres de la société de consommation et créateurs de richesses nouvelles pour ceux qui accédaient au capital.

La science actuelle se trouve ainsi partagée entre deux conceptions opposées du progrès: la création de nouvelles connaissances qui alimentent les réflexions, les raisonnements, bref, ce qui constitue le propre de l'humanité, et la création de richesses financières, celle-ci constituant le moteur de la société, y compris au détriment des richesses humaines: ***le veau d'or est installé sur son trône.***

C'est donc bien à un **changement de l'ordre des valeurs** que nous convie le changement d'orientation du progrès. Les religions les plus humanistes ont rêvé, elles aussi, d'un homme nouveau, celui du "*Sermon sur la Montagne*", **riche de sa simple humanité**, dépourvu de toutes richesses et de tous pouvoirs, mais l'histoire les a ramenées à la recherche du pouvoir. La science a subi la même évolution, en cherchant à rendre l'homme maître de la nature. **L'idéal démocratique**, à son tour, risque de devenir **une simple parenthèse de l'histoire**, remplacé maintenant par la **sacralisation de la concurrence**. La science, dans quelques-uns de ses aspects, maintient encore certaines valeurs: la connaissance servant à développer les qualités proprement humaines et, lorsqu'elle s'allie à la technique, se mettant au service de la démocratie. Nous savons déjà, si l'économisme l'emporte, que ces valeurs sont condamnées: la compétitivité s'accommode facilement de la misère, du chômage, des suicides, de la drogue (alcool, comme au XIX^e siècle, puis toute la série produite par les molécules industrielles), revers de la médaille du développement du capitalisme. Cette nouvelle conception du progrès représente pour la connaissance de vastes champs de recherches. Il s'agirait, en particulier, de retrouver le célèbre "*connais-toi toi-même*", c'est-à-dire d'étudier l'homme lui-même sous tous ses aspects, **subjectifs et objectifs**; l'objectivité, qui fut la valeur suprême des sciences dites exactes, suppose un observateur regardant le monde de l'extérieur et correspond à cet homme maître de la nature dont rêve le modernisme. Mais la science tend maintenant à laisser la place à la notion de point de vue. Celle-ci, plus près de la réalité, amène à réfléchir à l'opposition entre objectivité et subjectivité. Les sciences humaines dont, bien sûr, la psychologie et la médecine, ouvrent ainsi la voie à une vision du monde bien plus complexe et à des **connaissances qui comportent une part de doute**, restant ainsi perpétuellement ouvertes vers de nouvelles recherches. La vaste étendue de nos ignorances permet de penser que celles-ci, de nouvel équilibre en nouvel équilibre, ne sont pas près de disparaître !

Au contraire, le progrès tel qu'on se l'imagine encore se ferme lui-même la porte des connaissances les plus indispensables. Il ramène tous les problèmes à des solutions techniques très inventives, mais vouées à l'échec, parce que complètement ignorantes des règles qui assurent le fonctionnement de la vie et celui de la nature elle-même. ***C'est comme si l'on proposait des solutions sociales en ignorant le droit.***

D'ailleurs c'est bien ce qui se passe lorsqu'*on démantèle le droit qui s'efforce d'établir un minimum d'équité* pour ouvrir le champ à la concurrence ou à la fabrication de produits nocifs pour l'utilisateur. À la place de la loi, on imagine au mieux des compromis entre le renard (celui qui détient le pouvoir économique) et la poule (le salarié): il est difficile d'imaginer que c'est la poule qui sera gagnante! L'homme n'est plus "*la mesure de toute chose*", comme l'ont proclamé pendant des siècles les humanistes: c'est "*l'argent roi*" qui le remplace, soutenu par les "*réformes structurelles*" jugées indispensables par les financiers, eux-mêmes soutenus par la plupart des hommes politiques. Là où la nature a mis en place préventivement des marges de manoeuvre et des mécanismes de substitution pour permettre l'évolution des équilibres, l'économie moderne a inventé les **objets irréparables** qui deviennent **jetables** dès le premier incident.



Un "*progrès*" supplémentaire: grâce à l'informatique, l'utilisateur de l'objet lui-même ne se doute pas que son fabricant dispose grâce à lui d'une multitude d'informations gratuites; c'est le travail du logiciel-espion. À qui profite le progrès? Ce n'est qu'en prenant en compte des contextes de plus en plus larges que le progrès pourra apporter les connaissances nécessaires à l'humanité pour améliorer sa condition, et, plus spécialement en se mesurant non plus en bénéfices réalisés par certains, comme le fait la concurrence, mais en fonction du prix de revient complet (c'est-à-dire toutes les conséquences, positives ou négatives, de sa fabrication, de son transport, de son utilisation et de sa transformation en déchet).

C'est la ruine des gens adroits! AQS 1896

Avec tout ce bruit, les affaires deviennent terriblement difficiles. Dès qu'une affaire est bonne, on l'appelle "chantage". ou de nos jours "délit d'initié". NDLR

Ce n'est qu'ainsi que l'on pourra juger de son utilité sociale et, si possible, corriger les dégâts occasionnés (épuisement des ressources, changements climatiques, atteintes à la santé, etc.). Pour le moment on fait exactement le contraire, niant les problèmes humains posés ou les renvoyant à un avenir indéterminé, en disant que le progrès des connaissances rendra la solution facile. L'histoire est très loin de confirmer cet optimisme, mais on s'en moque: c'est le **très court terme** qui suffit, grâce aux **silences** et aux **mensonges**, à justifier des décisions très contestables. On fait une confiance aveugle, illimitée, déraisonnable au futur pour inventer des solutions à tous les problèmes qui nous dépassent: déchets ordinaires ou nucléaires, destructions d'espèces animales ou végétales, désorganisation des sociétés humaines rendues ingérables par l'accroissement considérable des inégalités de richesses et de pouvoirs, stérilisation de sols agricoles, disparition des ressources en eau pour des populations déshéritées.

Cet optimisme injustifié, cette croyance obstinée que le progrès ne peut suivre qu'une bonne direction, devrait laisser la place à une conception plus raisonnée de celui-ci, un progrès qui apporterait à l'ensemble de l'humanité plus de bien-être plutôt que de nouveaux problèmes. Bref, un **progrès écologique**. Car seule l'écologie offre un **modèle de raisonnement complexe**, prenant en compte le maximum de facteurs, non plus les quelques indices qui intéressent la Bourse, élargissant les raisonnements à tous les contextes réels qui entourent nos actions sur la planète.

Un progrès qui libérerait l'humanité des équations obscures qui donnent à nos images du réel un faux habit où les **mathématiques** jouent le rôle que jouait le **latin** pour les médecins de Molière: éviter que les patients (les salariés, ou les malades) comprennent de quoi il s'agit. Car ces devins, comme les astrologues qui les ont précédés auprès des puissants, ne savent ni prévoir ni résoudre les crises.

C'est bien là un vaste champ de connaissances qui s'ouvre à l'humanité... à condition, bien sûr, de se poser d'autres questions que celle qui dirige, à elle toute seule, les progrès actuels:

" Combien cela rapportera-t'il ? " .

C'est donc bien toute notre représentation de l'homme et de son environnement qui est à changer pour échapper tant au veau d'or qu'à l'empire nazi. Il y a bien du travail pour plusieurs générations pour accéder à ces connaissances qu'on n'aborde que depuis peu et bien petitement. Le paradis que l'humanité a cru construire à partir des seuls progrès techniques est encore loin de réaliser l'un de ses plus vieux rêves: une démocratie respectueuse de tout homme, et de son environnement. Le progrès actuel a plutôt tendance à nous en éloigner. Le système démesuré que l'on prétend encore développer fait de quelques hommes des prédateurs puissants, inconscients. Il partage l'humanité en deux catégories: les gagnants, imposant leurs lois tout en se dispensant souvent eux-mêmes de les respecter lorsqu'elles les gênent, et les perdants, les plus nombreux dont une part hélas, ne rêve que d'accéder à la première

classe quitte à en partager les défauts rédhibitoires. Les deux mythes que nous avons évoqués devraient nous servir de garde-fou contre les illusions d'une technique qu'on voudrait plus puissante que la nature, et qui n'a même pas permis aux sociétés humaines de se gérer "*humainement*".



**Le veau d'or.
L'assiette au beurre. 1901**

Le plus malin est celui qui attend qu'il y ait un monceau de cadavres pour grimper dessus.

SYNOPSIS DE L'OUVRAGE

AVANT-PROPOS.

I. MOTS POUR MOTS.

1. D'UBRIS À HYBRIDE.
2. UNE NOUVELLE ÉPOQUE - LE PROGRÈS.

II - EN BREF! D'OÙ VENONS-NOUS...? - OÙ ALLONS-NOUS...?

1. LA NAISSANCE DU MODERNISME.
2. ET MAINTENANT.

III - LA MONDIALISATION.

1. UN PEU D'HISTOIRE.
2. QUELQUES RÉFLEXIONS.
3. COMMENT EN EST-ON ARRIVÉ LÀ.
4. JUSTIFIER LA MONDIALISATION.
5. EN RÉSUMÉ.

IV - LES MOTS VENUS DE LA TRADITION.

1. Un mythe fondateur: le sexisme.
2. Et l'être humain.
3. Tous les sens (Une grande famille).
4. Le travail c'est la santé.
5. Savoir, science, santé.
6. Concurrence. (Une famille régnante).
7. Confiance. (Une famille dans la misère).

V - LES MOTS DE LA TRANSITION.

1. Économie / Écologie: le débat.
2. L'information.
3. Équilibres.
4. Récapitulons.
5. La nation. L'état.

VI - LE VEAU D'OR ET L'EMPIRE NAZI.